

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 13037 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 28-LUNDI 29 DÉCEMBRE 1986

M. Gorbatchev et le Rubicon

André Sakharov se dit « ébahi » par ce qui lui arrive depuis une quinzaine de jours, et il n'est pas le seul. Le plus célèbre des dissidents soviétiques n'a pas seulement, en effet, retrouvé son appartement de Moscou, il a eu une conversation téléphonique avec M. Gorbatchev, reçu chez lui le président de l'Académie des sciences, et réintégré son institut avec les honneurs de ses collègues. Autrement dit, il fait l'objet non pas d'une simple mesure de grâce, comme d'autres condamnés, mais d'une véritable réhabilitation, sanctionnée par le secrétaire général du parti lui-même.

Dans le même temps, celui qui est aussi prix Nobel de la paix a accordé une bonne douzaine d'entrevues aux médias occidentaux : le dernier vendredi, grâce à une liaison par satellite et à un studio obligamment mis à sa disposition par la télévision soviétique... Tout cela pour plaider en faveur de la libération des détenus politiques encore nombreux et maintenir sa condamnation de l'invasion de l'Afghanistan — ce qui, précisément, lui avait valu son exil à Gorki il y a près de sept ans. Qu'en pense M. Gorbatchev ?

Ce dernier peut en tirer des avantages tactiques à l'extérieur. Après tout, Sakharov, dissident humaniste et « raisonnable », est tout prêt à reconnaître certains mérites à la politique étrangère du secrétaire général (au moins sur les essais nucléaires notamment), et il salue déjà, à l'intérieur, les efforts de « transparence ». Mais pour cette raison justement, la réhabilitation de l'académicien vise peut-être à plus que cela.

Puisque, sous les mots d'ordre de transparence et de reconstruction, M. Gorbatchev prétend tout faire bouger en URSS, pourquoi ne pas commencer par assouplir l'attitude crispée observée jusqu'à présent face à toutes les contestations, en particulier celle des forces vives de la science et du modernisme incarnées par Sakharov ? Ce dernier ne représente-t-il pas ce que dit rechercher le chef du parti : une critique libre, sévère, authentique, mais « honnête » et « constructive », de tout ce qui ne va pas au « pays des soviets » ?

Si c'est bien le pari qui a été pris, il est à haut risque. Non pas tant en raison du comportement d'André Sakharov, sans doute le plus prévisible. Mais parce que, en réhabilitant le porte-drapeau de la libre pensée, un homme qui faisait l'objet des pires injures il y a à peine deux ans, M. Gorbatchev pourrait bien avoir franchi le Rubicon et déclenché l'hostilité irrémédiable des idéologues, et autres nomenclaturistes déjà fortement opposés à ses réformes dans d'autres domaines.

La bataille — le mot est bien faible lorsqu'il s'agit de réformer l'un des systèmes les plus conservateurs de la terre — va donc se déplacer sur le terrain politique, et elle n'est pas gagnée d'avance par le secrétaire général. Le comité central du parti ne s'est pas réuni depuis le mois de juin dernier, c'est-à-dire depuis bien avant Reykjavik, alors pourtant que M. Gorbatchev annonçait dès juillet une prochaine session pour parler notamment de la « politique des cadres ». Le signe clair d'une impasse que les derniers événements ont de bonnes chances d'aggraver.

« Si un début de reprise du travail intervient »

La direction de la SNCF prête de nouveau à négocier

La SNCF a invité les organisations syndicales à une réunion de la commission mixte du statut, mardi après-midi, pour une négociation, si toutefois intervient un « début de reprise du travail », apprenait-on, samedi 27 décembre, auprès de la direction. Cette commission est habilitée à discuter des conditions de travail. Il s'agit d'établir un calendrier de discussion. En revanche aucun élément nouveau n'est intervenu quant à une éventuelle négociation sur le projet de grille des

salaires, sous l'égide d'un médiateur. Pour l'instant, le gouvernement reste en retrait et laisse la direction de la SNCF agir seule. C'est ce que nous a expliqué M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement et des transports, pour qui « tout ne doit pas remonter au gouvernement » et qui « fait confiance » aux dirigeants de la Société nationale.

M. Chirac, qui devait quitter Paris dimanche pour la Tunisie, a renoncé à ses vacances.

Les comités de grève accentuent leur pression

Vendredi 26 décembre, le TGV de 17 h 48 quitte lentement le quai de la gare de Grenoble, accompagné d'une vingtaine d'agents de police qui courent à ses côtés en patrouillant dans la neige fondante : chaque fois qu'un convoi mis en place dans le cadre du service minimum s'ébranle, les grévistes de la SNCF l'attendent quelques kilomètres plus loin. « On s'assoit sur les rails, on met les mains dans les poches et on se fait "enlever" », explique l'un d'eux.

Après chaque départ, la tension monte un peu entre policiers et grévistes qui campent sur les voies, chacun sur ses positions. Les TGV sont généralement immobilisés pendant soixante à quatre-vingt-dix minutes puis reprennent leur route sans entrave vers Paris. Les voyageurs ne s'impatientent pas, prévenus qu'ils voyageront gratis, leurs billets non composés pouvant être remboursés... à l'arrivée. A Grenoble comme à Chambéry les cheminots expriment leur opposition au service minimum.

« Point dur » de la grève, la gare de Grenoble est presque totalement paralysée depuis le

21 décembre, « et nous ne sommes pas près de mollir, on a déjà beaucoup trop perdu d'argent pour arrêter », commente M. Jean-Luc Monard, le responsable des cadres CGT. Pour lui, les revendications premières des cheminots portent sur les salaires comme sur le retrait

pur et simple de la grille des rémunérations ; il demande que cessent les menaces sur le statut de la SNCF qui garantit une bonne qualité de service.

Enquête de MICHEL CURIE, CLAUDE FRANCIOSON et GUY HERZLICH.
(Lire la suite page 11.)

La croix du mérite

par Pierre Drouin

Le combat pour la suppression de la nouvelle grille des rémunérations à la SNCF est une revendication majeure des cheminots. Qu'y a-t-il donc de si dangereux dans le calcul différentiel des rémunérations ? C'est que la direction a introduit l'avancement au mérite.

Les cheminots veulent que soient données des chances égales à chacun. Principe auquel il n'y a rien à redire. Avec la hiérarchisation selon l'efficacité, plus poussée que celle qui existe dès maintenant, il leur paraît que s'introduit une notion pleine de risques où les tentations de favoritisme, d'élitisme, etc., contredisent le premier principe.

De là à imaginer que l'on veut faire entrer ici également le principe de sélection, non seulement à l'entrée — il existe forcément — mais lors du cursus du cheminot, il n'y a qu'un pas d'autant plus aisément franchi que l'exemple des étudiants n'est pas loin et qu'il a déjà servi pour la stratégie de la grève.

Cette assimilation paraît particulièrement aventureuse. La « grille » de la SNCF n'est pas la loi. De ce qu'elle n'est pas la loi. De ce qu'elle n'est pas la loi. De ce qu'elle n'est pas la loi. De ce qu'elle n'est pas la loi.

(Lire la suite page 11.)

M. Reagan se prépare à faire face à une relance de l'« Irangate »

Un peu en sommeil ces derniers jours en raison des fêtes de fin d'année, le scandale des ventes américaines d'armes à l'Irak risque d'être relancé au début de janvier, avec la reprise des travaux du Congrès. Afin de mieux maîtriser ce dangereux dossier, M. Reagan l'a confié, vendredi 26 décembre, à un conseiller spécial nommé à cet effet, M. David Abshire.

PAGE 3

La guerre du Golfe

L'Irak et l'Irak revendiquent l'un et l'autre la victoire après deux jours de combats meurtriers.

PAGE 3

Le reportage sur les casseurs à la télévision

La cour d'appel tranche en faveur de TF 1.

PAGE 6

Le mouvement étudiant : post-scriptum sur notre démocratie

Un article d'Alfred Grosser.

PAGE 6

L'assassinat de l'amiral Darlan

Plusieurs livres récents tentent de percer l'énigme du « complot » dont l'ancien ministre de Pétain a été victime en 1942.

PAGE 2

La détresse des vieux au Japon

On recherche volontaires pour la mort en exil...

PAGE 5

Une expédition au pôle Sud

Quatre explorateurs dans les pas d'Amundsen.

PAGE 6

Le sommaire complet se trouve page 14

Une exposition insolite à Florence

La guillotine en vitrine

FLORENCE
de notre envoyé spécial

L'Institut français de Florence a pris plusieurs longueurs d'avance dans la célébration du bicentenaire de la Révolution de 1789. Depuis le 26 novembre et jusqu'à la fin de ce mois, il héberge une étonnante exposition sur... la guillotine, qui, après s'être transportée à Rome, puis à Turin, sera montrée, en avril et mai, au château de Vizille, près de Grenoble.

L'idée de cette exposition appartient au directeur de l'Institut, M. Daniel Arasse, un spécialiste... de la peinture italienne de la Renaissance, amoureux de Léonard de Vinci et de Raphaël. « J'avais, dit-il, participé, en 1980, à un colloque d'historiens organisé par l'université Lille-III sur le thème de « la machine dans l'imaginaire ». Or aucun de mes collègues n'avait pensé à la guillotine ! Et j'ai voulu comprendre le pourquoi de ce qui m'était apparu comme une véritable restriction mentale. »

Cette recherche allait déboucher sur un livre, à paraître au début de 1987 sous le titre de *La guillotine et l'imaginaire de la Terreur* (aux éditions Flammarion).

Mais un historien d'art devait nécessairement avoir envie d'ima-

ger son propos. C'est bien ce que M. Arasse entreprit de faire, après sa nomination à Florence, en 1982. Une autre historienne, M^{me} Valérie Rousseau-Lagarde, est allée fouiller la Bibliothèque nationale et le musée Carnavalet à Paris, pour trouver les dessins, estampes, peintures, eaux-fortes et autres images susceptibles d'illustrer le sujet. La récolte a été bonne : cent quarante gravures et une trentaine d'objets ayant trait à l'instrument de la Terreur, telle cette étonnante paire de boucles d'oreilles, en forme précisément de guillotine, qui n'avait encore jamais été sortie des tiroirs du musée où elle avait été enfouie.

Le visiteur a, dès l'entrée, l'œil attiré par un instrument qui lui paraît d'une taille formidable : une reproduction, hauteur nature (plus de 4 mètres), du fameux « glaive de la loi », fabriqué pour la circonstance par M. Massimo Ghessi, menuisier à Florence.

L'exposition rappelle d'abord fort opportunément que la guillotine a, en réalité, été une invention « européenne », signalée avec une précision hallucinante dès le treizième siècle dans un roman du cycle breton *la Vengeance de Raguidel*. Naples, Rome, Gènes, l'Allemagne, Halifax dans le Yorkshire et surtout Edimbourg en Ecosse firent un usage circonstancié de ce que les Italiens appo-

laient la « mannaia » (le coupe-ret) et les Anglais la « maiden » (la jeune fille !). Cranach, Dürer, Jacques Callot en immortalisèrent la forme. Le chancelier anglais Thomas More, en 1535, et le duc de Montmorency, en 1632, entre autres, en connurent la « rude fraîcheur ».

« Il est difficile de vouloir faire le bien des hommes sans qu'il en résulte des ennemis ! », s'exclama, en 1814, le docteur Bourru, le jour des obsèques de son collègue Joseph-Ignace Guillotin. Et le propos ne manquait pas de finesse. Voilà en effet un homme qui aurait pu passer la postérité pour être l'auteur de la fameuse proposition de « doublement de la représentation du Tiers » aux Etats généraux de 1789, qui fut aussi le principal rédacteur, avec Marmontel et Lacretelle, des cahiers de doléances de la capitale et qui vit de son vivant son nom accolé à une machine atroce qu'il n'avait même pas inventée. Sa célèbre proposition de loi du 1^{er} décembre 1789 à la Constituante ne visait en effet qu'à égaliser les peines, indépendamment des conditions sociales, et à proposer, au cas où la mort serait requise, que le criminel soit décapité « par un instrument très simple ».

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 6.)

ESSAIS

La bataille de cent ans
Elisabeth Roudinesco
Histoire de
la psychanalyse
en France.2



SEUIL

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 3,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 170 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège, 72 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 13 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (New York), 1,80 \$.

07/12/1986

Dates

Le 24 décembre 1942

L'assassinat de l'amiral François Darlan

La veille de Noël, il y a quarante-quatre ans, l'amiral François Darlan était assassiné à Alger. La vie et la mort de cet homme secret restent encore chargées de mystères. Deux ouvrages français viennent de le rappeler. Jacques Raphaël-Leygues et François Flohic (Darlan, Plon) retracent, avec des documents inédits, une carrière brillante et tragique. Pierre Ordioni, dans une nouvelle édition de son livre *Le Secret de Darlan (1940-1942)* (Albatros), y ajoute des précisions nouvelles. En Grande-Bretagne, Anthony Verrier prépare un ouvrage qui met en cause les services secrets d'outre-Manche.

Le jeune homme au manteau marron attendait dans l'antichambre. Il s'appelait Morand et voulait rencontrer, disait-il, M. Louis Joxe, chargé des relations avec la presse. M. Joxe était absent ; il l'attendait. En cet après-midi du 24 décembre 1942 à Alger, le siège du haut commissariat était presque vide. L'amiral Darlan descendait de voiture devant le perron, accompagné de son aide de camp, le commandant Hourcade. Il arrivait à la porte de son bureau, lorsque Morand le blessa de deux coups de pistolet. Hourcade se précipita sur le meurtrier, tenta de l'empoigner et tomba, une balle dans la cuisse. Le jeune homme se rua vers la fenêtre ouverte. Deux spahis le ceinturèrent. L'amiral mourut une demi-heure plus tard à l'hôpital.

Morand déclara qu'il avait agi seul. Il fut vite identifié : il s'appelait en réalité Fernand Bonnier de la Chapelle et avait vingt ans. Il appartenait à une formation militaire fraîchement créée : le corps franc d'Afrique. Le garçon fut jugé le jour de Noël dans le plus grand secret par un tribunal militaire, condamné à mort et fusillé à l'aube du 26 décembre. Jusqu'au bout, il avait cru que « ses amis » viendraient le délivrer.

Le général Giraud, qui avait succédé à Darlan avec le titre étonnant de « commandant en chef civil et militaire » en Afrique, avait hâté le jugement et l'exécution. Il n'apparut qu'ensuite que parmi les « amis » de Bonnier se trouvaient quelques-uns de ceux qui avaient conspiré pour l'amener au pouvoir à Alger au moment du débarquement anglo-américain.

François Darlan avait soixante et un ans. Né à Nérac (Lot-et-Garonne), fils d'un ancien ministre de la justice, il passait dans la marine pour « un officier républicain ». Un député du Lot-et-Garonne, Georges Leygues, éminent homme politique de la III^e République, le parraina et fit de lui le plus jeune amiral de France. Lorsque Georges Leygues devint ministre de la marine, Darlan fut, à ses côtés, le promoteur et le constructeur d'une flotte moderne. Devenu chef d'état-major de la marine, Darlan plaça ceux qu'on baptisait dans les carrés les ADD (amis de Darlan) à presque tous les postes-clés. Mais il ne put écarter totalement son rival, le comte Jean de Laborde, et un marin à l'allure de pirate barbaresque, Emile Muselier.

Muselier, en juin 1940, sera l'un des fondateurs de la France libre et sera écarté sans ménagements par de Gaulle. Jean de Laborde, commandant en chef de la flotte de haute mer, fera confiance à Hitler jusqu'au 27 novembre 1942, où il s'apercevra qu'il avait été joué, et enverra par le fond à Toulon ses navires et l'atout-maître de Darlan.

Intelligent mais très mal élevé

Lors de l'offensive allemande de mai 1940, les Britanniques évacuent Dunkerque encerclée, leurs troupes et une partie des nôtres. Darlan estime que l'Angleterre n'a pas fait tout ce qu'elle pouvait faire. Son anglophobie, jusqu'alors discrète, s'exprime bruyamment. Il participe aux conseils des ministres de la débâcle. Il parle d'appareiller avec toute la flotte pour continuer le combat. Mais il en reste là : Pétain lui a proposé d'entrer dans son gouvernement comme ministre de la marine tout en conservant le commandement en chef. Après avoir donné l'ordre, signé Xavier, de saborder tous les navires français s'ils risquaient de tomber aux mains de l'étranger — ordre qu'exécutera deux ans plus tard Jean de Laborde, — il entre dans le gouvernement de Bordeaux puis dans celui de Vichy.

Pétain, en décembre 1940, se débarrasse de Laval. Après le court inter règne de Pierre-Étienne Flandin, Darlan accède au pouvoir. Il est vice-président du conseil, ministre de l'intérieur et des affaires étrangères, successeur désigné du chef de l'Etat. Et il garde le contrôle de « sa » flotte. Comme toujours, il navigue à l'estime. Ce « réaliste » croit alors à la victoire de l'Allemagne et s'engage, avec son secrétaire d'Etat aux affaires allemandes, Jacques Benoist-Méchin, dans la collaboration active.

Il en attend de fructueuses contreparties. Mais ce marin madré n'est pas de taille. Tirer des bordées ne l'avance à rien. Il est reçu par Hitler : rencontre sans résultat entre un visionnaire détraqué et un tacticien à la petite semaine. Les Allemands, d'ailleurs, veulent que Laval revienne au pouvoir. Ils l'imposent à Pétain. Resté « dauphin », Darlan se retrouve commandant en chef des armées. Il cherche le vent, lance quelques coups de sonde du côté des Américains. L'amiral Leahy, ambassadeur des Etats-Unis à Vichy, ami de Pétain, ne prend pas au

sérieux ce personnage impopulaire et mal aimé. Mais Robert Murphy, consul général à Alger et représentant personnel de Roosevelt, engage des contacts.

Le 5 novembre 1942, Darlan arrive à Alger. Visite secrète : son fils, qui lui a servi d'intermédiaire auprès de Murphy, y est à l'article de la mort. L'amiral sait-il que le grand convoi naval allié qui traverse la Méditerranée occidentale d'ouest en est est destiné à l'invasion de l'Afrique du Nord ? Mystère. Selon certains témoignages, il est persuadé qu'en pareil cas les Américains le prévendraient. Ils ne l'ont pas fait.

Le débarquement américain en Afrique du Nord

Dans la nuit du 7 au 8 novembre, c'est le débarquement. Darlan et le général Juin, commandant en chef en Afrique du Nord, sont retenus prisonniers dans leur résidence par des jeunes conjurés français, puis délivrés par la garde mobile. Robert Murphy demande à Darlan d'ordonner un cessez-le-feu. L'amiral n'accepte qu'après bien des tergiversations. Il se dit lié par la nécessité d'obtenir l'accord de Pétain. Lorsqu'il signe enfin, il refuse d'étendre la suspension d'armes à l'ensemble de l'Afrique du Nord. D'une part, il craint, non sans raison, que les Allemands ripostent en envahissant la zone libre, d'autre part, il ne veut traiter qu'en position de force et montrer qu'il est indispensable. On s'entre-tue au Maroc et à Oran — 1319 morts français, 1 500 tués ou blessés américains. En Tunisie, où les Allemands ont aussitôt lancé un pont aérien, les amiraux Estève et Derrien ne savent s'ils doivent se rallier à eux ou les combattre. Les forces ennemies ont le temps de s'installer.

Lorsque Darlan, se prévalant d'un message ultra-secrète l'assurant « de l'intime accord du maréchal et du gouvernement pour la négociation en cours », se décide enfin, il est devenu l'homme-clé. Baptisé haut commissaire, il prend le pouvoir au nom du maréchal Pétain. Eisenhower et le général Mark Clark, son représentant à Alger, excèdent des arguments des Français et pressés d'en finir, sont d'accord. Roosevelt, qui déteste de Gaulle, aussi.

Les Alliés ont donc laissé en place, en Afrique du Nord et en Afrique occiden-

tales, un régime qu'ils combattent et un personnage qui a incarné la collaboration. Indignation en Angleterre et aux Etats-Unis. Roosevelt lâche du lest : il s'agit, dit-il, d'un « expédient provisoire ». Dénoncé par Vichy comme traître, sa flotte au fond de la rade de Toulon, attaquée en Algérie par ceux qui, involontairement, l'ont amené au pouvoir, honni par la presse américaine, Darlan est, fin décembre, politiquement condamné. Il le sait. Bonnier de la Chapelle meurt un homme qui encombre tout le monde.

Sur l'ordre de qui ? Ses complices directs sont connus. Le lieutenant Cordier, du service de renseignement militaire, lui a remis le pistolet et, prêtre dans le civil, lui a donné une absolution avant son acte fort peu canonique. Henri d'Astier (1), secrétaire général à la police, Alfred Posa, président de la BNCI-Afrique et délégué à l'économie de Darlan, son directeur de cabinet Marc Jacquet, futur ministre gaulliste, veulent porter au pouvoir le comte de Paris.

Le prétendant, conduit à Alger par leurs soins, grippé, est logé chez d'Astier. A-t-il donné à son hôte la consigne d'« éliminer Darlan » ? Il l'a démenti formellement. Pour Pierre Ordioni, la cheville ouvrière fut Marc Jacquet, qui aurait annoncé deux jours plus tôt la disparition de l'amiral.

A qui le crime profitait-il ?

Bien entendu, les amis de Darlan furent persuadés que le général François d'Astier, venu de Londres et reparti d'Alger le matin même du 24 décembre, avait transmis à son frère un ordre de de Gaulle. A qui le crime profitait-il plus qu'à son chef de la France libre ? Mais de Gaulle savait Darlan sur le déclin et il n'a jamais été partisan de sa crise d'Etat. Aucune preuve sérieuse de sa responsabilité n'a pu être avancée. Reste le geste d'un groupe de jeunes gens, conspirés de voir que leur participation à l'opération allée du 8 novembre avait abouti au maintien de Vichy et de ses honnêtes, et qui, voulant comprendre à demi-mot les propos de leurs aînés, et aidés par l'abbé Cordier, auraient pris l'initiative du meurtre.



Reste aussi l'hypothèse que Churchill ait fait éliminer l'amiral. Ses services secrets auraient manipulé les exécutants sans qu'ils en aient conscience. C'est ce que laisse entendre l'historien britannique Anthony Verrier (voir ci-dessous).

Dans la cathédrale d'Alger, lors des obsèques de Darlan, le « commandant en chef civil et militaire », le seul que personne n'ait jamais soupçonné d'avoir joué un rôle dans la disparition de son prédécesseur, dominait de sa haute silhouette un parterre de képis et de casquettes dorées. Avec l'habile, trop habile Darlan, ils menaient en terre le « double jeu » et le « réalisme » de Vichy.

Le 29 avril 1964, le cercueil de Darlan, qui avait été inhumé à l'amiralat d'Alger, fut transféré au cimetière de Mers-El-Kébir, au-dessus d'Oran. Avec tout le cérémonial militaire. Dans le cortège, selon Pierre Ordioni, seuls deux assistants, Alain Darlan et sa femme, savaient que le bûcher avait été violé, ou ne sait quand, et que la dépouille avait disparu. Le cercueil ne contenait que du sable.

JEAN-PLANCHAIS.

(1) Il y avait trois frères d'Astier de la Vignette : François, général de l'armée de l'air rallié à de Gaulle, qui l'envoya à Alger prendre un commandement — sans résultat — avec Giraud ; Emmanuel, futur conseiller à l'intérieur de la France libre, alors en France, était au cheff de la Résistance. Proche du P.C.F., il devint le directeur du journal progressiste *Libération* ; Henri, cadre des Chantiers de jeunesse en Algérie, est un des « cibles » qui ont préparé le débarquement allié en Afrique du Nord.

Les Britanniques premiers intéressés

L'ASSASSINAT de l'amiral François Darlan continue à soulever des controverses. Darlan fut nommé haut commissaire en Afrique du Nord par le général Eisenhower lorsque ses troupes, après avoir envahi le territoire français (opération Torch) au début de novembre, eurent imposé un cessez-le-feu. Darlan négocia avec l'adjoint d'Eisenhower, le général Mark Clark, un accord basé sur la garantie américaine qu'il deviendrait « leader politique en France », c'est-à-dire le successeur de Pétain et, de ce fait, le rival du général de Gaulle.

Bien que cette concession américaine aux ambitions de Darlan n'ait pas été révoquée à ce moment, sa nomination comme haut commissaire (avec de larges pouvoirs) en son recours pas moins, dès le début, l'opposition de de Gaulle et de son mouvement, du gouvernement britannique et celle, très forte, de ses représentants civils et militaires à Alger. En dépit du soutien personnel de Roosevelt à Darlan (datant du début de 1941 et confirmé en octobre 1942), ses représentants à Alger n'étaient pas unanimes. Tous sauf l'ambassadeur personnel de Roosevelt, Robert Murphy, s'opposèrent à une entente avec Darlan. De fait, le 8 décembre 1942, Eisenhower écrivit au général Marshall à Washington : « Darlan se comporte comme le successeur de Pétain ; si les choses continuent à aller mal pour nous, il changera de camp à nouveau ».

Il n'y a pas de mystère sur l'assassinat lui-même. Mais pourquoi Darlan fut-il assassiné ? A l'époque de sa mort, quatre théories prédominaient : des « agents de l'Axe » (histoire répandue sur les instructions d'Eisenhower par le service de presse anglo-américain à Alger) ; l'intelligence Service, selon les radars de Berlin et de Rome (information qui ne fut jamais démentie ni par la BBC ni par les autorités britanniques à Alger) ; un complot gaulliste ; un complot monarchiste. Au cours du déjeuner le jour de sa mort, Darlan parla à l'amiral Andrew Cunningham de quatre complots dirigés contre lui.

Il aurait dit à ses derniers instants : « Je savais que les Anglais m'auraient ». Il est de fait que Bonnier fut recruté dans le corps franc d'Afrique par le SOE (Special Operations Executive) britannique, entraîné au sabotage et aux techniques annexes par ses officiers et armé par une « source » britannique. De début novembre à fin décembre, Bonnier fut sous commandement britannique. Il n'agit pas,

de départ pour stimuler la Résistance. Ce dont les gaullistes et de Gaulle avaient besoin, c'était de choisir le bon moment. Ils voulaient se permettre d'attendre.

Le temps était un luxe que ne pouvait s'offrir Churchill. Sa stratégie pour maintenir l'influence britannique exigeait une base en Afrique du Nord où conduire ses opérations en Méditerranée et appuyer la Résistance en France. Cette stratégie mûrit en 1942. En dépit de ses relations rugueuses avec de Gaulle, tous deux étaient d'accord sur ce point. Churchill, cependant, se sentait plus directement et plus dangereusement menacé.

Il était personnellement hostile à Darlan et avait déclaré plus d'une fois qu'il fallait l'abattre. Mais le facteur décisif fut le complet échec de ses tentatives pour affaiblir le soutien de Roosevelt à l'amiral. Les plénières officielles britanniques font apparaître en détail les véhémentes déclarations du personnage, la nette opposition à Darlan, qui culmine dans une demande d'Alger qu'on se débarrasse de lui, les appels infructueux de Churchill et du secrétaire au Foreign Office, Anthony Eden, à Roosevelt, avec, pour seul résultat, le 12 décembre, une rebuffade de ce dernier : « Nous devons avoir l'amiral Darlan avec nous pour très longtemps », et une tardive décision de la diplomatie officielle d'« éliminer Darlan », comme l'indiqua l'histoire diplomatique officielle britannique de la seconde guerre mondiale.

Que Bonnier fit le parfait instrument de cette élimination est difficile à nier. Bonnier haïssait Darlan et ce qu'il représentait et aurait agi de lui-même si cela eût été nécessaire. On avait promis à Bonnier de le délier ou de retarder l'exécution. Ainsi, comme l'a écrit l'historien officiel du SOE, celui-ci a « son actif d'avoir armé Bonnier à pied d'œuvre ».

Un ancien membre du SOE en Afrique du Nord à l'époque a déclaré récemment que « Bonnier avait rendu un grand service ». Il n'y a pas de doute que la mort de Darlan fut accueillie avec un énorme soulagement dans les milieux britanniques. Au SOE, à Londres, on s'abîma le champagne en l'honneur de Bonnier. Mais le seul commentaire approprié venant d'une source officielle britannique est que « tous les mouvements de résistance en France poussèrent des coups de soulagement et se remirent à leur tâche : combattre Vichy comme les combattait Hitler ».

ANTHONY VERRIER.

(Copyright Anthony Verrier 1986.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-61
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDUPU 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS
Tél. : (1) 42-47-98-72

1 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par avion)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse détaillés ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les virements en espèces d'imprimerie.

Le Monde USPS 765-910 is published daily,

except Sundays for \$ 400 per year by Le

Monde c/o Speedpost, 45-46 39 10

Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class

postage paid at New-York, N.Y.

Postmaster : send address changes to Le

Monde c/o Speedpost U.S.A. P.M.C.,

45-46 39 10 Street, L.C.I., N.Y. 11104.

La guerre du Golfe

L'Irak et l'Iran revendiquent l'un et l'autre la victoire après deux jours d'intenses combats

L'Irak et l'Iran ont tous deux clamé victoire vendredi 26 décembre, après deux jours de combats sur les rives sud du Chah al-Arab. Chacun des belligérés a fait état de milliers de morts dans le camp adverse.

L'Etat-major iranien a annoncé vendredi après-midi la libération de l'île d'Om al-Rassah, dans le Chah al-Arab, à 60 km au sud-est de la ville de Bassorah, qui avait été occupée par les troupes irakiennes au début de l'offensive. L'opération précédente s'était terminée par la prise de la ville de Bassorah, qui avait été occupée par les troupes irakiennes au début de l'offensive.

De son côté, la radio irakienne a fait état de trois mille morts et de six mille cinq cents blessés dans les rangs irakiens depuis le début de l'offensive. Pour sa part, le président de la République irakienne a déclaré dans la matinée que l'offensive avait un caractère limité. « Les grandes offensives (contre l'Irak) seront déclenchées le moment venu », a-t-il dit. Selon des diplomates, l'Irak a massé six cent mille hommes dans la partie sud du front.

Quant au communiqué irakien qui parle de « bonne nouvelle », il ne fait à aucun moment état de la « victoire définitive » que Radio-Bagdad annonçait dans la matinée. Il se borne à affirmer que la population irakienne a « vu ses vœux réalisés. Les forces de la honte et les agents du mensonge ont été défaits ».

Le communiqué fait suite à l'annonce que les heures auparavant de l'« extinction » des troupes irakiennes qui avaient occupé lors de l'offensive des positions sur la rive ouest (irakienne) du Chah al-Arab, fleuve qui marque la frontière entre les deux pays dans ce secteur.

Les responsabilités

dans le détournement du Boeing irakien

Par ailleurs, cinq groupes ont revendiqué la responsabilité du détournement de l'avion des Iraqi Airways, qui a fait plusieurs morts.

Le Mouvement islamique révolutionnaire — branche irakienne (MIR) — qui s'est manifesté pour la première fois vendredi en message, les autorités irakiennes qui avaient occupé lors de l'offensive des positions sur la rive ouest (irakienne) du Chah al-Arab, fleuve qui marque la frontière entre les deux pays dans ce secteur.

Dans un communiqué remis dans la soirée à une agence de presse occidentale à Beyrouth, cette organisation affirme : « Nos moudjahidines ont pris le contrôle de l'appareil, cinquante-cinq minutes après son décollage de Bagdad, en neutralisant le service de sécurité en faction à son bord. Intercepté par l'armée de l'air irakienne, l'avion a été contraint de se poser sur l'aéroport d'Arar, en territoire saoudien ».

LIBAN

Mme Kauffmann : « Je reviens inquiète »

Mme Joëlle Kauffmann, épouse de notre confrère Jean-Paul Kauffmann, déçu en otage au Liban par le Jihad islamique depuis deux mois, est revenue vendredi 26 décembre à Paris, venant de Beyrouth.

Dans une brève déclaration, Mme Kauffmann a notamment dit : « Je reviens inquiète de Beyrouth. Selon ses informations, Jean-Paul Kauffmann est dans un isolement total et, à-t-elle ajouté : « Les otages sont détenus pour leur, ils sont innocents. Au Liban, tout le monde a peur ; l'espérance, surtout, un geste humanitaire ».

Au cours de son séjour au Liban, Mme Kauffmann a rencontré M. Rachid Karamé, premier ministre, Cheikh Rousthan Fadlallah, chef spirituel du Hezbollah, et l'ambassadeur d'Algérie à Beyrouth. Mais, a-t-elle affirmé : « A Beyrouth, tout le monde dit qu'il ne peut rien faire ».

Le journaliste palestinien Akram Hanyeh s'est inégalement attaqué de la Jordanie. — Le journaliste et écrivain palestinien Akram Hanyeh a annoncé vendredi 26 décembre sa demande de recours en Haute Cour contre l'ordre d'expulsion émis contre lui par le général Shouk Shouk, commandant de la région militaire centre d'Irak. Il

La veille, l'Irak avait annoncé l'« extinction » des assaillants irakiens à l'est de Bassorah par le 3^e corps d'armée.

Pour les médias irakiens, la victoire est « définitive ». Bagdad a « définitivement » vaincu, vendredi après-midi, par une salve de vingt et un coups de canon, et des manifestations ont été organisées dans les rues de la capitale. Un programme de festivités est en préparation dans tout le pays.

Les commandants des 3^e et 7^e corps d'armée, chargés de la défense d'un front de plus de 200 km, allant de Bassorah, deuxième ville d'Irak, à l'extrémité sud des frontières, ont donné pour leur part un bilan des pertes irakiennes, qu'ils estiment à « dix divisions de l'armée régulière, neuf brigades des « gardiens de la révolution », et à six bataillons d'hommes-grenouilles irakiens ».

Le général Maher Abdel Rachid, commandant du 7^e corps d'armée, a affirmé pour sa part, dans un télégramme au président Saddam Hussein, que « les corps de dizaines de milliers de soldats irakiens jouent le rôle de batailles ou flottent sur les eaux du Chah al-Arab ».

Le général Abdel Rachid a indiqué également au chef de l'Etat irakien que les pertes subies par ses troupes étaient « minimes », alors que la radio irakienne, outre les trois mille morts et six mille cinq cents blessés irakiens dont elle fait état, affirme, citant des « experts militaires », que l'Irak a récupéré une importante quantité de matériels de guerre. Elle cite aussi deux officiers irakiens, selon lesquels l'offensive irakienne a été, comme un « véritable coup de maître » par les troupes de Bagdad.

Enfin, l'Irak a accusé l'Irak d'avoir utilisé des armes chimiques.

Le communiqué fait suite à l'annonce que les heures auparavant de l'« extinction » des troupes irakiennes qui avaient occupé lors de l'offensive des positions sur la rive ouest (irakienne) du Chah al-Arab, fleuve qui marque la frontière entre les deux pays dans ce secteur.

Dans un communiqué remis dans la soirée à une agence de presse occidentale à Beyrouth, cette organisation affirme : « Nos moudjahidines ont pris le contrôle de l'appareil, cinquante-cinq minutes après son décollage de Bagdad, en neutralisant le service de sécurité en faction à son bord. Intercepté par l'armée de l'air irakienne, l'avion a été contraint de se poser sur l'aéroport d'Arar, en territoire saoudien ».

Dans un communiqué remis dans la soirée à une agence de presse occidentale à Beyrouth, cette organisation affirme : « Nos moudjahidines ont pris le contrôle de l'appareil, cinquante-cinq minutes après son décollage de Bagdad, en neutralisant le service de sécurité en faction à son bord. Intercepté par l'armée de l'air irakienne, l'avion a été contraint de se poser sur l'aéroport d'Arar, en territoire saoudien ».

L'armée syrienne pourchasse les intégristes autour de Tripoli

Beyrouth (AFP). — Alors que les combats entre Palestiniens et militaires chiites se sont intensifiés vendredi 26 décembre à Beyrouth, une vive tension continue de régner dans le nord et le centre du Liban (sous contrôle syrien).

A Tripoli (chef-lieu du Liban nord), les soldats syriens ont poursuivi vendredi, pour la neuvième journée consécutive, leur chasse aux intégristes du Mouvement d'unification islamique (MUI), après les combats de la semaine dernière qui ont fait une centaine de tués, selon des sources hospitalières. Les soldats syriens, qui ont engagé d'importantes opérations hélicoptères, poursuivent les intégristes dans les banlieues entourant Tripoli, où des milliers du MUI se seraient réfugiés.

Dans la plaine de la Bekaa (centre du Liban), l'armée syrienne a multiplié ses patrouilles à la suite de l'assassinat, jeudi, d'un diplomate libyen en poste à Damas et d'une famille, quelques heures plus tard dans la même région, entre les habitants sunnites de Saadnayeil (46 kilomètres à l'est de Beyrouth) et des combattants chiites.

Le journaliste palestinien Akram Hanyeh s'est inégalement attaqué de la Jordanie. — Le journaliste et écrivain palestinien Akram Hanyeh a annoncé vendredi 26 décembre sa demande de recours en Haute Cour contre l'ordre d'expulsion émis contre lui par le général Shouk Shouk, commandant de la région militaire centre d'Irak. Il

Nomination d'un nouveau conseiller à la Maison Blanche

M. Reagan se prépare à faire face à une relance de l'« Irangate »

WASHINGTON
de notre correspondant

A la veille de son départ pour la Californie où il passe les vacances de fin d'année, M. Reagan s'est vu, vendredi 26 décembre, d'un nouveau conseiller. M. David Abshire, qui sera uniquement chargé de suivre le dossier du scandale iranien.

Ancien collaborateur de M. Nixon, et actuel ambassadeur auprès de l'OTAN, M. Abshire, soixante ans, aura rang de membre du cabinet, honneur qui lui confère une autorité particulière et marque dans le même temps l'importance politique désormais prise par l'affaire du financement illégal de la guerre antisandiniste grâce aux bénéfices des ventes d'armes secrètes à Téhéran.

En sommeil depuis le début de la période des fêtes, la crise va en effet rebondir dès les premiers jours de janvier avec le développement ou l'ouverture de diverses enquêtes : celles des commissions spéciales du Sénat et de la Chambre des représentants, celle encore des trois personnalités auxquelles M. Reagan a demandé d'étudier le fonctionnement du Conseil national de sécurité, celles enfin du procureur spécial, nommé il y a une semaine, et du département de la justice, sans parler bien sûr du travail d'investigation de la presse.

Outre qu'elle promet de nourrir copieusement l'actualité, cette multiplicité d'instances travaillant à l'éclaircissement de la crise, implique qu'il ne devrait pas, à la rentrée, se passer de journées sans que de nouvelles citations ne soient démenties, de nouveaux documents demandés, de nouvelles questions posées et de nouvelles fuites organisées.

Dans une telle situation, il était inévitable que quelque un des membres du staff de M. Reagan.

CUBA

M. Castro annonce un plan d'austérité pour 1987

La Havane (AFP, Reuters). — Le président Fidel Castro a annoncé vendredi 26 décembre, un ensemble de mesures d'austérité pour l'année 1987. Dans un discours prononcé lors de la séance de clôture de l'Assemblée nationale, le chef de l'Etat a déclaré que le pays devrait compter, l'année prochaine, des sacrifices pour faire face à la baisse de ses réserves monétaires.

Parmi les mesures envisagées figurent le doublement des tarifs des autobus publics, la suppression des repas gratuits dans les cafétérias pour les ouvriers, la réduction des programmes de télévision, afin d'économiser l'électricité. Les administrations devront réduire de 20 % leur consommation d'énergie.

En ce qui concerne le commerce extérieur, M. Castro a indiqué que Cuba se pourrait pas consacrer plus à ses importations que le montant attendu de ses revenus à l'exportation, soit environ 600 millions de dollars. La Havane, qui revend une partie des 13 millions de tonnes de pétrole que lui livre l'Union soviétique, a subi une chute du prix de l'« or noir », ainsi que de celle du cours du sucre.

Le taux de croissance prévu pour 1987 est seulement de 1,5 % à 2 %. M. Castro a reconnu que, d'autre part, pour la première fois, Cuba n'avait pas été en mesure d'honorer ses emprunts extérieurs en 1986.

EN BREF

ITALIE : Enquête sur les déclarations de M. Vannu. — Le président du conseil, M. Bettino Craxi, a annoncé le 22 décembre qu'il avait demandé à la magistrature d'ouvrir une enquête sur l'enlèvement dont le technicien nucléaire israélien Mordechai Vannu affirme avoir été l'objet à Rome. M. Vannu avait fait savoir en début de semaine qu'il avait été enlevé le 30 septembre par le Mossad à l'aéroport de Rome Fiumicino.

VIETNAM : ouverture de la session parlementaire. — La session de l'Assemblée nationale chargée de désigner le président du Conseil d'Etat et le premier ministre s'est ouverte, mercredi 24 décembre à Hanoi, en présence des principaux dirigeants du pays. Cette session devrait également donner quelques indications supplémentaires sur les réformes économiques auxquelles a appelé, la semaine dernière, le ministre torgue du PC. (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Les groupes religieux fondamentalistes s'en prennent à l'enseignement scolaire trop « humaniste »

WASHINGTON
correspondance

L'esprit d'intolérance qui anime certains groupes religieux aux Etats-Unis se manifeste avec une vigueur croissante, notamment à l'école. L'offensive menée par des membres de l'Eglise évangélique contre les « préjugés antichrétiens » illustre cette tendance. Dans le Nebraska, certains fidèles se demandent que l'étude de *Romeo et Juliette* soit interdite aux enfants sous prétexte que Shakespeare y « glorifie le suicide des jeunes ».

Au Texas, les évangéliques se plaignent des illustrations des livres scolaires où les mères de famille traditionnelles sont remplacées par des femmes médecins ou ingénieurs et les ministres du culte représentés comme des personnes « sévères et ennuyeuses ».

Dans le Tennessee, les éléments traditionalistes vont encore plus loin : ils font figurer sur leur liste noire *l'Histoire de Léonard de Vinci*, parce que le livre s'étend trop sur l'humanisme de la Renaissance, *Macbeth*, à cause du chœur des sorcières, et même certaines fables populaires. Quant aux textes demandés simplement aux enfants d'imaginer quelque chose, ils sont jugés nocifs. L'imagination doit être bridée.

L'« humanisme séculier » est la bête noire des évangéliques. Ils l'assimilent à une fausse religion « qui ignore ou répudie Dieu et fait de la raison humaine la source de toutes les valeurs ». Dans l'Alabama, six cents parents ont tenté une action judiciaire contre les autorités de l'Etat dans le domaine de l'éducation, afin d'obtenir le retrait d'une trentaine de livres de classe jugés trop « humanistes ».

Un succès

dans le Tennessee

La cause des évangéliques, toutefois, est difficile à plaider. Même les professeurs et sociologues s'en rendent compte : l'« humanisme séculier » est seulement l'« équivalent » d'une religion, comme le sont aussi, selon eux, le féminisme, le socialisme, le végétarisme...

Les évangéliques n'en ont pas moins remporté un succès dans le Tennessee, où un juge fédéral a admis la plainte de quelques familles affirmant que le programme des écoles publiques dans leurs comtés encourageait l'occultisme, la sorcellerie, le féminisme et le manque de respect... Le juge n'a pas accepté la demande des parents exigeant que d'autres livres soient fournis à leur progéniture. Il a déclaré, en revanche, que les autorités ne pouvaient imposer aux élèves des livres violant leurs convictions religieuses et que, par conséquent, les enfants pouvaient s'abstenir de suivre les heures de lecture et apprendre à lire à la maison.

Si cette décision est confirmée en appel, elle pourrait avoir des conséquences sérieuses. Elle découragerait la fréquentation des écoles publiques « sans Dieu » et laisserait les élèves libres d'ignorer telle ou telle partie du programme scolaire commun. Sans parler des conséquences sur l'état d'esprit des écoliers, incités ainsi à se montrer plus prudents.

Malgré leurs excès, les fondamentalistes ont stimulé l'attention et les préoccupations des milieux scolaires à propos de l'immoralité ou de l'absence de référence à la religion dans les livres de classe. Plusieurs personnalités universitaires regrettent ainsi que le rôle décisif des chrétiens dans l'abolition de l'esclavage ou, plus récemment, dans le mouvement d'émancipation des Noirs ne soit pas assez évoqué.

H. P.

CHILI : arrestation de deux journalistes. — Deux collaboratrices de l'hebdomadaire *Análisis*, María José Luque et Carolina Díaz, ont été arrêtées, mercredi 24 décembre, à Santiago, alors qu'elles participaient à une manifestation hostile au régime du général Pinochet, a-t-on appris de source syndicale. *Análisis* est un magazine d'opposition d'extrême gauche fermé il y a un peu plus de trois mois par les autorités. — (AFP.)

Polémique autour du feuilleton « Amerika »

Washington sous occupation soviétique... en 1996

WASHINGTON
correspondance

L'action se passe en 1996. Depuis dix ans, les Soviétiques, après avoir anéanti, grâce à un puissant système électromagnétique, toutes les communications militaires et civiles, occupent les Etats-Unis. Dans le bureau ovale de la Maison Blanche, les Américains « colaborent » avec le Kremlin. La faucille et le marteau ont remplacé les étoiles du drapeau américain et, dans la rue, la foule défile comme à Moscou, portant les traditionnelles bannières. Mais Lincoln, et non Marx, figure aux côtés de Lénine.

Les troupes des Nations unies aident les forces d'occupation à contrôler le pays. Les enfants subissent un lavage de cerveau quotidien. Les Américains « envoyés » dans des universités hostiles, dans le sud-ouest du pays, ou réduits dans des hôpitaux psychiatriques. Au Kremlin, un certain Gropchev supervise l'occupation. Certains de ses collaborateurs suggèrent, pour étouffer la faible résistance, une attaque par missiles sur quelques grandes villes des Etats-Unis, comme première étape vers « la solution finale du peuple américain ».

Aux Etats-Unis, le mouvement de résistance est pratiquement inexistant. Un de ses leaders est incarcéré pendant cinq ans sous la garde des soldats des Nations unies. Une actrice résistante (Maril Herringway) est la maîtresse du colonel du KGB. Les Soviétiques anéantissent le Capitole, mais le général responsable, en proie aux remords, se donne la mort...

Telle est la trame du film *Amerika*, coûté 35 millions de dollars un feuilleton quatorze heures, que la chaîne ABC diffusera en février. Le thème de l'occupation n'est pas nouveau. Dès, en 1985, le film *Field of Dawn* illustrait les horreurs des occupants soviétiques et cubains.

L'idée d'une annexion des Etats-Unis par les Soviétiques est absurde : elle n'est pas plausible, expliquent les auteurs d'*Amerika* ajoutant qu'ils ont

seulement voulu décrire comment des gens ordinaires réagissent dans des circonstances extraordinaires.

Débats

sans combattre

Dans le film, les Américains sont réduits à l'impuissance sans combattre. La fibre patriotique a été rongée par l'apathie, l'épouvante... « Vous avez déjà perdu avant même que nous arrivions », déclare un général soviétique. Qui sont les responsables ? Les « intellectuels », les mous, les diplomates, qui persistent à vouloir négocier avec les Soviétiques.

Avant même sa présentation, le film a provoqué de vifs débats. Les Soviétiques ont protesté depuis longtemps, menaçant en représailles de fermer le bureau d'ABC à Moscou. Les Nations unies ont dénoncé les différences insultantes à l'Organisation internationale, décrite comme complice de l'occupation soviétique, et ont menacé de poursuivre les producteurs pour utilisation abusive de leur drapeau.

Aux Etats-Unis, plusieurs organisations libérales critiquent l'esprit de guerre froide du film et envisagent de boycotter les produits des annonceurs du film. Mais les activistes de droite ne sont pas contents non plus : ils déplorent que la population américaine apprenne comme ayant docilement accepté les occupants.

Cette concentration de feu sur *Amerika* lui assure un succès de publicité et, probablement, un succès populaire. A moins que le grand public, à l'instar de ses destructeurs, de gauche et de droite, ne trouve le film « lent, insupportable et stupide, trop ennuyeux pour être dangereux ».

Les annonceurs prévoient toutefois une vaste audience : tous les temps publicitaires ont été vendus depuis longtemps. Il faut croire que pratiquer l'antidémocratie sous sa forme la plus somnolente, entretenir l'infantilisme et les fantasmes du public, reste pour Hollywood une formule très rentable.

HENRI PIERRE.

Europe

UNION SOVIÉTIQUE

ITALIE

Plusieurs milliers de détenus
seront libérés en vertu
de l'amnistie et des nouvelles lois
sur l'application des peinesROME
de notre correspondant

De nombreux détenus italiens bénéficient ces temps-ci de permissions exceptionnelles et de libérations anticipées. Le 11 décembre, à Cénese, la directrice d'un établissement pénitentiaire est allée au cinéma avec... quarante-neuf détenus. Le soir de Noël, Susanna Ronconi, épouse de Primo Levi et spécialiste de l'évasion carcérale, ainsi que neuf autres terroristes de gauche, escortés de deux magistrats et d'une religieuse, et suivies à bonne distance, ont par un nombre respectable d'agents des forces de sécurité, s'offrant quatre heures de détente dans les rues de Turin : un spectacle de théâtre, puis un verre dans un bar, avant de retourner sagement derrière les barreaux.

D'autres ont quitté leur prison pour de bon. Il s'agit des détenus bénéficiant de la nouvelle réglementation sur la réduction des peines ou de l'amnistie, la vingt-troisième depuis la fin du fascisme, votée par le Parlement à l'occasion du quarantième anniversaire de la République, et qui a pris effet à la fin décembre. Enfin, les détenus en prévention ou en attente d'un appel, et qui, faute d'avoir été jugés dans le délai légal d'un an, doivent recouvrer la liberté. Ainsi soixante-dix détenus turinois, condamnés en première instance à des peines de huit à dix-sept ans pour trafic d'armes et de drogue, ont dû être relâchés, leur procédure d'appel n'ayant pas débuté au 22 décembre dernier. Quant à Franco Freda, un extrémiste de droite, tenu pour responsable de l'attentat de 1969 au siège de la Banque nationale de l'agriculture à Milan (seize morts), il a été libéré le 22 décembre. Le même jour, l'homme d'affaires Francesco Pazienza obtenait, lui aussi, la liberté provisoire, avec assignation à résidence chez ses parents à Lerici (Toscane). Très lié au « vénérable maître » de la loge secrète P 2, Licio Gelli, M. Pazienza doit encore com-

paraître dans une théorie de procédures pour corruption, intelligence criminelle avec des services secrets, faillite du Banco Ambrosiano et attentat terroriste.

Réduire
la surpopulation carcérale

Plusieurs milliers de détenus s'apprêtent à bénéficier des manifestations de la législation, inspirées par le double souci de réduire la surpopulation carcérale et de faciliter la réinsertion sociale de condamnés estimés « récupérables ». Sur 44 000 mille personnes emprisonnées, plus de 26 000 sont en attente d'un procès. Quelque 8 000 prisonniers, estimés « récupérables », devraient être libérés avec la loi d'amnistie dont sont cependant exclus les terroristes, trafiquants de drogue, auteurs de fraudes sur les aliments (par exemple le vin au méthanol) et de corruption aux dépens de l'Etat. Quant au nouveau règlement des prisons, après deux semaines d'application, il a déjà permis à 1 266 détenus de bénéficier de permissions - 10 seulement en ont profité pour ne pas regagner leur cellule - tandis que 920 autres ont bénéficié d'une libération anticipée grâce au texte permettant de déduire quatre-vingt jours par année de condamnation. De même, 10 condamnés à la réclusion à perpétuité ayant purgé plus de la moitié de leur peine ont été relâchés. Cette disposition de réduction à perpétuité est du reste abolie par le nouveau texte, qui offre au condamné la possibilité de jouir d'un régime de semi-liberté pour bonne conduite au bout de dix-neuf ans. Des réductions de peine sont également offertes aux femmes enceintes, aux mères d'un enfant de moins de trois ans, aux personnes ayant plus de soixante-cinq ans et condamnées à moins de deux ans, ainsi qu'aux prisonniers modérés. Le tout est assorti de mesures visant à favoriser leur réinsertion sociale à leur sortie de prison. (Interim.)

Le déficit budgétaire
réduit à 15 % du PIBROME
de notre correspondant

Le Parlement italien vient d'approuver définitivement le 21 décembre une loi de finances pour 1987 en déficit de 100 000 milliards de lire (1 000 lire = 4,74 F) après trois votes de confiance. Du moins le Parlement, en respectant les délais constitutionnels imposés par la loi de 1969 sur la procédure d'adoption du budget avant le 31 décembre, a évité le recours à l'exercice provisoire comme l'année passée.

L'inflation, qui « flambait » à plus de 15 % à l'arrivée de M. Craxi au pouvoir en août 1983, ne devrait pas dépasser de beaucoup cette année l'objectif de 6 % fixé par le gouvernement. Quant à l'autre fléau de l'économie italienne, le déficit public, il devrait même être inférieur aux prévisions puisqu'il atteignait à peine - serait-on tenté de dire - 103 000 milliards de lire en 1983 et devrait se situer autour de 108 000 milliards l'an prochain. L'objectif retenu était de 110 000 milliards, ce qui permettrait de ramener le déficit de 16,1 % du PIB en 1983 à 14,3 %. Pour 1987, le gouvernement propose, pour la première fois depuis longtemps, une décroissance du déficit public non seulement en pourcentage du revenu national, mais aussi en chiffres bruts, ce qui rend sceptiques certains économistes de gauche.

Le ministre du Trésor croit cependant possible un assainissement, à condition que salaires et dépenses publiques courent à l'augmentation pas de plus de 4 à 5 % en 1987 et que les investissements publics progressent de 7 % ; ces derniers devraient représenter 54 250 milliards l'an prochain, 62 500 milliards en 1988 et 70 250 milliards en 1989. En ce cas, dit M. Goria, l'inflation tombera à 3 % et le déficit public diminuera de quatre points par rapport au PIB en 1989, tandis que le revenu national augmentera de 3 à 3,5 % par an et que deux cent quatre-vingt-dix mille emplois nouveaux seront créés par an.

Le fonds sanitaire, le poste budgétaire le plus élevé, recevra 46 200 milliards en 1987, la protection sociale étant elle-même dotée de 33 400 milliards. De son côté, le ministre des finances, le républicain Bruno Visentini, a exclu tout impôt sur le patrimoine ou taxation des plus-values boursières l'an prochain. Il a promis en revanche une révision des tranches d'imposition pour l'impôt direct sur les personnes physiques (IRPEF) favorable aux salaires moyens (de 11 millions à 25 millions par an). Le gouvernement consentirait ainsi à des allègements fiscaux de l'ordre de 2 000 milliards... mais pas avant 1988. (Interim.)

Vingt-quatre contestataires en quête de liberté

Si l'autorisation accordée à Andreï Sakharov de revenir vivre à Moscou constitue sans aucun doute un geste positif de la part de M. Gorbatchev, cela ne signifie pas pour autant que les prisonniers soviétiques se soient vidés. Mais qui sont les prisonniers politiques en URSS ? La liste - non limitative bien sûr, mais représentative de ceux qu'on appelle aussi les prisonniers d'opinion - que nous publions ci-dessous, permet de s'en faire une idée.

- Akhmetov Nijametdin, né en 1950, poète bachkir. Arrêté et condamné en 1969 à des prolongations de peines, alors qu'il était détenu, en 1972 et en 1982 pour avoir notamment écrit à la Conférence de Madrid (CSCE). A été « traité » en hôpital psychiatrique.

- Astra, Gumair, né en 1938. Emprisonné de 1961 à 1976. Condamné de nouveau en 1983 pour avoir traduit en lecture le mémorandum Molotov-Ribbentrop (sept ans de prison et trois ans de rélegation). Historien.

- Babitch, Sergueï, né en 1939 ; ouvrier. Condamné pour propagande antisoviétique, emprisonné de 1960 à 1963, puis de 1963 à 1975. Arrêté de nouveau en 1976 et condamné à quinze ans de prison.

- Balakhonov, Vladimir, né en 1935. Interprète aux Nations unies, avait décidé en 1972 de rester en Occident. Rentré volontairement en URSS en 1973 pour raisons familiales, il est emprisonné aussitôt jusqu'en 1985. Demande à quitter le pays à sa libération, ce qui lui vaut une nouvelle peine de prison de trois ans.

- Begun, Iosif, né en 1932, militant pour l'émigration juive. Emprisonné de 1977 à 1980, il a été de nouveau condamné en 1982 à deux

ans de prison pour avoir enseigné l'hébreu.

- Borodine, Léonid, né en 1938 ; écrivain chrétien emprisonné de 1967 à 1973. Condamné de nouveau en 1982 à dix ans de prison et à cinq ans de rélegation. Plusieurs de ses romans ont été publiés en France.

- Evdokimov, Rostislav, trente-six ans, condamné en 1963 à cinq ans de prison et trois ans de rélegation.

- Galanakis, Bats, né en 1926. A passé vingt-cinq ans dans les camps (de 1948 à 1973). Condamné en 1978 à sept ans de prison et à cinq ans de rélegation pour avoir traduit en lituanien l'Archipel du goulag.

- Goretov, Nikolai, né en 1921, religieux pentecôtiste, condamné en 1980 à sept ans de détention et cinq ans de rélegation. Il avait déjà été emprisonné de 1961 à 1971.

- Grigoriantz, Sergueï, né en 1941. Critique littéraire emprisonné de 1975 à 1980. De nouveau condamné en 1983 à sept ans de prison et à cinq ans de rélegation. Fait actuellement la grève de la faim.

- Kampov, Pavlo, cinquante-sept ans, dissident ukrainien condamné en 1981 à quinze ans de prison.

- Kandiba, Ivan, né en 1930. Juriste, emprisonné de 1961 à 1976 et condamné en 1981 à dix ans de prison et cinq ans de rélegation pour avoir été membre du groupe ukrainien chargé de vérifier l'application des accords d'Helsinki.

- Korogian, Anatoli, quarante-huit ans. Psychiâtre condamné en 1981 à douze ans d'emprisonnement pour avoir dénoncé l'utilisation abusive de la psychiatrie.

- Loukianenko, Lev, né en 1927. Juriste, emprisonné de 1961 à 1976 et condamné en 1977 à dix ans de prison et cinq ans de rélegation.

- Mourjenko, Alexei, né en 1942. Emprisonné de 1962 à 1965

pour propagande antisoviétique puis, de 1970 à 1984, pour tentative de détournement d'avion à Leningrad. Condamné de nouveau en 1985 à deux ans de prison.

- Nikits, Mart, né en 1934. Biologiste estonien emprisonné de 1958 à 1966, puis condamné pour ses écrits politiques en 1981 à dix ans de prison et cinq ans de rélegation. En 1983, il est condamné à trois ans supplémentaires pour indiscipline.

- Ogorodnikov, Alexandre, trente-six ans. Militant chrétien condamné en 1978 à quinze ans de prison (supplément de peine compris).

- Petkus, Viktoras, né en 1925. Lituanien, historien de la littérature. Emprisonné de 1947 à 1953, de 1953 à 1965 et condamné en 1977 à dix ans de prison et cinq ans de rélegation pour sa participation au groupe lituanien chargé de vérifier l'application des accords d'Helsinki.

- Popadionk, Sorian, trente-trois ans, ukrainien ; condamné en 1972 à vingt-deux ans de prison.

- Rafalaki, Victor, écrivain ukrainien détenu depuis 1968 pour une période indéterminée dans un hôpital psychiatrique.

- Senderov, Valery, né en 1945, mathématicien. Fondateur du SMOT, le premier et éphémère syndicat libre ; condamné en 1982 à sept ans de prison et à cinq ans de rélegation. Fait actuellement la grève de la faim.

- Sedonov, Iosif, quatre-vingt-quatre ans. Prêtre orthodoxe condamné en 1986 à une nouvelle peine de trois ans de prison.

- Svarinskis, Alfonsas, né en 1925. Prêtre lituanien emprisonné de 1947 à 1955 et de 1958 à 1964. Condamné en 1983 à sept ans de prison et à trois ans de rélegation.

- Tarto, Rina, né en 1938. Linguiste estonien ; emprisonné de 1956 à 1960 et de 1962 à 1967. Condamné en 1984 à dix ans de prison et cinq ans de rélegation.

Forte baisse
des ventes de vodka

Moscou (UPI, Reuters). - Les ventes de vodka et de liqueurs fortes ont baissé de près de 40 % depuis l'an dernier, a annoncé, vendredi 28 décembre, le bureau central des statistiques d'URSS. Ces ventes ont atteint 1,4 milliard de litres pour les onze premiers mois de l'année - soit 62 % de ce qui avait été vendu pendant la période correspondante de 1985. La diminution est du même ordre pour les vins de raisin, et encore plus forte - 75 % - pour les vins de fruit, les moins chers.

En revanche, la consommation de champagne et autres vins pétillants s'est maintenue, avec 170 millions de litres, de même que celle de cognac soviétique (80 millions de litres).

Selon l'agence Tass, la forte baisse de la consommation d'alcool a provoqué une diminution de la criminalité de l'ordre de 25 %, tandis que les accidents de la route baissent de 20 % et que l'absentéisme au travail diminue d'un tiers.

[Ces chiffres officiels sont rendus publics à la veille des fêtes de Noël. Ils précèdent traditionnellement de très fortes consommations, dont il ne faut pas se laisser tromper. Ces résultats sont de nature à conforter la politique actuelle de restriction du prix de la vodka, qui atteint 10 roubles, soit un vingtième d'un bon whisky pour un demi-litre, et strictes limitations des heures d'ouverture des magasins de vente. Cette politique a provoqué un mal-être politique et social, et certains de ses aspects ont été soulignés par l'agence Tass. Les ventes d'alcool (par région) et sur la consommation de vodka ont été publiées par l'agence Tass. Les chiffres sont en millions de litres, par région.]

GRÈCE

Le budget de 1987 sous-évalue
l'importance du déficit
estime l'oppositionATHÈNES
de notre correspondant

Le Parlement grec a adopté, pas avant Noël, le budget de 1987. Les recettes globales sont estimées à 2 072 milliards de drachmes (20 drachmes = 1 F), en augmentation de 23,7 % par rapport à 1986, et les dépenses à 2 740 milliards, une hausse de 18,6 %.

Le déficit budgétaire atteint donc le chiffre record de 668 milliards de drachmes, soit 5,2 % de plus que l'année passée. Cette augmentation était inférieure à l'inflation prévue - 12 % à 13 % en moyenne sur l'année, avec un ralentissement à 10 % en décembre 1987 - le gouvernement a affirmé devant les députés qu'il s'agit d'un budget de « stabilisation » : le déficit budgétaire atteindra 11 % du produit intérieur brut contre 11,7 % en 1986.

Cet assainissement n'empêchera pas l'équipe au pouvoir de faire un effort de développement, puisque le poids des investissements publics dans le déficit global passe de 43 à 47 %.

L'opposition, aussi bien de droite que de gauche, critique surtout la fragilité des prévisions gouvernementales. On y affirme généralement, vu les résultats de la gestion

des années passées, que les dépenses sont sous-estimées et les recettes surestimées. Ainsi, le déficit prévu pourrait être dépassé de 100 milliards. D'autre part, les rapporteurs de l'opposition conservatrice dénoncent la présentation des comptes. Selon eux, il faudrait ajouter au déficit du budget central celui des entreprises et des institutions publiques, ainsi que leurs besoins de financement pour leurs investissements et le service de leur dette. Les chiffres varient, mais le déficit auquel on aboutit dépasse largement 1 000 milliards.

Quoi qu'il en soit, les crédits qui augmentent le plus sont les dépenses sociales et de santé (+ 31,4 %). Mais il faut tenir compte du financement public du déficit énorme de la sécurité sociale. Suivent les dépenses pour le service de la dette publique (+ 27,4 %) et la défense (+ 20,7 %). Côté recettes, ce sont les impôts indirects qui augmentent le plus (25,4 %), ce qui aggrave encore le déséquilibre existant entre ces impôts et les impôts directs, qui n'occupent plus que 29 % dans l'ensemble des recettes fiscales de l'Etat grec.

THÉODORE MARANGOS.

Afrique

TUNISIE : au congrès du MDS

M. Mestiri dénonce « la mentalité de parti unique »

TUNIS
de notre correspondant

C'est par un sévère réquisitoire contre le pouvoir que M. Ahmed Mestiri, secrétaire général du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), a ouvert, vendredi 26 décembre, à Tunis, le deuxième congrès de son parti, fondé en 1978 et officiellement reconnu en 1983. Dans le sombre tableau de la situation, qu'il a brossé, M. Mestiri a surtout insisté sur la crise économique - « sans précédent » - que traverse le pays, et s'est montré très réservé à l'égard du plan de redressement établi voici six mois par le gouvernement. Mais, selon lui, « la crise dépasse le cadre économique dans lequel on voudrait la confiner » et englobe le social où « la dévotion » de la centrale sy-

dicale UGTT ne résout rien, et la politique, avec la persistance « de la mentalité de parti unique ». Pour le secrétaire général du MDS, c'est l'absence de concertation et d'une participation réelle de tous les citoyens à l'exercice du pouvoir qui est à l'origine de tous les maux dont souffre la Tunisie.

Commentant le thème du congrès placé sous le signe de l'« alternative démocratique », M. Mestiri a appelé de ses vœux la réalisation « du plus large consensus national possible » sur certains grands principes, tels ceux de la sauvegarde de l'Etat et des institutions, de la garantie des libertés individuelles et politiques et de la concertation sur toutes les questions qui agitent l'avenir du pays. Sa proposition, a-t-il précisé, s'adresse « à l'ensemble des sensibilités politiques, à tous les

partis sans exclusive, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition ».

En l'état actuel, cet appel ne paraît pas avoir beaucoup de chances d'être entendu par le Parti socialiste démocratique, qui reproche au MDS son « opposition systématique et stérile ». Mais il est vrai que, dans son discours, M. Mestiri a guère cherché à se concilier le parti « monarchique » de la Constitution relatives à la succession du chef de l'Etat, auxquelles celui-ci demeure attaché, et surtout il a répété que le président de la République doit se placer « au-dessus des partis, à l'instar de la tradition qui existe dans les pays démocratiques modernes », donc abandonner la présidence du Parti socialiste destourien. Ce point de vue, déjà développé lors du précédent congrès du

MDS en décembre 1983, avait alors soulevé un tollé dans les cercles officiels, et il y a tout lieu de penser qu'il en sera de même dans les jours qui viennent.

Quelques trois cents délégués participent à ces assises, qui semblent devoir consacrer une radicalisation de l'opposition légale, dont les rapports avec le gouvernement n'ont cessé de se dégrader depuis deux ans. La séance d'ouverture s'est déroulée en présence des dirigeants de tous les courants de l'opposition et de plusieurs délégations arabes, africaines et européennes, dont le représentant du PS français. Le Parti socialiste destourien, qui avait délégué un membre de son bureau politique à l'ouverture du congrès du PS, en 1983, n'a pas été invité cette année.

MICHEL DELUÉ.

L'Éducation
de l'Éducation

DEUX DOSSIERS

UNIVERSITÉ :
LE SÉISMEENFANTS :
L'APRÈS-DIVORCENUMÉRO DE JANVIER 1987
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUXEXPOSITION
CHIN
JAPONDu vendredi
19 décembre
au lundi 5 janvier
de 10 h à 21 hUne des plus belles
collections d'EuropeHOTEL CONCORD
LAFAYETTE

Asie

JAPON : la détresse des vieux

On recherche volontaires pour la mort en exil

Le sort précaire des vieillards au Japon risque d'être aggravé par un projet de loi qui vient d'être examiné par la commission de la Chambre basse pour les affaires sociales, visant à modifier les dispositions en vigueur depuis 1973 qui accordent la quasi-gratuité des soins médicaux aux personnes âgées de plus de soixante-dix ans. Estimé au quart du total du budget social, le coût de la prise

en charge des vieillards, qui est cinq fois plus élevé que pour le reste de la population, doit être considérablement réduit, estime le ministre de la santé.

Il est donc envisagé de multiplier par 2,5 le prix de la consultation médicale payé par les personnes âgées, qui passerait de 400 yens (12 francs) à 1 000 yens

(40 francs), et d'augmenter également le prix de l'hospitalisation, afin de répartir de manière plus équitable le coût de la prise en charge de l'ensemble de la population. Compte tenu de la majorité dont dispose le Parti libéral démocrate, la loi devrait être adoptée durant la session parlementaire en cours.

YOKYO
de notre correspondant

Le film de Shohei Imamura, la ballade de Narayama, primé à Cannes en 1983, a dramatisé une coutume qui avait cours dans le monde paysan d'autrefois en période de disette et consistait à abandonner les vieux dans la montagne. Cette pratique, qui peut paraître d'une insigne cruauté (mais qui a existé aussi dans d'autres sociétés comme la montre Georges Dumézil dans le cas des Romains), doit être située dans le contexte d'indigence du monde paysan. Dans le Japon riche d'aujourd'hui, on n'envoie plus les vieux dans la montagne, mais on les encourage, non sans certain cynisme, à s'expatrier.

Le projet « Silver Columbus » (Colombus d'argent), référence au navigateur qui partit en 1492 à la recherche du Nouveau Monde, qu'est ce train de mettre en place le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), envisage la création au début des années 90 de villages de vieillards japonais dans certains pays du tiers-monde mais aussi en Europe. « Il s'agit bien entendu de volontaires », explique-t-on au MITI. « Ils partiront pour découvrir de nouvelles horizons ». Le projet devrait être administré par une société privée, réunissant des associations de personnes âgées et des entreprises nipponnes soucieuses d'assurer une retraite à leurs employés.

L'idée vient d'un haut fonctionnaire du MITI, ancien ambassadeur en Espagne, qui s'intéresse aux villages de vieillards allemands et hollandais qui y existent déjà. La force de ce projet est au MITI, par son statut de volontaire, d'offrir à l'étranger d'excellentes conditions de vie.

Assurément, il reste que des Japonais allant s'installer en Espagne ou en Côte-Rhône ne seraient pas dans la même situation que des Allemands ou des Hollandais dans le sud de l'Europe. D'abord, ils seraient à l'autre bout du monde et, surtout, la raison de leur départ tiendrait moins à un goût pour un environnement agréable qu'à des conditions de vie qui sont les leurs sur l'archipel où, dans la plupart des cas, leur retraite ne leur permet guère de vivre décemment.

Beaucoup ne sont guère enthousiastes à l'idée de finir leurs jours à l'étranger. « Ni la nourriture ni les membres de vivre ne seront adaptés à nos mœurs », ce n'est pas à soixante-cinq ans qu'on s'habitue à vivre dans un autre environnement culturel. On veut se débarrasser des vieux, c'est tout », estime un salarié d'une grande entreprise sur le point de prendre sa retraite.

Le MITI reconnaît que le projet « Silver Columbus » ne concerne que les rares Japonais qui ont déjà l'expérience de la vie à l'étranger. Pour choisir le nouveau pays d'expatriation des vieillards japonais, le MITI étudie avec minutie les condi-

tions de stabilité politique, de taux d'inflation, mais aussi la possibilité qui sera offerte aux « immigrants » du troisième âge de se faire en sécurité japonais.

Un pays répond a priori à ces exigences : le Japon. Mais voilà ! Les vieillards y apparaissent comme des laissés-pour-compte : la génération, aujourd'hui à la retraite, qui a fait, dans les années 60, la prospérité du Japon moderne au repos que de faibles bénéfices de la croissance économique et de la prospérité qu'elle a contribué à construire.

Un sort peu enviable

Le sort des vieillards n'est enviable dans aucune société moderne. Dans le Japon de cette fin de siècle, pays où pourtant la piété filiale fut une vertu enseignée par le confucé-

isme, il l'est moins encore qu'ailleurs. Dans la plupart des cas, au terme de leur vie les Japonais ne peuvent compter sur une allocation mensuelle suffisante. La majorité des salariés reçoivent une somme globale, sorte de pécule que certains utilisent pour s'acheter une maison, mais ils n'ont souvent pas moins cherché un travail-emploi (seulement 11 % des retraités trouvent un travail).

Leur geste est dicté par la solitude, les inconvénients de l'âge (la maladie) ou la misère. Les temples où l'on vient prier la déesse de la Miséricorde pour avoir « une mort sans souffrance » sont toujours très fréquentés. Le suicide des veuves est encore fréquent dans les régions pauvres comme la préfecture de Niigata, le pays de neige, ou dans celle d'Iwate.

Au cours des trois derniers mois, onze couples de vieillards se sont suicidés au Japon, par désespoir face à la solitude, la maladie, la misère. Dans les temples dédiés à la déesse de la Miséricorde, on vient prier pour demander « une mort sans souffrance ».

Au cours des trois derniers mois, onze couples de vieillards se sont suicidés au Japon, par désespoir face à la solitude, la maladie, la misère. Dans les temples dédiés à la déesse de la Miséricorde, on vient prier pour demander « une mort sans souffrance ».

Assurément, il reste que des Japonais allant s'installer en Espagne ou en Côte-Rhône ne seraient pas dans la même situation que des Allemands ou des Hollandais dans le sud de l'Europe. D'abord, ils seraient à l'autre bout du monde et, surtout, la raison de leur départ tiendrait moins à un goût pour un environnement agréable qu'à des conditions de vie qui sont les leurs sur l'archipel où, dans la plupart des cas, leur retraite ne leur permet guère de vivre décemment.

Beaucoup ne sont guère enthousiastes à l'idée de finir leurs jours à l'étranger. « Ni la nourriture ni les membres de vivre ne seront adaptés à nos mœurs », ce n'est pas à soixante-cinq ans qu'on s'habitue à vivre dans un autre environnement culturel. On veut se débarrasser des vieux, c'est tout », estime un salarié d'une grande entreprise sur le point de prendre sa retraite.

Le MITI reconnaît que le projet « Silver Columbus » ne concerne que les rares Japonais qui ont déjà l'expérience de la vie à l'étranger. Pour choisir le nouveau pays d'expatriation des vieillards japonais, le MITI étudie avec minutie les condi-

Leur geste est dicté par la solitude, les inconvénients de l'âge (la maladie) ou la misère. Les temples où l'on vient prier la déesse de la Miséricorde pour avoir « une mort sans souffrance » sont toujours très fréquentés. Le suicide des veuves est encore fréquent dans les régions pauvres comme la préfecture de Niigata, le pays de neige, ou dans celle d'Iwate.

L'automne de la vie

La solitude et l'insécurité sont les durs réalités de l'automne de la vie au Japon. En 1960, près de 85 % des personnes âgées vivaient encore avec leurs enfants. Mais l'écroulement de la famille dû à l'urbanisation, conjugué à l'exigence des logements et aux changements d'habitudes de vie, a fait tomber ce taux à guère plus de 50 % au début des années 1980. Les listes d'attente pour l'admission dans les asiles du gouvernement s'allongent.

Romans, séries télévisées, films comme le récent Hanachimonme

« Le Nouveau Monde sinisé », de Léon Vandermeersch

Une autre manière d'être moderne

Le monde sinisé, c'est-à-dire l'Asie orientale, constitue l'un des plus importants foyers de civilisation de la planète. Il s'agit bien d'un monde singulier dont la cohésion est restée très forte jusqu'au choc avec la civilisation occidentale. Entrée dans l'ère moderne en ordre dispersé, suivant des modèles de développement différents (capitalisme ou collectivisme), les pays sinisés (Chine, Corée, Hongkong, Japon, Singapour et Vietnam) forment aujourd'hui une aire économique dont la part dans la production mondiale atteindra 20 % en l'an 2000, équilibrant celle de l'Amérique du Nord. A première vue, économiquement et politiquement divers, le nouveau monde sinisé n'en est pas moins animé par une synergie qui lui est propre, reposant sur des racines culturelles profondes.

Dans un livre stimulant et ne ménageant guère les clichés complaisants que l'Occident a plaqués sur ces pays soit pour y discerner une supposée convergence entre développement et occidentalisation, soit pour y voir, en des ébauches insolites, la « voie japonaise ». Léon Vandermeersch, directeur d'études à l'Ecole des hautes études (VI^e section), met en lumière l'émergence d'un monde qui n'a rien à envier à notre pour ses performances économiques mais qui s'appuie néanmoins « sur un système de valeurs, une conception de la société et une vision du monde

qui manifestement s'en écartent ». « L'Occident devra bientôt s'apercevoir que la culture se décline au pluriel, dans d'autres grammaires aussi que l'ethnologie », écrit l'auteur.

Sur le plan économique, les pays du monde sinisé ont profité des avantages et de l'effet cumulatif d'un développement tardif (en particulier de l'amélioration de l'appareil de production), et leur modèle de développement a généralement été celui de l'interventionnisme, étatique : le Japon a ouvert la voie, suivi par Taiwan et la Corée du Sud. L'auteur souligne, dans le cas de la Chine, l'erreur qui consiste à en faire un pays retardataire comparé au Japon : s'il y a matière à comparaison, c'est avec le Japon du début de ce siècle (en 1980, après trente ans de développement, la Chine avait atteint le niveau économique qui était celui du Japon de 1933). Le contre-exemple du dynamisme des pays sinisés étant le Vietnam, essentiellement en raison des choix politiques de ses dirigeants actuels.

Politiquement, s'il reste des fractures dans le monde sinisé (comme la division de la Corée, signifiée de la guerre entre les blocs) et si des tensions nouvelles sont apparues, qui s'inscrivent dans des antagonismes passés (la crise sino-vietnamienne), il existe aussi des affinités qui se renouent (les relations sino-japonaises) et des récon-

cations qui se dessinent (la Chine avec Hongkong et Macao et à plus long terme avec Taiwan).

L'un des grands mérites de Léon Vandermeersch est de replacer les développements économiques et politiques dans un contexte historique et culturel. Dans les derniers chapitres, sur « l'écriture partagée » et « les mutations modernes des sociétés confucianisées », il met en valeur le fondement profond de solidarité, structurant une mentalité que l'auteur appelle l'« éthérogénéité » des langues, que constitue l'héritage des idéogrammes. Cette connivence originelle s'exprime en outre dans une conception du monde, de matrice confucéenne, qui a résisté à la dévitalisation des traditions. Pour un confucianiste, la dignité de l'homme ne réside pas dans sa personnalité, mais dans sa nature d'être social. La polarisation des rapports sociaux est donc l'inverse de celle du monde chrétien qui met le sujet individuel au premier plan. Evoquant le ritualisme (opposé au juridisme occidental), la concurrence exacerbée mais dans un cadre le plus équitable possible, la conception fonctionnaliste de l'Etat et une conception sociale et non transcendantale de la morale, Léon Vandermeersch esquisse les figures d'une autre manière d'être moderne.

Ph. P.

★ PUF, 216 pages, 145 F.

AFGHANISTAN

Les Occidentaux et la Chine réclament le départ des troupes soviétiques

Paris annonce une augmentation de son aide aux réfugiés

La France, la RFA, la Grande-Bretagne, le Japon et la Chine, ont réclamé de l'Union soviétique qu'elle mette fin à son intervention militaire en Afghanistan, dont on a célébré, samedi 27 décembre, le septième anniversaire. Paris a également annoncé un accroissement de son aide aux réfugiés afghans.

Le ministre français des affaires étrangères rappelle dans un communiqué que, après sept ans d'intervention, « la situation en Afghanistan demeure dans l'impasse ». « L'intensification des opérations menées par les forces soviétiques a considérablement aggravé les souffrances du peuple afghan, mais n'a en rien entamé la combativité de la résistance ».

« En ce triste anniversaire, la France exprime sa profonde sympathie et son admiration pour le combat courageux que mène le peuple afghan pour la restauration de son indépendance et de sa liberté », souligne le Quai d'Orsay.

« Comme les Douze (pays de la CEE) l'ont rappelé le 6 décembre, lors du conseil européen de Londres, la France souligne une fois encore qu'une solution juste et durable du conflit ne peut résulter que d'une mise en œuvre rapide des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, massivement

voitées, demandant le retrait des troupes étrangères, la libre détermination du peuple afghan, le rétablissement du non-alignement de l'Afghanistan, le retour volontaire des réfugiés dans leur pays ».

« La France en appelle à l'Union soviétique pour qu'elle renonce à la tentation illusoire de la force et qu'elle accepte enfin de s'engager dans la voie d'un règlement négocié. La France a décidé dans l'immédiat de renforcer son aide matérielle et humanitaire aux réfugiés afghans », ajoute le Quai d'Orsay, sans préciser le montant de cette aide.

A Londres, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a publié une déclaration allant dans le même sens que celle du Quai d'Orsay, mais ne mentionnant pas la question de l'aide à la résistance. Même chose à Bonn, où M. Genscher, ministre des affaires étrangères, a lancé un appel à l'URSS pour qu'elle évacue l'Afghanistan.

A Tokyo, c'est par un communiqué du ministère des affaires étrangères que le Japon a réclamé le retrait total et immédiat des troupes soviétiques d'Afghanistan. Même chose en Chine, où le gouvernement a réclamé la mise au point d'un calendrier pour le retrait des troupes « de l'agresseur ».

POINT DE VUE

Après Sakharov... l'Afghanistan

par Laurent Schwartz (*), Bernard Kouchner (**) et Mario Bettati (***)

CETTE année, M. Gorbatchev a multiplié les déclarations et les propositions relatives à la détente et à la paix mondiale. En même temps, en Afghanistan, pour la septième année consécutive, l'armée soviétique mène une guerre qui cause des centaines de milliers de victimes et engendre la plus grande concentration de réfugiés du monde. Ainsi est-il difficile de prendre au sérieux les intentions de paix soviétiques tant que cette intervention persiste.

La poursuite et l'intensification des opérations entraînent en contradiction avec les déclarations des dirigeants soviétiques. En fait, ceux-ci n'ont pas changé de point de vue : à leurs yeux, la légitimité est toujours du côté du régime qu'ils ont mis en place ; leur intervention est donc justifiée contre ce qu'ils appellent les « ingérences étrangères », et ils n'envisagent donc aucune reconnaissance de la résistance.

Dans cette perspective, la politique de « réconciliation nationale », menée par M. Najibullah, ancien dirigeant de la police politique, n'est qu'une entreprise de relèvement au régime. Les dirigeants soviétiques restent ainsi dans la logique qui les a conduits à l'intervention et à la poursuite de la guerre depuis sept ans.

Quant aux négociations de Genève entre Kaboul et le Pakistan, elles ne peuvent constituer, dans leur organisation actuelle, un cadre approprié en vue d'une solution politique, puisqu'elles n'impliquent pas ceux qui se battent réellement, c'est-à-dire, d'un côté, les Soviétiques et, de l'autre, la résistance afghane.

La situation actuelle requiert plus que jamais l'attention et la vigilance de l'opinion démocratique. Alors que l'oubli et la lassitude ont déjà décapité l'opinion, la propagande soviétique a créé un véritable brouillard d'illusions faisant croire que la paix est possible, alors même que la guerre s'intensifie.

Il est donc indispensable de développer l'information, de dénoncer inlassablement la réalité de cette guerre cachée, dont les images sont censurées par les Soviétiques, qui se plaisent à diffuser les cérémonies de leur parade militaire à l'occasion du retrait d'octobre.

L'aide humanitaire représente également une composante essentielle du soutien au peuple afghan : aide aux réfugiés, mais aussi aide aux paysans qui, à l'intérieur, s'ac-

chent encore à leurs terres ; aide d'urgence nécessaire pour faire face aux risques de famine provoqués par la guerre, mais aussi aide au développement visant à l'autosuffisance et à la préparation de l'avenir.

Médecins, infirmières et techniciens agricoles sont là pour soulager les souffrances, aider ce peuple à survivre, mais aussi pour témoigner, témoigner de notre solidarité à l'égard des Afghans, et témoigner sur la guerre pour l'opinion publique internationale.

Enfin, si l'on veut œuvrer à une véritable solution politique au conflit afghan, il faut promouvoir la reconnaissance internationale de la résistance, puisque, aujourd'hui, c'est le problème de la légitimité en Afghanistan qui est posé. C'est ce qu'a fait le Parlement européen en la reconnaissance comme mouvement de libération nationale.

Il s'est réuni pour cela à l'avis juridique, émis par quatorze spécialistes du droit international (Turin, novembre 1985) : « Avant tout, la légitimité de la résistance afghane repose sur l'adhésion populaire sans laquelle la lutte armée est impossible... A elle seule, cette lutte armée démontre sans ambiguïté que, par-delà ses différentes composantes, la résistance afghane repose sur la libre adhésion des citoyens afghans à un mouvement qui cherche à les libérer d'une occupation étrangère ».

Les divisions de cette résistance ne doivent pas masquer l'essentiel : la lutte populaire. L'Alliance islamique des moudjahidines d'Afghanistan, qui traduit l'aspiration à l'unité nationale, en réunissant sept principaux partis de la résistance, a multiplié les initiatives sur le terrain diplomatique pour obtenir une reconnaissance internationale.

Elle a remporté ses premiers succès cette année, puisqu'elle a été reçue notamment par le président américain Reagan et par le premier ministre français Jacques Chirac. Cette Alliance se déclare prête à négocier avec l'Union soviétique. La reconnaissance internationale de l'Alliance islamique doit conduire Mikhail Gorbatchev à engager le seul dialogue qui mène à une solution politique et à la paix.

La pression de l'opinion publique internationale vient d'arracher Sakharov à l'oubli. Elle doit aussi agir efficacement pour la paix en Afghanistan.

(*) Président du Bureau international Afghanistan.

(**) Président d'honneur de Médecins du monde.

(***) Doyen de la faculté de droit de Paris-Sud.

EXPOSITION CHINE JAPON

Peintures, sculptures, objets, porcelaines, tapisseries, etc.

Du vendredi 19 décembre au lundi 5 janvier de 10h à 21h

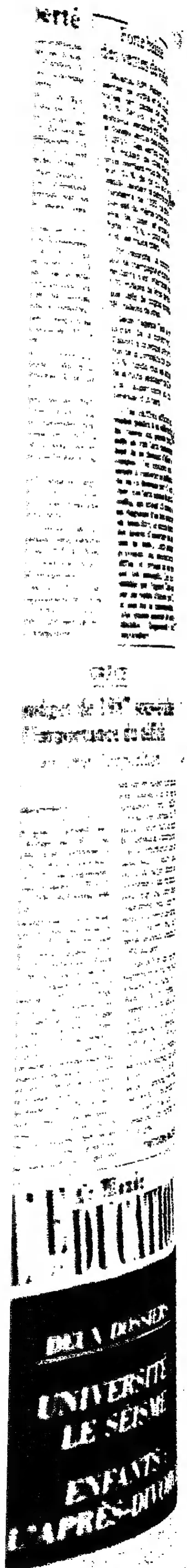
Des experts seront sur place pour répondre et expliquer gratuitement les pièces sur demande.

Une des plus belles collections d'Europe

HOTEL CONCORDE LAFAYETTE

2, place du Général Koenig 75007 Paris

Tél. 47-58-12-13 / Poste 42-40



Le reportage sur les casseurs

La cour d'appel tranche en faveur de TF1

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Pierre Drai, premier président, a rendu, vendredi 26 décembre, un arrêt par lequel elle estime qu'il n'y a pas lieu de confier à un huissier des pouvoirs d'investigation forcée demandés par MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, à la suite de la diffusion, le 7 décembre sur TF1, d'une séquence sur l'intervention des « casseurs » après les manifestations étudiantes.

Dans cette séquence, diffusée lors du Journal de 20 heures, un officier de CRS permettait le franchissement d'un barrage à un groupe de jeunes gens casqués se réclamant d'une idéologie d'extrême droite. L'interprétation donnée à ce geste par le commentaire et le montage des images était aussitôt contestée par MM. Pasqua et Pandraud, qui accusaient TF1 d'avoir manipulé le reportage pour induire le téléspectateur en erreur. Mais, avant d'engager des poursuites, les ministres s'adressaient au juge des référés pour lui demander la mise sous séquestre des films et surtout la désignation d'un huissier chargé d'ésta-

Le juge des référés ne saurait, a estimé la cour, procéder par voie « d'immixtion dans les affaires d'autrui » et la recherche de preuves ne peut « servir de moyen de pression »

blir dans quelles conditions avaient été réalisés le montage et le commentaire.

Dans une ordonnance rendue le 17 décembre, le magistrat, M^e Huguette Le Foyer de Costil, faisait droit à la demande des ministres en chargeant un huissier de présenter et de transcrire le texte de présentation et de déterminer « à partir de quel film (...) ont été réduites les images montées et projetées, quels en sont les auteurs, s'ils appartiennent à TF1 ou non, s'il s'agit ou non de journalistes professionnels, quelles sont les indications qui ont été données sur ces images et particulièrement au montage et au commentaire (...) ».

Devant une mesure d'instruction aussi contraignante, l'avocat de

TF1, M^e Georges Klejman, interjetait appel et, le 24 décembre, devant la cour, il soulignait les dangers d'une décision qui conduirait à mettre la presse « sous le contrôle permanent du ministre de la police ».

Dans son arrêt, M. Pierre Drai lève un carton rouge vers M^e Le Foyer de Costil, en déclarant : « Dans l'exercice de ses pouvoirs, le juge des référés ne saurait par lui-même ou par l'intermédiaire d'un « consultant » interposé, procéder par voie d'investigation forcée ou d'immixtion dans les affaires d'autrui, alors que le cadre et les limites d'une éventuelle saisine des juges du fond ne sont pas établies ni même déterminables ».

Si l'article 145 du code civil permet au juge des référés d'ordonner

« toute mesure d'instruction », la cour d'appel estime que le recours à ce texte n'est justifié que pour la recherche et la conservation de preuves, « sans qu'il puisse servir de moyen de pression d'une partie sur l'autre ni permettre de décrire un fondement juridique pour une demande en justice ultérieure ». La cour ajoute avec sévérité : « Le pouvoir de coercition reconnu au juge doit être limité à ce qui est strictement nécessaire à la solution du litige ».

Aussi les magistrats d'appel considèrent « qu'il suffit pour la conservation des preuves » de mettre à la disposition des juges du fond ultérieurement saisis la cassette vidéo contenant le film acheté par TF1 à un journaliste indépendant et ayant servi de base au montage. La cour ordonne donc la mise sous séquestre de cette cassette, qui sera conservée dans les locaux de TF1, « après placement sous pli fermé et scellé » par l'huissier de justice, qui ne devra se livrer à aucune opération de décriptage ou de duplication ni à aucune mesure d'investigation.

MARC PORTEY.

Quatre explorateurs dans les pas d'Amundsen
La reconquête du pôle SudCOPENHAGUE
de notre correspondante

L'expédition scandinavo-britannique 1986 dans l'Antarctique n'a pas atteint l'un des principaux objectifs que s'étaient fixés ses organisateurs : planter, le 14 décembre, un drapeau norvégien et un drapeau britannique — dans un esprit de réconciliation — à 80 kilomètres-quinze ans plus tôt, l'explorateur norvégien Roald Amundsen avait été le premier à atteindre le point zéro du pôle Sud, à l'issue de la compétition dramatique qui l'avait opposé à l'Anglais Robert Scott.

L'équipe engagée dans cette aventure (qui n'est pas seulement sportive mais a des fins scientifiques) compte une femme — la géologue norvégienne Monica Kristensen, trente-cinq ans, chef de groupe — et trois hommes : le Britannique Neil McIntyre, spécialiste des mesures par satellite, et deux sous-officiers d'armée qui ont une longue expérience des patrouilles dans le Grand Nord norvégien. Ils se sont heurtés, depuis leur départ de Nouvelle-Zélande, à une série de difficultés imprévues qui ont retardé de plusieurs semaines. L'Aurora, le navire qui

les transportait, a été à deux reprises immobilisé par les glaces et n'a pu se frayer un chemin dans la banquise que lentement, en zigzag, en usant de la dynamite. Ce n'est en définitive que le 17 décembre que l'expédition a quand même réussi à quitter la baie des Baleines pour entamer un aller et retour de 2 400 kilomètres, qui doit correspondre exactement au parcours effectué par Amundsen en 1911.

Ses quatre membres n'utilisent, autant que possible, que les moyens qui étaient alors à la disposition de l'explorateur norvégien, c'est-à-dire les skis et deux traîneaux tirés par vingt-deux chiens. Une différence de taille quand même : le ravitaillement s, en grande partie, est acheminé par un avion piloté par un Suédois.

Si tout se passe normalement et si l'on peut tenir le rythme de cinquante à cinquante-cinq kilomètres par jour, les nouveaux conquérants du pôle Sud pourront retourner à la base des Baleines aux environs du 1^{er} mars. Ils sont en tout cas pressés par le temps, car l'été austral est de très courte durée.

CAMILLE OLSEN.

Post-scriptum sur notre démocratie

par Alfred Grosser

Les problèmes de notre enseignement supérieur restent entiers. C'est surtout notre démocratie qui a été mise à l'épreuve. Dans au moins trois domaines : le Parlement, la police et l'information. Des leçons fort différentes peuvent être tirées de la crise.

Il est profondément regrettable qu'étudiants et lycéens aient pu acquiescer à la conviction que le destin d'une loi se décide non au Parlement, mais dans la rue. Mais comment auraient-ils appris à respecter le principe essentiel de la démocratie parlementaire ? Le souvenir du grand rassemblement de 1984 plaçant sur les manifestations de 1986 : pourquoi ne pas chercher à contraindre la majorité parlementaire comme l'enseignement privé l'avait fait ? D'autant plus que l'Assemblée nationale a l'habitude d'être contrainte par le 49-3. D'autant plus qu'en 1986 comme en 1984 les conseillers intranquillisés du prince se sont montrés plus respectueux que le ministre des affaires de la démocratie : respecter la minorité, surtout quand elle est majoritaire dans le secteur social où l'on veut légiférer.

D'autant plus, enfin, que le ministre de l'éducation nationale, dans sa première communication du gouvernement, leur a exposé une étrange conception de la loi : « Je constate qu'aujourd'hui, dans un certain nombre d'universités, la loi de 1984 n'est pas appliquée. Il faut donc faire adopter très vite une loi qui permette de faire sortir toutes les universités du provisoire ». Il suffirait donc de déobéir à la loi pour que le gouvernement demande au législateur de la changer, au lieu d'exiger que les désobéissants se montrent bons citoyens, donc respectueux de la légalité.

Les manifestants, pacifiques et paisibles bien plus que ceux de 1968, auraient dû, en bonne logique démocratique, voir dans les forces de police une protection de la paix contre les casseurs. Comment l'eussent-ils fait devant des matraques dont les résultats ont épouvanté plus d'un secouriste de la Croix-Rouge, devant la coupable inaction au quartier Latin dans la nuit du samedi au dimanche ? Devant surtout l'absence des autorités responsables. Absence physique : en 1968 le préfet Maurice Grimaud constituait à lui seul une force d'interposition. Absence surtout pour le rappel des missions et de la déontologie de la police : seul Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, a dit ce qu'il fallait, alors que sa déclaration aurait dû être faite par l'un de ses deux ministres. Y compris la deuxième partie, celle que TF1 et Antenne 2 n'ont pas donnée et qui constituait un plaidoyer pour le métier de policier, plaidoyer rendu crédible par la condamnation préalable des violations de la règle par des hommes chargés de faire appliquer la règle démocratique.

Où, la télévision a parfois attisé le feu. Elle n'a guère songé à expliquer les problèmes universitaires, ce qui eût peut-être permis de dissiper certaines naïvetés chez nombre de manifestants. Mais quel bel exemple, quel beau modèle d'information démocratique parce que libre face au pouvoir ! D'autant plus qu'il

s'agissait sans doute d'un chant du cygne. Un chant exceptionnel, sans précédent : la triste habitude de notre télévision, c'est que les journalistes se couchaient, vestes retournées ou prêtes à l'être, dès qu'un changement de pouvoir s'annonçait dans les institutions de télévision. Cette fois, c'est au moment même où les nouveaux patrons étaient nommés que FR 3, Antenne 2 et TF1 en instance de privatisation ont tiré ensemble un feu d'artifice de journalisme vivant. Ils avaient d'autant plus de mérite que la CNCL, comme l'a dit le Canard, s'est couchée tôt, sans vouloir comprendre qu'une nouvelle mise au pas de la télévision détruirait un peu plus encore, aux yeux des étudiants et des lycéens, l'image de la démocratie libérale.

Alors qu'en gros elle fonctionne mieux dans nos pays que dans l'immense majorité des pays représentés à l'ONU. Alors aussi que le mouvement contestataire a été cette fois bien plus respectueux qu'en 1968 des règles et procédures démocratiques. Alors, surtout, que les idéologies qui considèrent ces règles comme « bourgeoises », comme mécanismes d'asservissement d'un peuple aliéné, sont mortes chez nous, y compris chez nos intellectuels et nos étudiants. Sauf si le gouvernement ne les faisait revivre en ne revenant pas à une conception et à une pratique plus sérieuses de la démocratie pluraliste.

La guillotine en vitrine

(Suite de la première page.)

Robespierre, alors abolitionniste notoire, en avait été horrifié. Devant l'incapacité du docteur Guillotin à préciser sa pensée, le procureur général Roederer avait fini par faire appel aux lumières d'un docteur Louis, qui se prononça alors pour l'introduction en France de cette machine « sûre ». Si elle ne passa pas à la postérité sous l'appellation plus attendue de « Louisette », c'est simplement, rappelle le catalogue de l'exposition, parce que, pour les libellistes de l'époque, « machine » rimait précisément avec « guillotine ». Mais l'engin était si exotique que, lorsque l'on dut en construire le premier exemplaire au printemps 1792, il fallut faire appel à l'habileté d'un facteur de piano... allemand, Tobias Schmidt.

L'exposition s'attarde évidemment beaucoup sur l'exécution de Louis XVI et tente de restituer l'emballement de la Terreur : Marie-Antoinette, Charlotte Corday, mais aussi bien sûr Philippe Egalité, Bailly, Danton, Hébert, Chaumette et jusqu'à Robespierre lui-même, qu'une première gravure satirique montre « guillotinant la bourgeoisie après avoir fait guillotiner tous les Français » tandis que d'autres le dépeignent mourant lui-même sur l'échafaud en « Carilina

moderne » et, finalement « traitre » au peuple qui s'était confié à lui : ce 10 thermidor au 11 (28 juillet 1794) qui marque, selon les auteurs de l'exposition, la fin de la « Guillotine politique », est le début d'un usage plus « social » de l'instrument. Exposés à Florence, les vingt moulages en plâtre des « chauffeurs de la bande d'Orléans », exécutés en 1800 à Paris pour divers crimes et délits, attestent ce passage.

Un soupçon vient au visiteur : n'y aurait-il pas quelque intention « révisionniste » dans une telle exposition, une manière de relecture contre-révolutionnaire de la Révolution, à travers son instrument à l'époque considéré comme le plus indispensable « poignard des patriotes », mais aujourd'hui jugé fort peu glorieux ? M. Arasse ne cache pas sa « joie à saccager le silence » des meilleurs historiens sur ce sujet. Pour sa part, poursuit M. Philippe Bordes, directeur du musée de la Révolution de Vizille et donc au-dessus de tout soupçon, estime qu'il est « toujours bon d'aborder les objets polémiques dans leur complexité », et que le fait de poser « en véritable historien un regard relatif sur les choses les plus dramatiques ne peut que dépassionner le débat ».

JEAN-PIERRE CLERC.

RELIGIONS

Une lettre du Père Kolvenbach

Le supérieur des jésuites veut renforcer le dynamisme de la Compagnie

Dans une longue lettre aux 28 000 jésuites du monde entier, que vient de publier le bulletin de la province jésuite de France, le Père Peter-Hans Kolvenbach, supérieur général, propose une amélioration du fonctionnement interne de la Compagnie.

Il demande aux supérieurs de chaque province, nommés par lui à Rome, de faire preuve de plus d'esprit de décision. Mais il insiste en même temps sur le développement de la concertation dans les communautés et les établissements de jésuites. La vertu d'obéissance n'est pas incompatible avec la tradition jésuite du « discernement de la volonté en commun », que le Père Kolvenbach veut remettre en honneur.

Dans sa lettre, le supérieur général déplore « la tendance à l'individualisme (dans la Compagnie), une certaine forme de réserve et de prudence, la difficulté à assumer ou à dépasser des dissensions réelles, qui peuvent porter sur l'Eglise, sur la Compagnie elle-même ou sur l'analyse de la réalité, voire une tendance à l'intolérance ».

Elu en 1983 par la trentième congrégation générale, le

Père Kolvenbach, qui est néerlandais, manifeste dans cette lettre une certaine impatience quant à la marche de la Compagnie. Successeur du Père Arrupe, il reste fidèle à ses orientations et exprime la même volonté que lui d'adapter la mission des jésuites aux « défis nouveaux » du monde.

« Il faut dire clairement, souligne le Père Kolvenbach, que l'objet du discernement ne se limite pas aux cas d'ouverture et de fermeture d'œuvres apostoliques (aux grandes maisons d'enseignement et de retraite tenues par des jésuites). Il doit se faire sous toutes les formes possibles, sur la manière de la réaliser. Il lui faut rechercher continuellement les moyens les plus adaptés pour accomplir fidèlement et de manière efficace la mission requise, en tenant compte des circonstances en continuelle évolution ».

C'est pour renforcer le dynamisme d'une Compagnie qui souffre aussi d'une pénurie de vocations que le Père Kolvenbach souhaite à la fois un meilleur exercice de l'autorité des supérieurs et une plus grande mobilité des jésuites.

REPÈRES

Justice

Information contre X après la mort d'un jeune malfaiteur à Toulouse

Le parquet de Toulouse a ouvert une information contre X après la mort d'un jeune malfaiteur, Jean-Paul Correia-Martins, vingt ans, tué, dans la nuit du 23 au 24 décembre, par un policier au terme d'une course-poursuite (le Monde du 27 décembre).

Selon un communiqué du procureur, le but de cette procédure est de « confirmer les éléments de l'enquête préliminaire faisant apparaître qu'il a été fait usage des armes conformément aux dispositions légales et dans un état de légitime défense (...) ».

Il ajoute que Jean-Paul Correia-Martins, « conduisant une voiture volée, a délibérément foncé sur les deux fonctionnaires de police qui cherchaient à l'interpellier alors qu'ils se trouvaient sur la chaussée ».

D'autre part, la police a arrêté, vendredi 28 décembre, le cinquième occupant de la voiture, Jean-Marc Chéret, dix-neuf ans, qui avait réussi à s'enfuir au moment des faits. Contrairement aux autres passagers du véhicule, seulement entendus comme témoins, il pourrait être poursuivi pour vol de voiture.

Chéret et Correia-Martins étaient sortis de prison respectivement le 14 novembre et le 1^{er} décembre. Ils avaient été condamnés pour agression de personnes âgées et escroqueries avec des chèques volés.

Sécurité

Trois extrémistes italiens arrêtés dans le Val-d'Oise

Trois militants italiens d'extrême gauche, dont une femme, ont été appréhendés mercredi 24 décembre à Enghien-les-Bains (Val-d'Oise) et défilés au parquet de Pontoise, vendredi après-midi. Inculpés de détention et usage de faux documents et d'infraction à la législation sur le séjour des étrangers en France, ils ont été écroués.

Des mandats d'arrêt internationaux avaient été délivrés contre deux d'entre eux par les autorités judiciaires italiennes.

Le premier, Roberto Soraggi, vingt-neuf ans, de Barga (Italie),

membre de l'organisation Autonomie ouvrière, était recherché depuis novembre 1983 par un juge d'instruction de Florence « pour incendie criminel et séquestration de personnes ».

Le deuxième, Roberto Gemignani, quarante ans, de Livourne, militant d'Action révolutionnaire, était l'objet de trois mandats d'arrêt délivrés en 1984 et 1985 pour constitution de bande armée, tentative d'homicide, tentative de séquestration de personnes, transport et détention d'armes de guerre et d'explosifs.

En revanche, Susanna Mattai, trente-quatre ans, de Florence, suspectée d'appartenir à Prime Line, n'était pas recherchée par la justice italienne.

C'est à la suite d'une information émanant de la section opérationnelle et des recherches spécialisées de la direction centrale des Renseignements généraux que des enquêteurs

du SRP de Versailles ont interpellé les trois Italiens alors qu'ils regagnaient séparément leur domicile au 4, rue du Départ, à Enghien-les-Bains.

Les policiers y ont saisi une somme importante en francs français et en monnaies étrangères, plusieurs fausses cartes d'identité, et permis de conduire, ainsi qu'un scanner.

« Faux billets de 200 F dans le Doubs et le Jura. — Un restaurateur de Montmirey-le-Château (Jura), Jean-Pierre Uny, trente ans, a été appréhendé le 23 décembre à Lons-le-Saunier après avoir échangé une trentaine de faux billets de 200 F dans plusieurs magasins de cette ville et de Besançon (Doubs). Lors d'une perquisition à son domicile, les enquêteurs ont saisi environ cent soixante-dix faux billets. Jean-Pierre Uny a été écroué.

dimanche 18h15

"SPECIAL" RTL - Le Monde

animé par
Alexandre BALOUD

LES GRANDS ÉVÉNEMENTS
DE L'ANNÉE 86

Analyses et commentaires :
André FONTAINE, Jean d'ORMESSON
Serge JULY, Philippe TESSON

RTL

Le Monde REGIONS

BRETAGNE

Brest Iorgne vers l'Espagne

Brest, base de la marine nationale et de la réparation navale, Iorgne vers la pêche, mais sans vouloir affronter les trois « grands » du sud de la Bretagne : Lorient, Concarneau et Douarnenez. Le port du Poitou va devenir « port de transit » avec l'appui de capitaux... espagnols. Deux chalutiers lorientais de 32 mètres et 29 mètres vont être achetés par des navigateurs espagnols d'Onorras, dans le Pays basque. Ces deux bateaux seront armés par la Société bretonne d'exploitation maritime. A bord, des conseillers espagnols indiqueront les parages où peuvent être capturées les espèces les plus prisées outre-Pyrénées.

Pêché en Atlantique nord, le poisson sera débarqué à Brest et acheminé par camion jusqu'au Pays basque. Ce transit permettra aux Espagnols de gagner du temps et de l'argent car les chalutiers ne devront plus « descendre » jusqu'en Espagne pour écouler le produit de leurs campagnes.

RENNES. — Développer la gestion de la qualité dans deux cent quarante entreprises industrielles régionales en trois ans, tel est l'objectif fixé aux quatre « ingénieurs qualité » recrutés par le conseil régional et mis à la disposition de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Bretagne pour convaincre les chefs d'entreprise de l'importance de la « révolution culturelle » que constitue la gestion de la qualité. Opération globale ne se limitant pas à la chasse aux défauts, « Bretagne qualité plus » partira d'un diagnostic de « non qualité » pour arriver, par la formation des hommes, à la mise en place de la gestion de la qualité perçue comme une stratégie nouvelle du développement économique.

Assuré par le conseil régional, le financement de l'opération « Bretagne qualité plus » porte sur 1 600 000 F par an pendant trois ans.

CHAMPAGNE-ARDENNE

Un parc des expositions à Reims

Destiné à être aussi une vitrine de l'économie régionale, le parc des expositions de Reims ouvrira ses portes le 15 mai prochain, de telle sorte que la prochaine foire de la métropole champenoise pourra s'y tenir. Il a été construit sur le site périphérique dit des Essallards en raison de la commodité des liaisons routières le desservant.

D'une surface construite de 16 000 mètres carrés, volume auquel s'ajoutent 20 000 mètres carrés de surface d'exposition en plein air, cette infrastructure représente un investissement total de 64 millions

de francs, au financement duquel participent, entre autres la Ville, le département et la région Champagne-Ardenne. La chambre de commerce et d'industrie locale a quant à elle apporté une contribution de 2 millions de francs à la ville afin d'assurer l'entier achèvement des travaux.

Cet ensemble polyvalent permettra l'organisation simultanée de salons et de spectacles, le hall central, dans sa version spectacle, étant susceptible d'accueillir quatre mille personnes.

La gestion du parc a été confiée à une société d'exploitation, créée sur l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Reims et d'Epervan, en liaison avec la chambre des métiers, la chambre d'agri-

culture de la Marne et l'Association pour la promotion économique de Reims.

ILE-DE-FRANCE

Mécénat pétrolier

Il y a trois ans, Esso-REP découvrait à Chaunoy, en Seine-et-Marne, le plus important réservoir de pétrole français. Depuis, les dérivés et les stations de stockage sont venus s'intégrer au paysage essentiellement rural de ce coin de Brie. Un aménagement de l'environnement qui n'a pas été du goût de tout le monde au départ.

afin, à défaut de projets précis, de constituer des réserves foncières dans des secteurs géographiquement bien situés. Enfin, le troisième grief fait au POS concerne les libertés qu'il prendrait avec le

domaine militaire. De nombreux terrains, « emplacements réservés » dans le POS, accueillent actuellement des services de l'armée.

Ainsi la caserne Turme, bureau du service national pour le Bas-

La position de la ville

Il n'y a eu aucun débat, lundi 22 décembre, au conseil municipal de Strasbourg, après la mise en cause de certains projets du POS. Le maire, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), a fait distribuer simplement une note de trois pages qui précise la procédure et les points de litige. Il y relève notamment qu'il faut ramener le débat à sa juste mesure et que, « sur plusieurs centaines d'emplacements réservés, le préfet n'en a critiqué que seize pour absence de définition précise de l'équipement public à implanter ».

L'inscription d'emplacements réservés au bénéfice de l'Etat était justifiée, estime cette note, « en l'absence d'accord entre les deux parties sur la définition des maîtrises d'ouvrage (...) par la dénomination de « voies rapides » conférée à ces projets par le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) ». Enfin, pour les terrains militaires, les emplacements auraient été réservés, « non pour gêner en quoi que ce soit l'activité militaire, mais pour contrôler, le moment venu, notamment en cas de cession par l'armée, la destination de ces terrains ».

Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, ou encore l'hôpital Lyantey, dont le POS marque un emplacement réservé plusieurs dépendances ; auxquels s'ajoutent divers services dans le quartier des anciens remparts de Strasbourg, le centre de transit des personnels militaires, le centre de transmission, le foyer des Forces françaises en Allemagne (FFA) ou le garage de deux cents véhicules du 603^e régiment nucléaire, biologique et chimique.

« Les sujétions imposées à certains immeubles du domaine militaire (...) sont inacceptables, écrit le préfet, en ce qu'elles sont de nature à porter gravement atteinte au fonctionnement du service public militaire en temps de paix, mais aussi en temps de guerre ».

Pour le maire de Strasbourg, M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), l'opposition de l'Etat n'est pas une surprise. Toutes ces réserves avaient déjà été formulées en février dernier, puis répétées en commission d'élaboration du POS par les représentants de l'armée ou de la direc-

gerie médicale), s'assigne un triple but :

- 1) Tester toute machine ou technique d'imagerie devant améliorer la prévention, le dépistage et le traitement des maladies ;
- 2) Evaluer à travers des rencontres et des travaux pluridisciplinaires leur efficacité réelle dans le diagnostic et leur apport dans le traitement des maladies ;
- 3) Favoriser la recherche interactive entre les organismes publics et privés, les partenaires sociaux et les industriels afin de faire avancer la création et l'utilisation de l'imagerie médicale en France.

POITOU-CHARENTES

Poitiers contourné

Poitiers a bouclé sa ceinture. Les différentes rocade entourant la ville ne font désormais qu'un seul cercle. Il aura fallu attendre seize années pour en arriver là, seize années marquées par des modifications de projets — six au total, — par des enquêtes et contre-enquêtes, et une série de procès.

Il ne manquait plus que 1 100 mètres pour que l'opération fût achevée. Ils viennent d'être ouverts à la circulation avec une tranchée ouverte au sud de la ville, un pont sur le Clain, un autre sur la voie de chemin de fer et un talus antibruit. Il est désormais possible en venant du nord ou du sud de la ville de la contourner.

Il ne manque plus qu'un complément à ce système : une liaison nord qui permettra aux usagers de la route d'aller par exemple directement de Châteauneuf à Limoges.

RHONE-ALPES

Annecy retrouvera son impérial

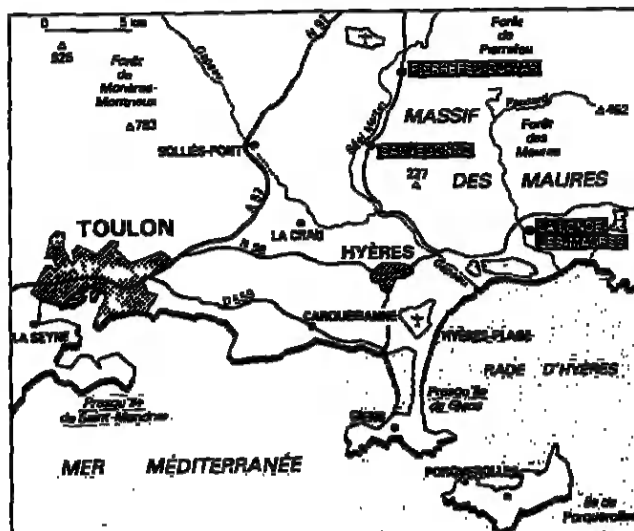
L'ancien hôtel Impérial Palace, situé sur les bords du lac d'Annecy, a enfin trouvé un acquéreur. La Ville avait en effet imposé un grand nombre de contraintes pour céder cet ancien établissement de prestige. Il devait être associé à un casino et à un centre de congrès, et la Ville, propriétaire des murs, entendait le rester et s'acquiescer à son éventuel locataire qu'un bail emphytéotique de trente-six ans.

Ce sont des investisseurs privés, appartenant à un groupe allemand qui exploitent déjà d'autres établissements de ce type en RFA et au Luxembourg, qui vont créer une société française pour reconstruire l'intérieur de l'ex-palace et pour restaurer sa façade.

Parallèlement, la Ville aménagera dans la partie qu'elle s'est réservée un centre de congrès qui lui faisait jusqu'alors défaut et qui pourra accueillir quatre cents personnes. Fin des travaux prévus pour 1989.

AUX TROIS BORELS, PRÈS D'HYÈRES

Sauver la terre brûlée



UN été après l'autre, l'incendie de la forêt méditerranéenne flambe dans les médias. Récits, images en noir et en couleurs, villages et campings cernés, exodes, victimes « civiles » et militaires — pompiers, pilotes de Canadair — de cette guerre répétitive, collines calcinées, maélstroms de flammes « fascinantes », comme disent les incandides benoîtement, maniaquement, qualifiés de pyromanes « irresponsables ». Quand c'est fini — jusqu'à la prochaine, — les feux de l'actualité s'en vont ailleurs. Silence. On tourne la page.

Mais ceux qui restent ? Mais les gens du Pays qui brûle ?

Aux Trois Borels — trois hameaux rattachés à Hyères, mais à l'écart, au bord des Maures, — le feu ne passait plus depuis 1984. Les Boreliens avaient dit « non » (le Monde du 6 janvier 1982). Sachant que « terres et forêts abandonnées appellent l'incendie », ils avaient décidé, pour « vivre au pays », de la faire vivre. Comment ? Ils avaient déjà leurs associations, tous : agriculteurs, forestiers, chasseurs, résidents. Les associations se sont associées pour faire des pétouilles en période rouge, ordonner des plantations, des parcs-feu, embaler. Tout se tient. Pas de meilleurs pare-feu que les cultures. Encore faut-il pouvoir en vivre ! On a poussé la qualité du vignoble jusqu'à l'AOC, « label » la pêche — sans arrosage, « pur suc », — la miel. Autour des produits du terroir on a bûché des fêtes, des animations « ouvertes aux citoyens ». C'était joyeux. Des jeunes sont restés. D'autres sont venus. On a ouvert une deuxième classe à l'école... Pari gagné.

Et le feu est passé quand même. Le 7 juillet, en pleine sécheresse, par grand mistral, des incendies l'ont allumés en deux endroits, successivement, soigneusement, bien dans l'axe du vent. Il a couru sur 20 kilomètres et 2 500 hectares. Sauvonnne, Pierrefeu, La Londe. Dans la « vallée heureuse » — elle avait

gagné ce nom, — les cultures ont limité les dégâts mais des bâtiments ont brûlé, 70 hectares de vigne et 5 000 arbres fruitiers ont séché, grillé. La colline est noire. Plainte a été déposée. Contre X. Immobilier activiste ? Projets d'un grand golf ? Vengeance de deux sœurs divorcées ? Des bruits courent. Les incendiaires aussi.

« Nous sommes traumatisés », mais « Les Borels reverront », clame un panneau. Les associations associées ont aussitôt affirmé leur position : « Non, toujours non, à une révision du POS qui, sous la pression immobilière, perturberait l'équilibre heureux de la vallée. » Tout de suite, en août, première Journée ouverte : « 10 francs pour un arbre » (1). Appel entendu. Et la mairie de Hyères a débloqué un secours d'urgence. Mais : « Il faut savoir que l'incendie de forêt n'est pas classé « calamité naturelle ». Il faudra aller chercher ailleurs » des indemnités pour les sinistrés. Parallèlement, durant tout un mois, jusqu'au 15 décembre, des « Journées nature » mobi-

sent sur place une trentaine d'organismes et associations de la région : écoles et écoles, chambre d'agriculture et même Amicale des Gars du Nord... Bien-sûr — et jaloux ? — Boreli ! Nettoyer le sous-bois brûlé, recéper, replanter. Le 3 décembre, rencontre de spécialistes, officiels et privés. Des communes confrontent leurs expériences. Une étude technique est financée par le conseil général du Var. C'est dire que les Boreliens ne sont pas présumés. Fars de leurs solidarités et de leurs actions préventives, ils n'ont jamais cru pour autant qu'ils peuvent arrêter à leur porte, seuls, les embrasements chroniques de la forêt méditerranéenne. Ils écouteront. Et ils parleront.

Pas de recette miracle

Hier ? Face à l'incendie galopant — malgré le dévouement de soldats du feu — un manque total de coordination avec l'indigène. (Je Parlois, un contre-feu, au bon endroit, au bon moment...) Et pourquoi les

Canadair ont-ils été retirés, envoyés ailleurs au moment crucial ?

Demain ? Arrêter enfin une politique globale... mais qui tienne compte — ce n'est pas contradictoire — des particularités locales. Non, il n'y a pas une recette miracle. Ni tout-Canadair, ni tout-pâturage, ni même tout-débroussaillage ou tout-replantation. « Là, on peut pâturer. Mais pas là. Débroussailler ? Bien sûr. Autour des habitations et sur des points stratégiques précis. Pas partout ! Ce coûterait des fortunes... et détruirait des sols livrés à l'érosion, ici on peut replanter. Mais pas un résineux, qui flambe comme torches ! Ni là un feuillu qui brûlerait aussitôt. Vous voulez un exemple concret ? Allons sur le terrain ».

Nous y sommes. C'était une pinède. C'est sinistre. « Mais regardez ». Entre les squelettes noirs, portés recouverts après le plus un brouillard de longues tiges minces portant un feuillage timide. « Vous savez ce que c'est ? Des chênes blancs, des châtaigniers... qui se bousculent pour reconquérir leur domaine qu'avaient envahi les pins. Il serait stupide de faire ici, à grand spectacle, à grande frais, une plantation de résineux. Il suffit de recéper, avec pour tout matériel des sécateurs. Vous voulez des chiffres ? 40 000 francs l'hectare pour une replantation, 2 000 francs pour un recépage qui fera reprendre sa place à une forêt de feuillus étouffée par les pins ».

Voilà. C'est tout. (Sans rien exclure, évidemment, de tous les autres moyens de prévention et de lutte adaptés aux conditions locales.) Une « leçon de choses », sur place... Pour que la forêt reverdisse, mieux vaut tenir des colloques « sur le terrain » qu'en chambre ou en bureaux étanches.

JEAN RAMBAUD.

(1) Compte SOS. Les Borels CIVILAS n° 2763710010. Crédit agricole.

Aujourd'hui, la présence d'Esso-REP semble plutôt bien acceptée. On n'oublie pas, ici, que la filiale du premier groupe pétrolier du monde a permis à la Seine-et-Marne d'entrer dans le cercle de l'ODEP (Organisation des départements exportateurs de pétrole), et que l'exploitation du pétrole a créé quel-ques emplois sur place, sans parler des royalties versées aux communes concernées.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Montpellier et l'imagerie médicale

Créée à l'initiative du professeur Jean-Louis Lamarque, en accord avec l'université, la mairie, le district, le conseil général et les instances régionales, l'Institut d'imagerie médicale de Montpellier (IIMM) devrait être opérationnel dès l'année prochaine. Cet institut, dont le siège social est situé à l'hôpital Lapeyronie (département d'ima-

LE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS AU TRIBUNAL

Les urbanistes de Strasbourg contestés par le préfet

Le tribunal administratif de Strasbourg devra se prononcer, sans doute en janvier 1987, sur une demande de sursis à exécution du plan d'occupation des sols de la ville. Le préfet du Bas-Rhin, M. Mahdi Nacène, a de plus demandé l'annulation pour illégalité de nombreuses dispositions de ce document.

On reste très discret, à la mairie de Strasbourg, sur les reproches faits par l'Etat à un POS élaboré depuis douze ans. « Il ne faut rien dramatiser », explique laconiquement M. Jean-Jacques Rethenbach, adjoint au maire et président de l'agence d'urbanisme. Mais la requête du préfet détaille de multiples griefs.

D'abord l'Etat serait impliqué, à son corps défendant, dans des opérations qu'il a refusées. Ainsi le POS de Strasbourg inscrit des « emplacements réservés au bénéfice de l'Etat » pour trois opérations de voirie, la rocade nord, la pénétrante et la percée de la porte de l'Hôpital, au sud de la ville. Sur la pro-

mière, l'Etat juge trop large l'emprise prévue ; et il conteste nettement les deux autres. La percée de la porte de l'Hôpital, pour laquelle l'Etat a acheté des terrains et des immeubles, « définitivement abandonnée ». Pour le préfet, il y aurait « détournement de compétence » si la communauté urbaine de Strasbourg imposait quand même ces emprises réservées au profit — ou aux dépens — de l'Etat.

Autre reproche, plus lourd peut-être : le « détournement de procédure » pour de nombreuses opérations mal désignées. Indiquer, sur le POS, « équipement public » sans autre précision ne permet pas de vérifier la conformité avec la réglementation, estime le préfet. Il en irait ainsi d'une réserve pour « des équipements liés à la vocation européenne de Strasbourg » et de multiples opérations dans les quartiers de la Montagne-Verte à l'ouest, de la Robertsau au nord, et du centre-ville. N'y a-t-il pas, interroge le préfet, « un détournement de procédure

afin, à défaut de projets précis, de constituer des réserves foncières dans des secteurs géographiquement bien situés » ? Enfin, le troisième grief fait au POS concerne les libertés qu'il prendrait avec le

domaine militaire. De nombreux terrains, « emplacements réservés » dans le POS, accueillent actuellement des services de l'armée.

Ainsi la caserne Turme, bureau du service national pour le Bas-

tion départementale de l'équipement. Le 23 septembre, M. Rudloff publiait quand même le POS, après quelques retouches. Un nouvel échange de lettres entre le préfet et le maire n'a pas permis de trouver un terrain d'entente.

L'audience sur le sursis à exécution aura lieu dans les semaines qui viennent. Sur le fond, s'il y a lieu, le tribunal ne devrait pas se prononcer avant la fin de 1987. Une année qui pourrait peser lourd dans les dossiers de l'urbanisme strasbourgeois ; là où des négociations avec l'Etat ou l'armée étaient engagées, pour tel ou tel projet, la procédure pourrait geler les relations.

JACQUES FORTIER.

Cette page a été réalisée par nos correspondants Gabriel Simon, Christian Tsai, Didier Loue, Christian-Luc Parson, Bernard Hilbert et Claude Francillon. Coordination : Jacques-François Simon.

Economie

Le Monde • Dimanche 28-Lundi 29 décembre 1986 11

Selon la direction de la SNCF

La reprise totale du travail n'est pas un préalable à la négociation

La déclaration de M. Jean Dupuy, directeur général de la SNCF, le 26 décembre, n'a rien arrangé dans le conflit qui oppose, depuis neuf jours maintenant, la direction aux cheminots. Les uns après les autres, les dirigeants syndicaux se sont élevés contre les propos de M. Dupuy, qui proposait une « concertation », des « discussions », « de qui le travail sera repris, dès que les trains rouleront ». Seul M. Paul Marchetti, président de la CGC, a estimé que ces propositions « représentent une ouverture importante que les cheminots ont le droit de prendre en compte ». Représentant à son compte une expression de Maurice Thorez : « Il faut maintenant savoir terminer une grève ». — M. Marchetti a annoncé que, si tel n'était pas le cas, il demanderait aux militants de la CGC de constituer « un comité de coordination des agents de la SNCF, prêts à reprendre le travail ».

Le secrétaire général de la CGT, M. Henri Krasucki, a, pour sa part, déclaré qu'il était « lamentable qu'une direction et son gouvernement se soient encore à bricoler, à traîner en longueur (...) ».

Le secrétaire général de la CFTD, M. Edmond Maire, s'est exprimé

dans le même sens. « Compter sur le pourrissement d'un conflit aussi important et aussi de telles conséquences pour les usagers n'est pas une attitude responsable », a-t-il dit.

Le secrétaire général de Force ouvrière, M. André Bergeron, a, lui aussi, répété son souhait d'une négociation avec les syndicats et a voulu voir, dans la déclaration de M. Dupuy, « une perspective d'ouverture ». Mais, a-t-il aussitôt précisé, « il est évident qu'on ne saurait exiger une reprise préalable du travail ».

Cette condition mise par la direction a été manquée dans la soirée, la SNCF observant que l'interprétation restrictive qui en avait été faite relevait du « malentendu ». En réalité, expliquait-on, M. Dupuy avait voulu demander un « geste significatif », comme la reprise partielle du trafic, et non le retour à une activité normale. En fin de matinée, le 27 décembre, on apprenait que la direction de la SNCF invitait les organisations syndicales à une réunion de la commission mixte du statut, le mardi 29 décembre dans l'après-midi, si « un débat de reprise du travail » intervenait. Dans cette hypothèse, un médiateur pourrait

ensuite être nommé dans les conditions indiquées par M. Dupuy le 26 décembre. En milieu de journée, enfin, M. Jacques Donat-Bargis, ministre délégué chargé des transports, était reçu à l'hôtel Matignon par M. Jacques Chirac, premier ministre. Ce dernier, apprenant-on, venait de renoncer à un séjour qu'il devait faire en Tunisie.

Quoi qu'il en soit, la journée de vendredi a laissé une impression de confusion. A la SNCF même, les organisations syndicales ont réagi négativement. La FGAAC (autonomes) a fait part de sa « nouvelle déception » face aux propos de M. Dupuy, considérant qu'« ils ne sont pas de nature à apaiser le mécontentement du personnel de conduite ». La fédération FO a répliqué qu'elle ne pourrait « accepter la véritable mise en avant » la fédération CGT le qualifiant même de « provocation » et la fédération CFTD se déclarant « déçue ».

Parallèlement, les organisations syndicales avaient à faire face à un événement nouveau : l'apparition d'une base très revendicative et prête à l'organisation en dehors des structures habituelles. « Vers vendredi matin, la fédération CGT s'interrogeait sur les motivations de la

création d'un mouvement de coordination qui va court-circuiter les organisations syndicales représentatives ». « Il y a déperdition de l'opinion publique et une tentative de récupération de la lutte des cheminots pour une opération politicienne qui, elle, n'a rien de spontané », accusait la CGT, qui désignait un responsable de la coordination, M. Daniel Vitry, « en fait permanent CFTD et responsable régional de cette organisation ». Peu de temps après, la fédération CFTD condamnait, dans un communiqué, « l'action menée actuellement par Daniel Vitry » et faisait savoir que « ses instances internes vont traiter rapidement » de cette attitude « qui ne correspond pas au mandat syndical pour lequel il avait été délégué ».

En fait, deux types d'organisations spontanées sont apparues et se sont réunies le 26 décembre. Autour de M. Daniel Vitry, par ailleurs militant d'extrême gauche, s'est constituée une « coordination nationale » de comités de grève locaux, présents notamment au dépôt de Paris-Sud-Ouest, qui entendent participer aux négociations et s'ouvrir à d'autres catégories de personnels. Les grévistes ont tenté, sans succès, d'être

reçus par la direction générale de la SNCF, puis se sont rassemblés à la Bourse du travail.

D'autre part, une « coordination interrégionale » s'est réunie à la gare du Nord, avec des participants de dix-sept dépôts, dont ceux de La Villette, de la Chapelle et de Sotteville-le-Rouen. Ceux-ci tiennent à ce que leurs revendications soient défendues jusqu'au bout par les syndicats et ne veulent pas se soumettre aux organisations traditionnelles.

« A la RATP, les discussions avec la direction doivent reprendre le 29 décembre, après la trêve intervenue le 24 décembre avec les agents de conduite. Toutefois, estimant que « la direction n'a rien à proposer », le syndicat CGT a décidé d'appeler tous les agents de la RATP à se rassembler, dès lundi, « pour partout décider d'engager l'action par des arrêts de travail ».

Des assemblées générales, qui se sont déjà tenues, se sont prononcées pour des arrêts de travail par vingt-quatre heures, précise la CGT, qui représente 44,6 % du personnel, selon les derniers résultats des élections au comité d'entreprise.

Les autres organisations syndicales (autonomes, indépendantes,

CFTD, FO et CFTC) ont déposé un préavis de grève de quarante-huit heures pour le mardi 30 et le mercredi 31 décembre, reconductibles.

« Dans les ports, la CGT a appelé, le 26 décembre, marins et officiers à reconduire la grève au moins pour soixante-douze heures. A Marseille, point chaud du conflit, avec Bordeaux et Nantes-Saint-Nazaire, le trafic est très perturbé, notamment pour la desserte de la Corse. Des incidents ont eu lieu à Port-de-Bouc, entre grévistes et forces de l'ordre, qui ont fait trois blessés.

Le franc affaibli

Le durcissement du conflit et les risques de contagion qui en découlent ont contribué à affaiblir le franc, dont le glissement s'est poursuivi sur des marchés de change, très creux il est vrai. En France et à l'étranger, on redoute un relâchement de la rigueur qui diminuerait la compétitivité des produits français sur les marchés extérieurs, surtout vis-à-vis d'une Allemagne dont la santé est plus que jamais incertaine, ce qui a porté le mark à son plus haut cours historique à Paris : 3,30 F.

Désaccords à Sotteville

ROUEN.
de notre correspondant

« Exécutoir d'une assemblée générale souveraine » ou « démarche syndicaliste » ? Le comité de grève qui s'est constitué au dépôt de Sotteville-le-Rouen ne suscite pas l'unanimité parmi les quelques deux cents grévistes recensés sur trois cents soixante-dix agents de conduite.

Le tract d'appel à l'origine du conflit diffusé à Paris-Nord a vite fait le tour du dépôt, sous l'impulsion de militants d'extrême gauche. Une première assemblée a réuni, le 19 décembre, une trentaine de personnes, qui ont décidé la création d'un comité de grève. Le lendemain il était une assemblée.

Le 24 décembre, le comité de grève appelait à la constitution d'un front uni avec les organisations syndicales, afin d'éviter « une reprise dépit par dépit », et souhaitait « être associés aux négociations ». Les initiateurs du comité, ont accordé quatre sièges sur douze aux syndicats CGT, FGAAC, FO et CFTD. Seuls les deux derniers ont accepté l'invitation. « Il était important de donner à la base les moyens de contrôler les négociations », a-t-on répliqué à la CGT, principal syndicat du dépôt. La question de la mise en grève, nous les avions exprimés le 8 décembre. Et le mot « marginaux » revient régulièrement pour qualifier le comité.

Vendredi matin, quatre-vingts agents ont participé à l'assemblée générale. L'ordre du jour de M. Dupuy, le directeur général, a été discuté à la radio avec des sources parisiennes et des gages de rejet. Dans le local CGT, une autre assemblée est également attendue : la reprise lundi, après quatre jours de repos, pour les neuf cents employés de Quatre-Mars, les ateliers de réparation de locomotives de Sotteville. Ce sera un test, alors que d'autres mouvements de grève se déroulent dans d'autres services.

ETIENNE BAZZET.

RATP : la CGT appelle à des arrêts de travail dès lundi

La CGT a décidé vendredi 26 décembre d'appeler tous les agents de la RATP à se rassembler lundi « pour partout décider d'engager l'action par des arrêts de travail », apprend-on auprès de ce syndicat.

Selon la CGT, de nombreuses assemblées générales se sont déjà tenues, qui, pour leur grande majorité, se sont prononcées pour des arrêts de travail par vingt-quatre heures à partir de lundi matin. La CGT, qui rencontrera lundi à 9 h la direction de la RATP en compagnie des autres syndicats, qui, eux, ont déposé un préavis de grève pour les 30 et 31, estime que « la direction n'a rien à proposer » et « porte avec le gouvernement la responsabilité du conflit ». Elle se déclare néanmoins prête « à tout moment pour de véritables négociations ». Aux élections au comité d'entreprise du 16 décembre dernier, la CGT avait remporté 44,6 % des voix.

(Suite de la première page.)

A ces exigences s'ajoutent des problèmes spécifiques à la gare du Nord, où le dépôt des machines, qui emploie une centaine de personnes, devrait devenir une annexe de celui de Chambray, où siège la direction régionale de la SNCF.

Majoritaires parmi les grévistes, les agents non syndiqués n'ont pas souhaité à Grenoble, envoyer des représentants à la réunion qui a rassemblé, vendredi, des délégués d'une vingtaine de dépôts à la gare de Paris-Nord, le « barreau » de la grève. Une première, dans cette nouvelle forme d'organisation, et la publicité institutionnelle donnée à cette rencontre a peut-être effrayé un peu les participants. La réunion, animée par les journalistes et les candidats, se tient à huis clos, derrière des portes closes, dans un fond de sous-sol. Fils, un peu tendus, un des délégués

viennent lire un instant une brève résolution.

Devant, il y a non seulement des syndicalistes (CFTD et CGT), venus prêter l'oreille, mais aussi des camarades d'autres gares, d'autres dépôts, de Montparnasse, de Saint-Lazare ou de la gare de l'Est, qui ont accompagné les délégués. Les récits mettent à nouveau en évidence les caractéristiques de cette grève. D'abord, qu'il s'agit d'un mouvement de conductions, les délégués se présentent eux-mêmes comme les représentants des « agents de conduite ». Dix-sept mille seulement sur l'ensemble des salariés de la SNCF, mais qui ont le sentiment, non exprimé, d'être ceux qui reposent en définitive l'entreprise. « C'est toujours nous qui faisons grève, mais ce n'est pas tellement nous qui en profitons, dit l'un d'eux. Alors,

pour une fois, on tient à ce que nos revendications aboutissent ».

Comme leurs collègues de la gare du Nord, ils se reconnaissent dans un « phénomène de génération » : des gens autour de la trentaine, mais qui ont souvent déjà douze ou quinze ans d'ancienneté, parce qu'ils ont commencé jeunes, à dix-huit ou vingt ans. Ce qui explique en partie leur attitude à l'égard de la nouvelle grille des salaires et de l'avancement au mérite. Comme dit l'un d'eux : « A trente et un ans, je suis T4. En fait, je suis déjà au taquet jusqu'à la fin de ma carrière ».

Il faut passer au grand sautoir, il faut être dans un « roulement », différent, qui donne la possibilité de conduire les « trains difficiles » (par exemple les TGV). Or, cela dépend déjà de la hiérarchie : avec l'avancement au mérite, tout dépendra de la cote d'amour, encore plus

qu'aujourd'hui. D'autres craignent une séparation entre les « bons conducteurs », ceux des « trains de luxe », et les autres, alors que, « avec le nombre de règlements à observer, il n'est pas possible de faire moins que son boulot avec un minimum de conscience professionnelle ».

Multiplicité des règlements qui n'empêche pas une irrégularité du travail, souvent imprévisible, qu'il s'agisse du rythme des journées, des pauses ou des congés. « En septembre, j'ai demandé un congé du 30 décembre au 4 janvier. Ce n'est que samedi dernier que j'ai su qu'il m'était accordé », dit un conducteur de Montparnasse, que cette instabilité a amené à divorcer. Même écho chez ce jeune contrôleur de Grenoble, entré à vingt-deux ans à la SNCF : « Depuis huit ans, je suis marié avec la SNCF, je travaille sou-

vent la nuit, les week-ends, je dors au moins deux fois par semaine hors de chez moi, alors l'entreprise se doit de me faire vivre dignement ». Irrégularité aussi des primes, qui varient avec les kilomètres parcourus. Des difficultés qui tendent à se multiplier pour beaucoup de rouleurs, avec le respectement des effectifs et des rotations à laquelle la SNCF est contrainte depuis plusieurs années.

Aux syndicats de négocier

A l'égard des syndicats, l'attitude de ces grévistes est ambiguë. On leur reproche d'avoir oublié les revendications des cheminots, mais on leur confie le soin de négocier. A Paris, les délégués réunis en « coordination provisoire » ont exigé « des négociations immédiates entre les organisations syndicales et la direction de la SNCF », mais pour « la satisfaction des principales revendications à l'origine du mouvement » parti de la base, « qui veut être entendue ».

« Les bases de la négociation, c'est nous qui les avons posées, mais ce sont les syndicats qui négocieront », explique un cheminot grenoblois. Les grilles de salaires, ce sont les organisations syndicales qui les ont négociées, « puis nous nous sommes fâchés ». Il reproche aussi aux autres syndicats leurs méthodes antérieures consistant à « négocier les grèves avec la direction en s'arrangeant pour qu'il y ait le moins de perturbations possible ». « Si les syndicats sont, aujourd'hui, nos partenaires, le mouvement est parti de la base et reste conduit par elle, conclut-il. S'ils avaient repris en main notre action, j'aurais cessé la grève ».

Une attitude qui pose des problèmes aux syndicats. A Amiens, par exemple, ils se font discrets et prennent la peine d'affirmer que chacun est libre de parler au cours des réunions. Ils disent eux-mêmes que la majorité des agents venus prendre part au vote ne sont pas syndiqués. Plus que que ne sont syndiqués les trois grévistes japonais, avec l'accord de leurs collègues, sont partis pour Paris afin de participer à la coordination nationale.

A Paris-Nord, la CGT, tout en s'inquiétant de « la création d'un mouvement de coordination qui tente de court-circuiter l'unité des organisations syndicales représentatives et de casser l'unité des travailleurs », a jugé nécessaire d'affirmer « sa volonté de voir se dérouler les négociations dans la plus grande clarté », et de répéter que « les décisions sont et seront prises démocratiquement ».

Ces désaccords éventuels n'ont pas l'unité dans la détermination. Au dépôt de Longueau (où 101 agents sur 260 ont reconduit la grève à l'unanimité), comme à Grenoble ou chez les cheminots présents à la gare du Nord, la déclaration faite la veille par le directeur général, M. Jean Dupuy, a plutôt eu comme effet de remobiliser les énergies. Comme si le cap du non-retour était passé. « La grève pouvait cesser au bout de deux ou trois jours, à moins d'être suivie par les autres dépôts. Mais nous, nous demandons carrément une nouvelle grille, et nous n'arrêterons pas sans une négociation des règlements des conditions de travail des agents de conduite ».

Rt ce jeune conducteur de Paris-Nord ne croit guère au risque d'impopularité d'un mouvement qui se prolonge et handicape les voyageurs et les entreprises. « Au contraire, avec la durée, on nous comprendra mieux ». Malgré les difficultés financières, il y a chez ces cheminots, comme chez les étudiants un mois plus tôt, une sorte d'ivresse de la grève.

Enquête de MICHEL CURIE, CLAUDE FRANCHILLON et GUY HERZLICH.

Les comités de grève accentuent leur pression

La croix du mérite

(Suite de la première page.)

L'Université est une grande place de respiration culturelle pour ceux qui n'ont pas l'envie ou la force intellectuelle de tenter les concours. Comme elle n'est pas non plus, beaucoup, le lieu, elle est beaucoup au Japon et en Allemagne, de se présenter comme ouvriers aux portes des usines. L'Université est là pour les accueillir un temps où ils pourront, plus sûrement que s'ils étaient chômeurs, réfléchir à leur avenir. Surtout, on leur offre la possibilité d'acquiescer leur culture, ce qu'ils ne pourront plus faire aisément lorsqu'ils se consacreront à un job à plein temps. Ce rôle, au reste, n'est pas un minuscule placement pour l'avenir. On trouve tout de même plus aisément un emploi lorsqu'on a obtenu un diplôme dans l'Alma Mater. Et même si l'on n'a pas pu l'obtenir, le décalage intellectuel en liberté est un gage pour l'avenir d'une meilleure possibilité d'adaptation à des situations dans l'industrie et le commerce, secret de la réussite dans la vie.

Hors de saison

Dans la vie politique, dans les professions libérales, et de plus en plus dans les entreprises privées et dans les administrations, la promotion s'opère suivant des choix qui n'ont plus rien à voir avec l'âge. Ne parlons pas de pays étrangers de même modèle économique que le nôtre : on sait bien qu'au Japon, aux Etats-Unis, en Allemagne, pour citer les pays les plus dynamiques, c'est le rôle depuis longtemps.

Sans doute l'entreprise privée joue-t-elle sa vie même si elle ne sait pas placer le *right man* et le *right place*, ce qui est moins le cas

d'une entreprise publique, monopolistique et par définition « inviolable ». Est-ce une raison pour ne pas essayer d'améliorer ses performances ? Est-ce une raison pour demander au contribuable de boucher des trous financiers qui seraient moindres si la gestion était plus rigoureuse ? Or une bonne gestion passe par le bon choix des hommes.

A l'heure où l'on retrouve enfin l'idée que ce n'est pas le capital qui est le plus précieux dans une entreprise, mais son personnel, dont il faut savoir faire épouser le métier, mais pour le bon rendement de la société, la tâche de la protection des situations acquises, des vieilles règles jamais plus révisables, est-elle encore de saison ?

Autre chose. Dans un service public, comme dans une affaire privée, certaines personnes se révèlent avec leur métier. D'entrée de jeu, frais émoules de l'enseignement secondaire, universitaire ou professionnel, elles ne se sentent pas pousser des talents spécifiques, trop soucieuses d'ingurgiter des

connaissances. Et puis, la vie les secoue, les réveille, et il leur arrive alors de faire des miracles. On les remarque. Quelle absurde convention empêcherait-elle alors de les sortir du rang ? L'inégalité la plus grave ne serait-elle pas précisément de les laisser couler dans leur train-train (sans jeu de mots) ?

Bien sûr, mai 1985 a voulu, dans les lycées, abolir les notations. On en est bien venu. Il y a cinquante ans, dans de nombreux établissements, après lecture des procès de la composition de la semaine, l'élève qui l'emportait montait sur l'estrade pour se faire épinglez par le professeur le « croix du mérite ». Il descendait, un peu rouge de confusion. Que pensaient ses camarades ? C'était selon : « Le vainqueur » ou bien « Encore lui ! », ou alors « Je tâcherais de l'avoir la prochaine fois ».

L'émulation n'est pas qu'une affaire de mœurs. La zéro défaut n'est pas qu'une notion japonaise. Le travail bien fait a toujours fait bien vivre la corde sensible des ouvriers français. Pourquoi ne pas mieux le récompenser ?

PIERRE DROUIN.

M. Méhaignerie : « Pour l'instant, le gouvernement n'a pas vocation à être en première ligne »

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, nous a déclaré samedi 27 décembre : « Pour le moment, c'est à la direction de la SNCF de trouver des solutions. Elle a d'ailleurs déjà fait des efforts non négligeables (500 millions de francs). Nous savons bien sûr de très près ce qu'il se passe. Nous participons à la réflexion. Mais le gouvernement n'a pas pour l'instant vocation à être en première ligne. Tout ne doit pas remonter au gouvernement. Il faut laisser un maximum de responsabilités aux structures, faire confiance aux dirigeants d'entreprise ».

M. Méhaignerie estime possible de discuter des modalités de la « grille au mérite » mais affirme qu'il ne faut pas « abandonner cette orientation de fond ». Le ministre est très favorable à l'amélioration des conditions de travail — « Il faut y aller », dit-il — mais exclut que

« les contribuables paient plus ». « Cela, ajoute-t-il, irait contre la solidarité, compte tenu des difficultés des autres secteurs ».

Pour M. Méhaignerie, « le problème central aujourd'hui, c'est le malaise des jeunes dans les grandes entreprises. Ils ont le sentiment d'être un grain de sable dans de grandes structures et d'être exclus de la réflexion et de la participation ».

Il s'indigne que l'on puisse reprocher au gouvernement, comme l'a fait le Parti socialiste, l'aide (2 milliards de francs) apportée aux agriculteurs : « Que M. Jospin vienne voir la situation des agriculteurs dans nos régions ! L'agriculture va être confrontée à de telles mutations après les dernières décisions de Bruxelles qu'il faut bien les préparer ». M. Méhaignerie admet toutefois que le gouvernement ne s'est peut-être pas suffisamment expliqué sur ce sujet.

La déclaration du directeur général

M. Jean Dupuy, directeur général de la SNCF, a lu vendredi 26 décembre, à 12 heures, la déclaration suivante :

« En cette période de fin d'année, le trafic de la SNCF est quasiment paralysé. Ce sont nos clients, les familles, les entreprises qui en souffrent. Mais c'est aussi le chemin de fer qui souffre, car, un peu partout, sur les routes, on voit des autocars et des camions, qui remplacent les trains. Cette situation a assez duré ; elle doit prendre fin.

« Sur la table des négociations, j'ai mis au titre des salariés plus de 500 millions de francs à verser en 1987 sous la forme : d'une prime en janvier ; d'augmentations de salaires en juin et en octobre ; de cinq mille promotions supplémentaires ; d'une augmentation des retraites de plus de 2 % sur l'année. Les discussions ont abouti à un accord salarial ; la direction a fait dans ce domaine tout ce qu'il est possible de faire compte tenu de la situation de l'entreprise.

« Il reste deux questions en débat : les conditions de travail et la mise au point d'un nouveau système de rémunération. Ce sont des questions qui doivent être étudiées avec sérieux, avec calme, dans un esprit d'ouverture et nous y sommes prêts ; il y faudra naturellement du temps.

« Les conditions de travail, nous pouvons les améliorer encore, et je

suis prêt, dans le cadre de la commission du statut — dont le président est une personnalité indépendante de la SNCF — à reprendre l'examen des dispositions réglementaires qui régissent l'organisation du travail des cheminots.

« S'agissant du système de rémunération, il est essentiel qu'il fasse bien la part de l'ancienneté et la part du mérite. Il est normal que les agents qui font des efforts, qui se dévouent pour bien faire leur travail en soient récompensés dans leur avancement. Sur cette base, à laquelle je suis très attaché — mais comment ne pas l'être tant elle est saine et juste — je suis prêt à ouvrir largement la concertation afin de définir des modalités de mise en œuvre qui recueillent le consensus le plus large possible. Pour bien montrer cet esprit d'ouverture, je suis prêt à placer, à mes côtés, les discussions sous l'égide d'une personnalité extérieure à la SNCF dont la compétence et l'impartialité soient incontestables.

« Je demande aux cheminots qui aiment leur métier et qui veulent défendre le chemin de fer de bien réfléchir et de reprendre le travail. Dès que le travail aura repris, dès que les trains rouleront, toutes les propositions, toutes les ouvertures que je viens de faire et qui sont très larges pourront se concrétiser. (...) »

Economie

Quatrième semaine de grève
aux Houillères de CarmauxALBI
de notre correspondant

Les mineurs de Carmaux achèvent, samedi 27 décembre, leur quatrième semaine de grève. Le conflit a démarré dans les postes de nuit, le 2 décembre au soir, après que la station régionale de FR 3 ait annoncé dans la journée la fermeture du dernier puits de mine du bassin pour le premier semestre 1987, ce qui n'a pas été réellement démenti par la direction des Charbonnages de France.

La fermeture était prévue, mais, depuis les grèves de l'hiver 1983, les mineurs croient avoir la garantie qu'elle n'aurait pas lieu avant que la nouvelle exploitation de charbon à ciel ouvert (la « découverte ») de Carmaux-Blaye-Mines, n'ait atteint son plein régime : « Nous ne quitterons notre vieille maison que lorsqu'on nous en aura bâti une nouvelle et en dur », résume un syndicaliste.

La « découverte » n'est pas non plus la solution à tous les problèmes. Ce chantier doit employer cinq cents mineurs de fond reconvertis. Restent encore huit cents personnes. Cinquante pourraient bénéficier de la retraite, deux cent dix de la retraite anticipée (accordée après trente ans de mine), et CDF étudie une formule de « préretraite avancée », appelée « congé charbonnier » pour ceux auxquels il manquerait quelques années. Cent quarante mineurs pourraient encore s'employer.

Le plan pour l'emploi des jeunes

718000 bénéficiaires en novembre

Après les sommets atteints les deux mois précédents, avec la rentrée scolaire, le plan pour l'emploi des jeunes a marqué le pas au mois de novembre. Au total, 132426 jeunes sont entrés dans les entreprises grâce aux exonérations de charges sociales, à 25, 50 et 100 % selon les formules, contre 169000 en septembre et 168000 en octobre. Pour l'essentiel, ce sont les embauches directes — sans passage par la formation en alternance — exonérées à 25 %, qui reculent, avec 46968 recrutements (88582 en octobre). Parmi les trois formules de la formation en alternance, exonérées à 100 %, le contrat d'adaptation (27948) confirme sa prédominance sur le stage d'initiation à la vie professionnelle (23795) qui s'était beaucoup développé au début de la campagne.

Depuis son lancement, le plan a concerné 718738 jeunes de moins de vingt-six ans, contre 586312 en octobre dernier. Il y a eu 331865 embauches directes et 335729 entrées dans la formation en alternance, si l'on tient compte de l'apprentissage, en légère augmentation par rapport à l'an passé (82147 contre 79493).

de partir vers d'autres sites, vers EDF ou vers toute autre entreprise, selon le plan de reconversion mis en place par les Charbonnages. Pour les autres, au minimum trois cents jeunes ayant moins de dix ans d'ancienneté, la solution reste à trouver.

Le conflit semble s'être enlisé dans une sorte de guerre des tranchées. Carmaux est resté trois jours coupé du monde par des tas de charbon qui en bloquaient tous les accès routiers. Les mineurs sont allés brûler sur la place de Carmaux les dossiers individuels de reconversion saisis dans les bureaux des Houillères.

L'épreuve paraît devoir durer. La direction des Houillères ne recule devant aucune négociation — y compris le dimanche — mais celles-ci n'avancent pas. Mais sur la fermeture avancée de l'exploitation au fond, CDF n'est pas prêt à déclarer à l'intersyndicale CGT, FO, CFTC, CGC que les investissements de la « découverte » seraient poursuivis et que cette décision implique l'arrêt « rapide » de la production du fond. Enfin, la direction des Charbonnages de France s'engage toujours à trouver le nombre d'emplois nécessaires pour la reconversion de l'ensemble de ses personnels.

Lors de la rencontre prévue le 5 janvier entre CDF et les syndicats de l'ensemble des bassins, Carmaux sera certainement encore à l'ordre du jour.

SABINE BERNÉDE.

Dans son communiqué, le ministère des affaires sociales souligne que 63 % des embauches directes ont été réalisées dans les activités de service, et d'abord par les petites et moyennes entreprises. Un jeune sur deux (53 %) a plus de vingt et un ans et, à 42 %, il est titulaire d'un CAP ou d'un BEP (brevet d'enseignement professionnel). Pour les embauches bénéficiant d'une exonération de 50 % des charges sociales, à l'issue de l'alternance, les jeunes sont encore davantage des hommes (à 61 %) et, à 48 %, sont âgés de dix-neuf à vingt et un ans. Le recrutement de jeunes formés est plus marqué, les jeunes de faible niveau (VI et Vbis) (1) ne représentant que le quart des intégrations dans l'emploi.

(1) Niveau VI : sorties du premier cycle du second degré (6^e, 5^e, 4^e) et des formations pré-professionnelles en un an. Niveau V bis : sorties de 3^e et des classes du second cycle court avant la classe terminale.

AFFAIRES

Airbus équiperait ses quadrimoteurs A 340
de moteurs propfan

Airbus Industrie a signé un accord avec le consortium de motoristes International Aero Engines (IAE), pour équiper ses futurs quadrimoteurs long courrier A 340 de moteurs d'une nouvelle conception dite propfan. Ces moteurs, qui utilisent des hélices à pales nombreuses, permettent d'économiser du carburant tout en atteignant la vitesse des « jets ». Le modèle de l'IAE retenu par Airbus serait un « superfan » à base du réacteur V 2500, qui équipe les A 320 actuels. L'IAE réunit le britannique Rolls-Royce, l'américain Pratt et Whitney, Fiat Aviazione, Japan Aero Engines and Motors, et l'allemand Turbomeca.

L'accord signé entre l'IAE et Airbus reste, toutefois, suspendu à la décision de construire l'A 340 et, conjointement, un moyen courtier

A 330, qui n'est toujours pas prise. Déjà repoussée, elle devrait intervenir au printemps de l'an prochain. Les trois gouvernements français, allemand et surtout britannique hésitent à verser la subvention nécessaire de 17 milliards de francs. Londres souhaiterait en particulier qu'Airbus renoue des contacts avec l'américain Mc Donnell-Douglas, qui a dans ses cartons le MD-11, concurrent du A 340. Il n'y a guère de place pour les deux projets face à Boeing, et McDonnell propose une collaboration.

La présence forte de Rolls-Royce dans l'IAE est, bien entendu, un argument pour convaincre M^{rs} Thatcher d'appuyer l'A 340. D'où l'accord qui, même s'il est prématuré (le superfan n'est pas encore au point), s'inscrit dans cet enjeu plus vaste.

AUTOMOBILE

Baisse de 15 %
en un an
des exportations
japonaises

Les exportations japonaises d'automobiles, de camions et de bus ont baissé de 15,1 % au mois de novembre 1986 par rapport à novembre 1985, avec 516 928 unités exportées, la plus importante depuis 1979, date d'entrée en vigueur de nouvelles méthodes statistiques.

Cette baisse fait suite à un repli de 9,4 % de ces exportations au mois d'octobre par rapport à octobre 1985, et il s'agit là de la cinquième baisse mensuelle consécutive. L'appréciation du yen explique la baisse de la demande mondiale pour la production japonaise.

Le CE de SODETEG va saisir
le tribunal de commerce

Le comité central d'entreprise de SODETEG, filiale d'ingénierie du groupe Thomson, devrait entamer le 8 janvier prochain la décision de recourir à la procédure d'alerte. Cette loi du 1^{er} mars 1984 autorise le comité d'entreprise à saisir le tribunal de commerce pour lui demander d'examiner la situation de la société. Le secrétaire du comité central d'entreprise de SODETEG, M. Guy-François Gac, justifie cette décision par l'incertitude du personnel, « fortement aggravée par les premières informations fournies par la direction sur ses projets pour 1987 et un carnet de commandes attristant ». En juin 1984 déjà, la SODETEG était au bord du dépôt de bilan. Elle a connu deux plans sociaux et des pertes importantes. Pourtant, en décembre 1985, son PDG, M. Blamont, déclarait que SODETEG « était sur la voie du redressement ».

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 22 au 26 décembre

La trêve forcée

BLOQUÉ dans les embouteillages créés par la grève des transports, le père Noël n'a pu faire son détour habituel par la rue Vivienne. Pour la première fois depuis plusieurs années, la Bourse de Paris n'a rien trouvé cette semaine dans ses petits souliers. Rien, si ce n'est Saint-Gobain, qui, sous les yeux attendus mais non moins attendus des membres de son état-major, a fait sa rentrée à la corbeille après quatre ans et demi d'absence. Le grand « mammoth » a reçu un accueil triomphal, à telle enseigne que le 23 décembre, jour de son arrivée, sa cotation fut impossible, ni à 350 F, encore moins à 355 F. Les acheteurs se pressaient en rangs serrés, et les vendeurs cédaient leurs titres à dose homéopathique. Situation délicate. A la veille de Noël, quand même, la quinzaine tentative fut la bonne, et un cours de 369 F fut inscrit sous les vivas, faisant ressortir une plus-value de 19 % par rapport au prix de l'offre publique de vente (OPV) lancée pour privatiser le groupe verrier. Prévisible. Tous les intermédiaires financiers, qui avaient vendu Saint-Gobain « à l'œil » sur le « marché gris » de Londres, se sont précipités pour se couvrir, et, comme par hasard, la Bourse s'est alignée sur le contrat le plus cher négocié sur le marché parallèle britannique.

Une constatation : les petits porteurs n'ont pas cédé au vertige de l'altitude. Il est vrai que beaucoup n'avaient pas pris la peine de sortir leur calculatrice pour vérifier combien d'actions leur avaient été attribuées. Difficile dans ces conditions de revendre ce que l'on n'est pas certain d'avoir acquis. Reste que jeudi, au dire des experts, 800 000 actions Saint-Gobain au moins ont changé de mains.

Bref, ce débordement d'émotions fait par sa nouvelle danse étoile, la Bourse n'a pas brillé ces derniers jours. Bien normal en début de semaine. La séance de lundi était consacrée à la liquidation générale, la dernière de l'année et l'une des trois plus riches avec une hausse moyenne des cours de 0,5 %. Les investisseurs saisaient l'occasion pour finir d'ajuster leurs positions et empêcher leurs gains.

Plus inquiétant mardi. Au commencement d'un nouveau mois boursier, de nouvelles positions sont habituellement prises, et le marché monte. Au lieu de cela, il dégringola (-0,67 %) et remit cela à la veille de Noël (-0,59 %). Vendredi, néanmoins, la tendance fut un peu mieux orientée (+0,25 %). Mais elle ne convainquit personne. A peu près seuls à avoir revu leurs portes ce jour-là avec Madrid, notre place, par la force des choses, fonctionnant en circuit fermé, sans ordre de l'étranger et très peu de l'étranger, bien des investisseurs ayant préféré goûter aux charmes des week-ends à l'étranger à Val d'Isère ou ailleurs.

Les professionnels se bornèrent donc à expédier les affaires courantes. Résumant de la morosité ambiante : les différents indices, fait assez rare dans les annales, ont baissé de 1 % au cours

cette semaine de Noël, tandis que les transactions n'ont cessé de fondre au fil des séances pour tomber de 1,6 à moins de 600 millions de francs.

Rien de bien grave au demeurant. La Bourse n'a guère entamé ses gains, continuant d'évaluer au voisinage de ses plus hauts niveaux (cote 414,3 de l'indice CAC) le 15 décembre. Mais son moral en a pris un sérieux coup. Rien d'étonnant. Le conflit très dur déclenché par les cheminots a littéralement empoisonné l'atmosphère sous les lambris. « Si le gouvernement cède, ce sera mauvais, disait un fondé de pouvoir. S'il ne cède pas, ce sera également mauvais ». Beaucoup craignent que, par contagion, le mouvement gagne d'autres secteurs et sougne aux conséquences économiques et inflationnistes. Peut-être pour se donner du courage, quelques-uns se disaient favorablement impressionnés par l'attitude ferme des pouvoirs publics, mais ne voyaient pas très bien quels moyens ceux-ci pourraient bien employer pour sortir de ce guêpier.

Mais le découragement est venu aussi du marché obligataire, dont la santé laisse pour le moins sérieusement à désirer. Réfléchissant le sentiment général de façon un peu crue, un professionnel avait écrit à la craie sur le tableau des obligations : « Le père Noël est une ordure ».

Enfin, pour couronner le tout et finir d'élancer aux appréhensions légitièmes, le franc a été victime de nouvelles attaques à la veille du week-end. Avec très peu d'affaires, il est vrai. Mais cela a suffi pour écarter du marché les investisseurs les plus entreprenants. Vendredi, même Saint-Gobain a glissé (366 F). « Les petits porteurs sont ruinés », disait en plaisantant un spécialiste. Loin s'en faut. Mais le glissement de cette action-prétexte et la vitesse avec laquelle elle fut cotée attestent du climat de suspicion générale, qui ni les prévisions plus optimistes de l'OCDE, ni l'annonce d'une baisse des prix du gaz industriel en janvier (entre 12 % et 15 %), ni la confirmation d'une hausse des prix de détail livrés à 0,1 % en novembre, ni, enfin, l'annonce d'un excédent de la balance des paiements courants (20 milliards de francs) sur dix mois n'ont réussi à lever.

La hausse attendue n'a pas eu lieu. « Ce n'est que partie remise », affirmait l'aruspice maison. Sans doute, mais à condition encore que la situation ne déglisse rapidement. Un conflit trop long pourrait compromettre les chances de reprise pour le mois de janvier, que les boursiers s'accrochent encore à voir brillant.

Courte par nature, une trêve boursière, quand elle est forcée par l'attente encore et la prudence, débouche toujours sur de la hausse quand la visibilité vient à manquer sur l'événement.

Preuve de la sensibilité du marché au conflit : à cause de leur manque à gagner en cette période de l'année cruciale pour les affaires, les magasins ont dérivé.

ANDRÉ DESSOT.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 décembre

COURS	Janv. 87	Mars 87	Jun 87	Sept. 87
Freemint	105,30	105,30	105,30	105,30
+ haut	105,45	105,35	105,40	105,40
+ bas	104,80	104,75	104,75	104,75
Déclasse	105,45	105,30	105,30	105,35
Compensation	105,45	105,30	105,30	105,35

Nombre de contrats : 9 963

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	22 déc.	23 déc.	24 déc.	25 déc.	26 déc.
RM	1816473	1249245	1106202	-	586432
Comptant	8935971	9485920	6712830	-	6719019
R. et obl.	612864	330804	402244	-	364907
Actions	11365308	11085969	8221296	-	7670358

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1985)

Françaises	154,2	153,4	152,2	-	-
Etrangères	114	114,2	114,2	-	-

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1985)

Tendance	162,1	161,4	160,2	-	161
----------	-------	-------	-------	---	-----

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	410,9	408,5	406,6	-	407,1
-------------	-------	-------	-------	---	-------

BONS DU TRÉSOR

Séance du 26 décembre 1986

Séances	Fin jan.	Fin mars	Cours	Différence
Mars 87	92,39	92,35	92,35	-0,04
Jun 87	92,61	92,60	92,58	-0,03
Sept. 87	92,61	92,59	92,60	+0,01
Déc. 87	92,61	92,63	92,62	-0,01

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hauss. %	Valeurs	Baiss. %
Majorette	+25,8	BEV	-9,4
Midwest	+10,6	Maison Patis	-9,2
Reuter	+7,7	St. Leger	-8,7
Wolter	+7,1	Comp. m. m. m.	-8,2
Indust	+7,1	Amor-Bay	-7,3
Alpi	+6,8	URS	-7,1
Epide	+6,6	SAD	-7,1
Reuter	+6,1	Emm	-6,6
St. Leger	+5,8	Plasma	-6,4
Guyenne	+5,3	URC	-6,1
Maurin	+5,1	Praxis Cid	-5,7
Midwest	+5,1	Bogin	-5,3
Stur	+4,4	Carand	-5,2

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITEES AU RM

Nbre de titres	Val en op. (F)
CSF	206 533 332 818 327
Peugeot	254 393 313 537 729
ESN	60 181 274 808 828
Niles Galeries	411 915 243 704 439
Michelin	89 929 235 663 805
Lafarge	156 306 216 558 124
ELF	350 216 174 296 233
Amor-Bay	315 412 180 346 582
Saint-Gobain	369 503 136 276 427
Deminor	67 045 128 241 527
Mid	66 289 111 927 459
Carrefour	30 033 111 380 033
Chargem	69 062 110 837 865

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin 999,9 en barres

Cours 19 déc.	Cours 26 déc.
Or fin 999,9 en barres	82 180
Or fin 999,9 en lingots	82 800
Pices françaises (20 g)	818
Pices françaises (10 g)	288
Pices suisses (20 g)	821
Pices suisses (10 g)	425
Pices suisses (5 g)	425
Pices suisses (1 g)	425
Pices suisses (0,5 g)	425
Pices suisses (0,2 g)	425
Pices suisses (0,1 g)	425
Pices suisses (0,05 g)	425
Pices suisses (0,02 g)	425
Pices suisses (0,01 g)	425
Pices suisses (0,005 g)	425
Pices suisses (0,002 g)	425
Pices suisses (0,001 g)	425
Pices suisses (0,0005 g)	425
Pices suisses (0,0002 g)	425
Pices suisses (0,0001 g)	425
Pices suisses (0,00005 g)	425
Pices suisses (0,00002 g)	425
Pices suisses (0,00001 g)	425

BOURSES
ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Reprise

Encore passablement secoué en début de semaine par des ventes bénéficiaires de caractère fiscal, Wall Street s'est redressé à la veille de Noël et a pour suivi un progression vendue encore. L'indice des industriels a regagné toutes ses pertes initiales, et même un peu au-delà, pour s'établir finalement à 1930,40, soit à 1,55 point au-dessus de son niveau du 19 décembre.

D'après les professionnels, la réaction des plus-values est désormais terminée à quelques jours de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fiscale plus pénalisante pour les bénéfices boursiers. Les investisseurs représentent des positions beaucoup plus défavorables qu'au début de la semaine, mais les opérations dites de « window dressing » (opérations dites de « window dressing ») ont permis de faire apparaître des bilans de fin d'année optimistes, à des valeurs de prestige. L'attention s'est ainsi concentrée sur IBM, malmenée ces derniers temps, sur Merck, également, qui, en 1987, doit lancer un nouveau médicament contre le cholestérol. Ajoutons toutefois que, en raison de la période des fêtes, l'activité s'est notablement ralentie. Au cours des quatre séances de la semaine, 496,03 millions d'actions ont changé de mains, contre 855,54 millions la semaine précédente, très animée. Il est vrai, en raison de la triple échéance des contrats à terme (indices, actions, options) survenue le 19 décembre.

Cours 19 déc.	Cours 26 déc.
Alcoa	33 7/8
AT&T	33 7/8
Boeing	33 7/8
Chase Man. Bank	37 1/4
De Pute de Nepons	87 1/2
Eastman Kodak	48 1/2
Exxon	73 3/8
Ford	58 1/2
General Electric	37 1/2
General Motors	46 1/4
Goodyear	41 3/4
IBM	125 1/4
ITT	52
Motor Oil	48 1/8
Pfizer	61 7/8
Schlumberger	34
Texas	37 3/8
UAI Inc.	54 1/8
Union Carbide	22 1/2
US Steel	21 7/8
Westinghouse	68
Xerox Corp.	62

LONDRES

Plus 2 %

Malgré le ralentissement de l'activité lié aux fêtes de Noël — le marché a été fermé les 25 et 26 décembre — la hausse a été un rendez-vous des derniers jours. En moyenne, les cours ont progressé de 2 %. Contrairement à ce qui s'est produit à Paris, les acheteurs de fin d'année ont été nombreux à acheter les valeurs étrangères, notamment les actions américaines, qui ont atteint des niveaux record et les valeurs européennes ont progressé.

Indice « FTI » du 24 décembre : Industriels, 1901,2 (contre 1772,1) ; autres, 299,6 (contre 311,4) ; fonds d'investissement, 83,14 (contre 82,52).

Cours 19 déc.	Cours 24 déc.
Bechtel	431
Bombardier	346
Bois de France	375
Chrysler	272
Compt. m. m. m.	313
De Beers	763
FreeGold	119/16
Glens	180/16
Gr. Univ. Stores	143/8
Imp. Chemical	10 47/8
Shell	989
Unilever	21 1/2
Vickers	282
War Loan	241/2

(*) En dollars.

FRANCFORT

Calme

Deux séances seulement cette semaine à Francfort, le marché ayant été fermé les 24, 25 et 26 décembre. Le plus grand calme a régné. Mais, cependant, la tendance s'est un peu raffermie, surtout en raison du redressement de Thyssen, qui a joué les locomotives.

Indice de la Commerce Index du 23 décembre : 2043,60 contre 2038,70.

TOKYO

Repli

Après huit semaines de hausse, le Nikkei a fait demi-tour sur des ventes bénéficiaires déclenchées par la liquidation du 24 décembre. En moyenne, les cours ont baissé de 1,2 %. Par la suite, l'activité s'est ralentie à l'approche de la fermeture annuelle. Le marché japonais sera en effet fermé la semaine prochaine. Il ne rouvrira ses portes que le 5 janvier.

Indice du 27 décembre : Nikkei, 18 701,30 (contre 18 936,03) ; indice général, 1 556,37 (contre 1 569,07).

Cours 19 déc.	Cours 26 déc.
Alcatel	388
Bridgestone	743
Canon	1 899
Fuji Photo	1 816
Honda Motor	1 458
Mitsubishi Electric	2 220
Mitsubishi Heavy	438
Sony Corp.	3 618
Toyota Motor	3 388

Le Monde
sur minitelVOTRE
PORTEFEUILLE
PERSONNELBourse : suivez l'évolution de vos actions
grâce à un code personnel et secret.3615 TAPPEZ
LEMONDE

Crédits, changes, grands marchés

LEUROMARCHÉ

Les Japonais au palmarès

Les eurobanquiers peuvent parodier Frank Sinatra et chanter avec lui : « 1986, it was a very good year ». L'année qui s'achève s'est, en effet, révélée excellente pour la communauté bancaire internationale. L'ampleur de l'activité a été telle qu'elle a permis de compenser les conséquences d'une concurrence acharnée qui a pour effet de réduire les marges bénéficiaires.

Avec plus de 1 660 euro-émissions nouvelles représentant l'équivalent de près de 183 milliards de dollars, le marché euro-obligataire a une fois de plus battu cette année tous ses records précédents en matière d'activité primaire. Celle de 1986 représentait un accroissement de 37 % par rapport à celle de 1985, qui s'était déjà aversée d'être élevée à un peu plus de 133 milliards de dollars. Il y a dix ans, l'année 1976 s'était terminée après que l'équivalent de 12 milliards de dollars d'euro-emprunts ont vu le jour au cours des douze mois concernés, une performance qui, à l'époque, avait laissé croire qu'on ne pourrait jamais faire mieux !

L'euro-frénésie s'entend encore mieux si, aux transactions techniques euro-obligataires, on ajoute les emprunts étrangers réalisés aux Etats-Unis (« Yankes »), en Suisse, au Japon (« Shogun »), « Samurais » et « Shibusai », au Luxembourg et autres marchés domestiques. Ceux-ci, qui ont atteint cette année l'équivalent de 42,8 milliards de dollars, la Suisse comptant pour environ un tiers de ce montant, portent à plus de 225 milliards de dollars ceux des emprunts obligataires internationaux lancés en 1986. A cette échelle vertigineuse on mesure encore mieux le chemin parcouru en l'espace d'une seule décennie.

Indépendamment du plus fort dynamisme enregistré par le marché des euro-émissions à taux fixe, à la suite de la baisse des taux d'intérêt, deux faits saillants ressortent des statistiques concernant l'année qui s'achève : d'une part, la colossale activité des banques japonaises et, dans la foulée, l'avènement du yen comme seconde devise internationale, et, d'autre part, l'effacement déconcertant du marché des actions internationales au travers d'euro-emprunts dotés de warrants.

En 1985, le yen avait été, après le dollar, le deuxième et l'ECU, la quatrième devise la plus utilisée sur le marché international des capitaux, la monnaie japonaise ayant, durant l'année considérée, servi de support à 5,1 % de toutes les euro-émissions obligataires (l'équivalent de 6,8 milliards de dollars). Cette année, la part du yen a atteint 9,60 % (17,51 milliards de dollars),

renvoyant à la troisième place le deutschemark, auparavant tout-puissant (9,10 % du marché, avec l'équivalent de 16,6 milliards de dollars), et faisant basculer au cinquième rang, et derrière le sterling à la quatrième place, l'ECU, qui apparaît comme le grand perdant de l'année 1986.

Jamais la faiblesse de la devise de la CEE, qui n'est pas avant tout du deutschemark pourvoyeur de taux d'intérêt plus hauts comme beaucoup se l'imaginent, mais aussi du sterling susceptible de réagir aux aléas du prix du pétrole et aux avatars de la vie politique britannique ainsi que beaucoup ont voulu l'oublier, n'a été aussi éclatante que cette année. Jamais n'avait été autant remis en question le rôle de l'ECU en tant qu'unité composite capable d'amortir les secousses telluriques ébranlant ses éléments de base. La preuve a été apportée que l'ECU n'est pas principalement du deutschemark, mais qu'il est tout aussi bien du sterling, du franc français, de la lire italienne, voire de la couronne danoise.

La considérable capacité d'emprunt des entreprises japonaises explique en partie la montée de l'euroyen. Les émissions euro-obligataires de débiteurs japonais ont encore augmenté cette année pour représenter 12,50 % du volume global, contre 10,50 % en 1985. Avec l'équivalent de près de 23 milliards de dollars, les sociétés japonaises ont, en 1986, été celles qui ont le plus euro-emprunté, après les américaines. Si celles-ci sont restées les premières, avec 37 milliards de dollars (20,25 %), leur prééminence s'est affaiblie par rapport à 1985 (plus de 27 %, avec 36,3 milliards de dollars). L'explication de ce phénomène est simple : la baisse des taux d'intérêt, qui, au cours des douze derniers mois, a la plupart du temps été plus rapide aux Etats-Unis que sur l'euro-marché, a encouragé les entreprises américaines à davantage emprunter à New-York que sur le marché euro-obligataire.

L'importance croissante du yen conjuguée avec la voracité des débiteurs japonais et l'ambition démesurée des maisons japonaises, non seulement par rapport au dollar, mais également par rapport au yen, a eu pour effet de porter pour la première fois ces dernières au pinnacle des banques ayant, cette année, dirigé en chef le plus fort volume d'euro-émissions obligataires. Dans ce domaine, deux établissements d'euro-émissions s'inscrivent en 1986 parmi les cinq premiers : Nomura au deuxième rang et Daiwa au cinquième. Il n'y en avait aucun en

1985. Mais, si en 1986, comme l'année précédente, le Crédit suisse-First Boston (CSFB) conserve la tête, il n'y parvient plus que d'une relativement courte encolure en 1986 : l'équivalent de 19,6 milliards de dollars, contre 14,5 milliards à Nomura. En 1985, les volumes respectifs avaient, pour les deux maisons, été de 18,6 milliards et de 5 milliards de dollars.

Daive, pour sa part, a réussi, pour une poignée de dollars, à revir à l'américaine Morgan Stanley la cinquième place, cette dernière n'ayant réussi à diriger que l'équivalent de 8,6 milliards de dollars contre 8,8 milliards pour celle-ci. Entre Nomura, numéro deux, et Daiwa, numéro cinq, la toujours impériale Deutsche Bank vient en troisième position, avec près de 12 milliards de dollars, et la très prioritaire Morgan Guaranty, la seule américaine à laquelle l'Europe daigne reconnaître des titres de noblesse, s'inscrit à la quatrième place, avec 9,8 milliards.

Derrière ce beau monde, Morgan Stanley, Salomon Brothers, Paribas, Merrill Lynch et Nikko, autre japonaise, s'arrogent les places suivantes et s'inscrivent au palmarès des dix premières banques internationales ayant été les plus actives en 1986. Résultat : trois japonais cette année parmi les dix premiers, contre seulement un l'an dernier ; quatre américains et demi en 1986 (dans la mesure où CSFB peut être considéré comme à moitié américain par suite de la filiation First Boston), contre cinq et demi en 1985 ; deux européens et demi (également où CSFB peut être considéré comme à moitié européen à cause de la filiation Crédit suisse), contre trois et demi l'an dernier (l'Union de banque suisse étant renvoyée de la neuvième place en 1985 à la onzième cette année). L'incontestable avance des Japonais s'est réalisée autant aux dépens des Américains que des Européens.

Les statistiques euro-obligataires confirment aussi l'engouement sans précédent pour le marché des actions à caractère international. L'équivalent de 21,6 milliards de dollars d'euro-emprunts, soit directement convertibles en obligations en actions, soit dotés de warrants destinés à permettre l'acquisition ultérieure d'actions, ont vu le jour cette année. Cela représente une activité pratiquement trois fois plus importante que celle de seulement 7,7 milliards de dollars enregistrée dans ce secteur en 1985. A cela, il faudrait ajouter les émissions directes d'actions internationales réalisées cette année, chapitre sur lequel nous nous sommes étendus dans notre précédente rubrique.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Le dollar au plus bas de l'année Le deutschemark au plus haut à Paris

En dépit de la trêve des confiseurs, traditionnelle à l'approche des fêtes de Noël, et de l'annonce d'un accord de transactions qui en découle, le dollar a repris le chemin de la baisse, tandis que le mark atteignait son plus haut cours historique à Paris (3,30 F), face à un franc français déprimé par le conflit des transports.

Le dollar a glissé à son plus bas niveau de l'année, tombant à 1,96 DM et à près de 6,45 F, les volumes traités restant très maigres néanmoins. Dès le début de la semaine, l'annonce d'un accord entre les membres de l'OPEP à Genève, sur un relèvement à 18 dollars du prix du baril, déprimait le billet vert. Pour les opérateurs, un tel relèvement serait de nature à relancer un peu l'inflation aux Etats-Unis et, donc, à affaiblir la devise américaine. Par ailleurs, l'annonce du chiffre des commandes de biens durables en novembre outre-Atlantique a provoqué une déception : si la progression globale est de 5,9 %, la plus forte depuis novembre 1984, contre 1,5 % à 2,5 % attendu, elle est due, pour la plus grande partie, aux commandes militaires (+110 %), la plus importante hausse depuis août 1974, de sorte que les commandes civiles n'augmentent que de 0,6 %. Dans ces conditions, les marchés financiers estiment qu'on peut craindre un nouveau fléchissement de la croissance et évoquent de plus en plus la possibilité d'un abaissement du taux d'escompte fédéral dans les prochains jours de 1987. Rappelons que ce taux a été ramené de 6 % à 5,5 % en août dernier.

En fait, la tendance est redevenue baissière sur le dollar, à tel point qu'à Tokyo on a vu le cours du billet vert tomber un moment au-dessous de 160 yens, cours considéré comme un plancher depuis l'accord

américano-japonais du 31 octobre dernier sur la stabilisation des parités. Si, de plus, une nouvelle diminution se produisait sur les taux américains, qui ne sont supérieurs que de 1 % aux taux ouest-allemands pour le long terme, et qui se verraient ainsi alignés, une ruée sur le deutschemark se produirait. Le système monétaire européen n'y résisterait pas du moins avec ses parités actuelles !

Pour la première fois depuis longtemps, le livre sterling n'a pas été revigoré par le raffermissement du prix du pétrole provoqué par l'accord de l'OPEP à Genève. Après un sursaut de 2,85 DM à 2,89 DM, le cours de la devise britannique est retombé à son niveau initial. Il faut dire qu'en novembre le déficit commercial de la Grande-Bretagne s'est creusé à 1 milliard de livres (9,5 milliards de francs), du fait de l'augmentation des importations provoquée par une forte demande. Du coup, la balance des paiements, qui avait été prévue comme excédentaire en 1986, pourrait redevenir déficitaire, élément peu favorable à la livre.

En Europe continentale, rien ne va plus très bien. « La... est sur le SAFE », soupirent un opérateur en fin de semaine, faisant allusion à une maladie contagieuse d'origine vénérienne, bien connue pour sa ténacité et ses ravages depuis les temps les plus reculés. La hausse du mark par rapport au dollar continue à perturber le SME, aux dépens des monnaies moins vigoureuses, comme la couronne danoise, le franc belge et le franc français. La RFA accumule des excédents record même si, du fait de la baisse de la devise américaine, les exportations allemandes sont vouées à fléchir un peu en volume. Quant à l'excédent de la balance des paiements outre-Rhin, il aura tranquillement doublé en 1986,

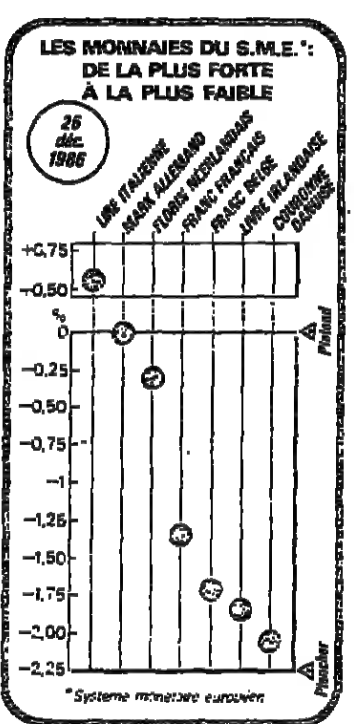
atteignant déjà 69,5 milliards de DM pour les onze premiers mois de l'année et il est étonnant susceptible de frôler 80 milliards de deutschemarks pour les douze mois (plus de 260 milliards de francs, contre un peu plus de 20 milliards de francs pour la France). Décidément, ce mark est vraiment trop fort !

Il n'y a donc eu rien d'étonnant à voir, cette semaine, le cours de la devise allemande battre tous ses records à Paris, dépassant 3,30 F à 1 % de son cours plafond de 3,33 F au sein du SME. On n'a pu véritablement parler d'attaque contre le franc, car les marchés ont été très creux, mais, à l'approche de la fin de l'année, la clientèle s'est « couverte ». L'Etat français, cette semaine, aurait poursuivi le remboursement de ses emprunts, pratique qui se traduit par des ventes de francs et des achats de devises. Ajoutons que la Banque de France n'est pratiquement pas intervenue pour défendre le franc.

Il est certain que, outre la vigueur du mark, les embarras du gouvernement français face à la grève de la SNCF, avec tous les risques de contagion qu'elle porte en elle, n'ont pas arrangé les choses. Le marché des changes n'aime guère les gouvernements qui flottent, ou qui donnent l'impression de flotter.

Au vrai, l'approche des élections législatives allemandes, fin janvier, rend les marchés de plus en plus nerveux, dans la mesure où un remaniement du SME ne saurait guère être décidé avant une élection. Mais après...

FRANÇOIS RENARD.



LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium à la recherche d'un second souffle

Présenté à l'orée des années 70 comme le nouveau prince des métaux, alliant résistance et légèreté, l'aluminium est aujourd'hui à la recherche d'un second souffle. Sa consommation a seulement progressé de 2,5 % en 1986 pour atteindre 12,9 millions de tonnes. A la veille du premier choc pétrolier de 1973, la demande connaissait une croissance annuelle voisine de 10 %.

Malgré un recul des stocks mondiaux de 2,765 millions de tonnes à 2,115 millions de tonnes entre le début et la fin de 1986, les cours de l'aluminium au London Metal Exchange n'ont pas enregistré de raffermissement sensible. Ils se situaient à 797,5 livres par tonne le 24 décembre, soit une progression inférieure à 5 % sur les douze mois écoulés.

PRODUITS	COURS DU 24-12
Café (Londres) Trois mois	931,50 (-21,5) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	797,50 (-6,50) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	2 470 (-75) Livres/tonne
Sucre (Paris) Mars	1 155 (+5) Francs/tonne
Café (Londres) Janvier	1 751 (-51) Livres/tonne
Canari (New-York) Mars	1 886 (+21) Dollars/tonne
BMI (Chicago) Mars	275,75 (+3,75) Cents/bushels
Mais (Chicago) Mars	162,25 (-1,50) Cents/bushels
Soja (Chicago) Janvier	141,70 (-0,20) Dollars/cours

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

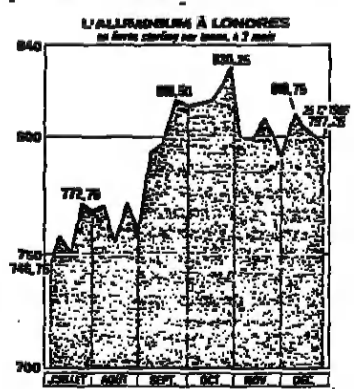
Sous le regard métallique d'un coq d'aluminium ou aux ergots enroulés du globe terrestre, le président de la branche « alu » de Pechiney, M. Georges-Yves Kervenn, présente cependant une analyse dynamique de ce marché.

Selon lui, en effet, le débat sur le taux de développement ne doit pas porter uniquement sur les quantités de métal consommé. Il faut tenir compte de l'économie de poids réalisée sur les produits finis grâce à l'aluminium. « C'est l'allègement plus que le tonnage qui compte », estime M. Kervenn. Sur la période 1975-1985, poursuit-il en substance, la consommation en volume a progressé de 30 %. Parallèlement, des produits de même nature ont vu leur poids diminuer de 20 %. Le service rendu par l'aluminium à l'économie, c'est-à-dire le développement des usages du métal à kilo constant, s'est donc accru dans la même proportion. Au total, conclut M. Kervenn, l'aluminium a enregistré un taux de croissance cumulé de 50 %.

Cette vision plus souriante de la dernière décennie ne pousse pas pour autant les responsables de Pechiney Aluminium vers des débordements d'optimisme. Selon le directeur du marketing, M. Gérard Hauser, la consommation mondiale se situera en 1987 autour de 13,1 millions de tonnes (+2,5 % environ) pour une production de 12,985 millions de tonnes.

Le taux de marche des unités d'électrolyse devrait légèrement s'accroître avec la mise en route de nouvelles capacités (Portland en Australie, Bécancour au Québec). L'énergie sera encore le facteur essentiel de réorientation de l'industrie de l'aluminium auprès des sources de courant les moins chères.

« En termes de capacité de production de métal primaire, on a vu disparaître des Etats-Unis et du Japon l'équivalent de quatre fois la production de la France depuis 1980 », précise M. Kervenn.



A ce phénomène très violent de déplacement géographique au profit de l'Australie et du Canada, du Venezuela et du Brésil, s'ajoute une nouvelle donne des usages. L'industrie américaine s'est spécialisée dans l'emballage pour les boissons non alcoolisées : 90 milliards de boîtes en aluminium circulent aux Etats-Unis et repartent au recyclage toutes les cinq semaines. Un nombre croissant d'alliages pour l'automobile sont fabriqués à base d'aluminium de seconde fusion (recyclé). Celui-ci représente en 1986 27 % de la consommation mondiale de métal.

Autant d'évolutions qui incitent les professionnels à la prudence dans leurs pronostics sur les prix de l'aluminium en 1987. « Il devrait plutôt se raffermir », estime-on discrètement rue Balzac, au siège de Pechiney. ERIC FOTTORINO.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Tout à fait déprimé

« Le père Noël est une ordure ! » : cette qualification vengeresse, tirée d'une pièce et d'un film célèbres mais interdits aux petits enfants, a été placardée cette semaine dans les locaux du marché obligataire de Paris, par un opérateur particulièrement rancunier. Sans aller jusqu'à ces extrêmes, il faut convenir que le père Noël s'est montré tout à fait avare pour les acteurs de ce marché, profondément déprimé. « Mieux vaut partir réveiller le père Noël qu'un autre opérateur à la veille du week-end, traduisant fort bien le sentiment général. Loin de s'améliorer un peu à l'approche du début de l'année prochaine, qui pouvait donner lieu à un nouveau départ, la tendance s'est encore dégradée sur le MATIF, où le cours de l'échéance mars a encore baissé, tombant à 105,45, après avoir même enfoncé, un moment, le seuil de 105, contre 106,75 et même 107 huit jours auparavant.

Du coup, le rendement moyen des emprunts d'Etat est passé de 8,60 % à plus de 9 %, avec des pointes à près de 10 % sur certaines émissions. Et dire qu'au début de septembre ce rendement était tombé à 7,50 %, et même moins !

Les optimistes se consolent en affirmant que « plus les taux ont remonté, plus ils ont eu de chances de rebaisser plus tard ». Ils font allusion aux « espérances » de janvier, mois qui traditionnellement donne lieu à de très grosses « tombées » de

liquidités : coupons d'obligations indéméritaires de l'emprunt 7 % 1973, etc. Ils comptent bien, par ailleurs, sur une détente des taux d'intérêt à court terme, relevés récemment par la Banque de France pour défendre le franc, et qui ne sauraient rester tendus pendant des mois. Il faudra bien qu'un fusible saute, à savoir que les taux allemands diminuent ou que le mark soit réévalué, cette dernière éventualité apparaissant comme la plus plausible.

En attendant, le marché des émissions françaises est presque mort. Les 2 milliards d'emprunt du Crédit foncier de France, pourtant à taux variable (taux moyen des emprunts d'Etat, TME) — ce qui, théoriquement, protège les souscripteurs contre une remontée des taux et une baisse des cours, — ne se placent pas très bien, phénomène tout à fait significatif.

L'année 1986 va se terminer sur un peu plus de 330 milliards de francs d'émissions brutes, contre 312 milliards de francs en 1985 et 249 milliards de francs en 1984. Le rythme de progression, très rapide depuis plusieurs années, s'est donc fortement ralenti, et il est très probable que le montant des émissions brutes soit appelé à régresser en 1987. Les besoins de certains emprunteurs publics seraient moins grands, mis à part l'Etat qui aura besoin de 140 milliards de francs pour couvrir intégralement le déficit

budgétaire, donc sans création monétaire, contre 137 milliards de francs cette année, et 100 milliards de francs l'année dernière. D'autre part, l'arrêt ou le quasi-arrêt d'une baisse des taux, qui dopait le marché des émissions depuis quatre ans, va rendre les souscripteurs plus prudents, notamment ceux de SICAV court terme « performantes ».

Les SICAV investies principalement en emprunts à taux fixe, dont les cours se valorisent au rythme de la diminution des rendements, risquent de voir leur cours baisser, ce qui entraînerait une perte en capital pour les souscripteurs récents. Aussi voit-on, depuis quelques mois, les capitaux quitter les SICAV pour se diriger vers les SICAV « monétaires » investies en produits financiers à court terme (bons du Trésor, certificats de dépôt, billets de trésorerie) ou en « rémunérés » (achats d'obligations avec revente à cours fixé d'avance), avec des taux voisins de ceux du marché monétaire.

Leur cours ne variant guère, il n'y a donc pas de gain en capital, mais pas de perte non plus. Mais si l'on retient que, depuis deux ans, la moitié des emprunts d'Etat étaient souscrits par les SICAV court terme « performantes », on réalise que quelque chose d'important s'est produit, de nature à effectuer les émissions nouvelles. A moins qu'en 1987, par miracle, la baisse des taux à court terme se reprenne, ce qui reste tout de même assez aléatoire.

F. R.

صباح الخير

Le Monde

DATES	ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 L'assassinat de l'amiral François Dorian.	3 La guerre du Golfe.	6 Le reportage sur les casseurs : la cour d'appel tranche en faveur de TF 1.	7 Cinéma : biographies de metteurs en scène.	11 La grève dans les transports.	Carnet : 9 Météorologie : 9 Mots croisés : 9
	4 URSS : vingt-quatre contestataires en quête de liberté.	— Le supérieur des jésuites veut renforcer le dynamisme de la Compagnie.	— Expositions : Buren baroque à Villeurbanne ; à la Villette et à Beaubourg, les arts de la bouche.	12 Revue des valeurs.	
	5 Japon : la détresse des vieux.		9 Communication : le vingtième siècle du Figaro.	13 Crédits, changes et grands marchés.	REGIONS 10 Aux Trois Borels, sauver la terre brûlée.

CHINE

Les autorités restreignent le droit de manifestation à Pékin et à Shanghai

Pékin (AFP, Reuters). — La télévision pékinoise a annoncé, vendredi 26 décembre, la nouvelle réglementation sur les manifestations adoptée le même jour par la municipalité. Ces dispositions, selon les diplomates en poste à Pékin, équivalent à une interdiction de facto de toute manifestation dans la capitale, où trois mille étudiants avaient défilé mardi soir.

Le texte interdit toute manifestation sur la place Tiananmen, devant le siège du parti, le Palais du peuple, la résidence des hauts fonctionnaires ou à l'aéroport. Tout projet de manifestation devra être soumis à l'aval du bureau de la sécurité publique cinq jours à l'avance, ses organisateurs devant mentionner leur identité et leur profession, ainsi que les motifs de leur action. Pendant les manifestations, précise le texte, il est interdit de troubler l'ordre social, la production, le travail, les activités scientifiques et éducatives, et la vie quotidienne des citoyens. Des mesures analogues ont été annoncées à Shanghai, où le préavis est passé à soixante-douze heures seulement.

Ces nouvelles dispositions ont été présentées sur la radio officielle par le vice-ministre de la propagande du parti, M. Wang Daming, en ces termes : « Le Parti communiste veut accélérer les réformes, mais cela ne veut pas dire que nous allons adopter la démocratie libérale occidentale (...) ». Les lois préservent la liberté, mais elles peuvent aussi être utilisées pour contrôler ceux qui dépassent les bornes, perturbent l'ordre public et encouragent les idéaux capitalistes de liberté de l'Occident », a ajouté M. Wang, qui a cité le philosophe anglais John

Locke pour souligner que la démocratie et le droit allaient de pair. Un représentant du syndicat des étudiants de Nanjing a indiqué que des manifestations s'étaient poursuivies vendredi dans le centre de cette ville pour la cinquième journée consécutive, sans avoir toutefois l'ampleur de celles du début de la semaine qui avaient rassemblé deux mille à trois mille personnes. A Shanghai, quelques personnes seulement s'étaient rassemblées vendredi sur la place du Peuple.

TCHAD

M. Jean-Christophe Mitterrand a rencontré le président Hissène Habré

Ndjamena (AFP). — Le président de la République tchadienne, M. Hissène Habré, a reçu vendredi 26 décembre en audience le conseiller de l'Élysée pour les affaires africaines, M. Jean-Christophe Mitterrand. Celui-ci lui a remis une lettre de son père, dont le contenu n'a pas été révélé.

« Notre conversation a été très précise mais aussi très agréable », a dit M. Jean-Christophe Mitterrand à l'issue de son audience. Il a également déclaré avoir évoqué avec son hôte les résultats du récent sommet des chefs d'État de l'Union dou-

nière des États d'Afrique centrale (UDEAC) qui s'est tenu à Bata (Gambie équatoriale). Le Tchad, rappelle-t-on, organisera en décembre 1987, le prochain sommet.

Sur le plan militaire, la situation n'a guère évolué au Tchad, et l'on réaffirmerait vendredi à Ndjamena que les deux attaques libyennes de mercredi avaient été repoussées. On peut cependant parler d'accalmie, estime-t-on dans les milieux tchadiens, puisque le retrait des colonnes libyennes est suivi de harcèlements, notamment de la part de l'aviation basée à Aouzou.

Le chef d'état-major de la marine nationale évoque le déclin « inéluctable » de la flotte de surface

Dans son message de vœux aux marins, l'amiral Yves Leenhardt, qui quitte en janvier prochain ses fonctions de chef d'état-major de la marine nationale, évoque le déclin, qu'il estime « inéluctable », jusqu'en 1992, de la flotte de surface militaire.

Publié par la revue *Cols bleus*, ce message de vœux de l'amiral Leenhardt à ses subordonnés est inhabituellement long, comme si le chef d'état-major de la marine nationale avait souhaité laisser un testament à son successeur, l'amiral Bernard Louzeau. « Il ne s'agit pas de dresser un bilan, écrit-il, mais de rappeler les idées-forces qui ont inspiré mon action ».

« Vous savez, écrit-il à l'adresse des marins, combien la tâche d'entretenir, de maintenir en état opérationnel nos unités est pénible et contraignante, et quels efforts, parfois quels sacrifices il faut consentir pour que notre marine soit à même d'accomplir les missions qui lui sont confiées. Je vous y ai encouragé, et j'ai fait part à qui de droit de nos inquiétudes, de nos difficultés et de votre travail ».

L'amiral Leenhardt estime qu'il est de son devoir d'insister pleinement sur le rôle de la marine et le rôle de l'état-major des armées « des tâches opérationnelles de nos forces armées qu'elles ne soient pas engagées au-delà de leurs capacités dans le monde de crise qui est le nôtre ».

Évoquant « les contraintes financières et techniques », le chef d'état-major de la marine écrit : « Je connais votre inquiétude sur la situation de notre flotte de surface, dont le tonnage va encore diminuer, de 1987, de 1988, jusqu'en 1992. Mais la priorité toujours accordée aux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, la récente décision de construire les porte-avions Richelieu, le programme des sous-marins nucléaires d'attaque qui se poursuit, le renouvellement progressif du parc de l'armement naval sont autant de signes prouvant que cette inquiétude peut être dissipée. Il s'agit maintenant de continuer à étudier les bâtiments de surface les mieux adaptés aux missions existantes et complémentaires avec un enveloppement budgétaire dont vous savez bien, conclut l'amiral Leenhardt, qu'elle ne peut être assurée d'un coup de baguette magique ».

Les propos du chef d'état-major de la marine rejoignent les inquiétudes des députés manifestes (le *Monde* du 18 décembre) par trois rapporteurs parlementaires : MM. Jean Brocard, député UDF de la Haute-Seine, Arthur Paschet, député UDF du Var, et Max Lejeune, sénateur (Gauche démocratique) de la Somme, sur le déclin de la flotte française de surface, faute de constructions neuves.

Constituée de cent quatre-vingt-cinq bâtiments de combat et de soutien en 1975, la marine française n'en a plus que cent quarante-cinq dix ans après, et, au rythme actuel des mises en chantier, elle n'en alignera que cent vingt en 1992. En moins de vingt ans, la marine nationale aura perdu la moitié de sa flotte de surface, et ce déclin est inéluctable dans la mesure où, compte tenu des délais de fabrication d'un navire qui s'élevait sur dix ans, aucune mesure arrêtée en 1967 n'inversera cette tendance.

L'île de Futuna touchée par un cyclone

La petite île de Futuna, située à 2 800 kilomètres au nord de la Nouvelle-Calédonie, a été durement touchée par un cyclone, le vendredi 26 et samedi 27 décembre.

La quasi-totalité des cultures vivrières, notamment les bananiers, auraient été détruites, de même que la plupart des « fale », les habitations à toit généralement fait de feuilles de pandanus ou de cocotiers. Le toit de la station météo de Futuna s'est envolé, arraché par le vent.

● INDE : vague de froid : plus de cent soixante-dix morts. — Cent soixante et onze personnes sont mortes, victimes d'une vague de froid qui frappe l'Inde, a indiqué vendredi 26 décembre, l'agence de presse indienne PTI. Au cours des derniers jours, quinze personnes ont trouvé la mort au Cachemire. Ces décès portent le bilan global des victimes du froid à quarante-deux pour le seul État du nord de l'Inde ou treize mille maisons ont été détruites. Les dégâts causés aux commerces du Cachemire sont estimés à 144 millions de dollars. Quarante-huit personnes sont mortes dans l'État du Bihar (est) et quatre-vingt-trois décès ont été dénombrés dans l'État du Gujarat (ouest), a encore indiqué PTI. Avec des températures de 3,5 degrés centigrades, l'Inde connaît son hiver le plus froid depuis vingt ans. — (AFP).

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Sanglants incidents raciaux

Johannesburg (AFP). — Au moins quatre Blancs et deux Noirs ont été grièvement blessés lors de violents affrontements inter-raciaux survenus vendredi dans trois stations balnéaires de l'océan Indien, a annoncé, samedi 27 décembre, un porte-parole de la police sud-africaine.

Des Blancs et des Noirs, mais aussi des Indiens, armés de couteaux, massues et bouteilles, ont participé à de véritables batailles rangées.

Grève à l'imprimerie de la Presse nouvelle

« La Tribune de l'économie » et « l'Agefi » ne paraissent pas

Le Comité intersyndical du Livre parisien CGT a décidé, vendredi 26 décembre, de ne pas faire paraître la *Tribune de l'économie* et l'*Agefi*, deux titres du groupe AGEFI-Opinion SA, dont M. Bruno Berthet est le président-directeur général. La décision du syndicat du Livre est liée au désaccord existant entre lui et M. Berthet à propos de la situation de l'imprimerie de la Presse nouvelle (IPN), actuellement en règlement judiciaire en raison de difficultés financières.

Le collectif syndical CGT de l'IPN indique, dans un communiqué, qu'il s'est prononcé pour cette grève à la suite de l'annonce qu'aurait faite M. Berthet à l'administrateur judiciaire, M. Alain Perrot, de retirer la candidature de la Société de diffusion de l'information financière (SDIF) — dans laquelle le président-directeur général de l'AGEFI détient 40 % des parts — à la reprise de l'IPN. La CGT estime « inacceptable » le retrait de la candidature de la SDIF, « car il engage l'avenir de trois cents emplois ». L'organisation syndicale souligne aussi qu'on est « à deux jours de la décision du Tribunal de commerce de Paris — le 30 décembre — sur l'avenir de l'IPN » et rappelle que, dès le 7 juillet dernier, les bases

d'un accord étaient intervenues, confirmées trois semaines plus tard par l'engagement de M. Berthet de racheter le 12 septembre par la CGT. Les intéressés ont donc décidé, « devant cette situation » de ne pas faire paraître les titres du groupe AGEFI-Opinion SA « tant que M. Berthet ne reviendra pas sur sa décision ».

Pour sa part, le président-directeur général de l'AGEFI « dément catégoriquement » les déclarations du Livre CGT, en indiquant que « la SDIF est toujours candidate à la reprise de l'IPN ». Dans un communiqué publié dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 décembre, M. Berthet « dément une manœuvre syndicale ». Il estime que, « en lançant des informations fausses, le Livre CGT tente de dissuader les refus de faire aux mesures de restructuration nécessaires au redressement de l'IPN ». M. Berthet s'engage, d'autre part, « de l'absence de démocratie syndicale qui conduit à prendre une décision d'arrêt de travail » mettant en jeu l'emploi de près de trois cents salariés — un vendredi soir à 18 heures, alors que seuls 20 % du personnel sont présents ».

Finale de la Coupe Davis à Melbourne

Le fils du vieux sorcier

Nouvelle surprise à Melbourne dans la finale de la Coupe Davis entre l'Australie et la Suède : après la victoire de Pat Cash (24^e mondial), sur Stefan Edberg (5^e mondial), l'équipe de Neale Fraser a marqué, le 27 décembre, un deuxième point grâce au succès de la paire Cash-Edberg sur les récents vainqueurs des Masters de double, Edberg et Jarrod (6-3 ; 6-4 ; 4-6 ; 6-1). Comme en 1983, les Australiens arriveront-ils à gagner le saladier d'argent aux dépens des Suédois ? Dimanche 28, les rencontres Cash-Perfors et McNamee-Edberg devraient être décisives.

MELBOURNE de notre envoyé spécial

Le tennis australien avait eu son « sorcier » avec Harry Hopman, découvreur de talents et père fondateur d'une génération de jeunes gens des antipodes qui ont imposé leur loi sur tous les courts de tennis pendant deux décennies. Le vieux sorcier est mort, mais il a aujourd'hui un fils spirituel : Neale Fraser. Même s'il a battu Rod Laver en finale de Wimbledon en 1960, Fraser n'avait pas le talent de ses illustres compatriotes, les Segman, Hoad, Rosewall, Laver, Emerson ou Roche. Depuis qu'il a pris le capitaine de l'équipe de Coupe Davis en 1970, en pleine période de transition, puis dans le creux de la vague pour le tennis australien, Fraser s'est toujours efforcé d'appliquer les préceptes de son ancien entraîneur qui croyait plus, que tout dans les vertus du travail et de la concurrence.

Malgré son bob et sa fausse passion de pêcheur à la ligne alangui au bord des courts, Neale Fraser n'a pas son pareil pour transformer des joueurs moyens en farouches com-

battants. Il les soumet à des matches de sélection et, plus récemment, il a fait appel, pour les motiver, à Laurie Hayden, le psychologue qui avait préparé l'équipe d'Australie-11 avant sa victoire historique dans la Coupe de l'Amérique 1983.

Ces recettes ont du bon puisque, sous sa direction, l'équipe australienne a triomphé trois fois en Coupe Davis, en 1973, avec Laver et Newcombe, en 1977, avec Tony Roche et John Alexander, et, en 1983, avec des joueurs qui ne figuraient pas dans les troupes meilleurs mondiaux, Pat Cash, Mark Edmondson, Paul McNamee et, surtout, l'inconnu John Fitzgerald, bourreau des Français en demi-finale, puis des Suédois en finale.

La rage de vaincre

Il faudra attendre les derniers simples de dimanche avec Cash-Pearce, suivis de McNamee-Edberg pour savoir si les Australiens remporteront la Coupe pour la vingt-sixième fois depuis la mise en jeu du saladier d'argent en 1900. Ils avaient pris une bonne option, samedi, en marquant un deuxième point avec Pat Cash et John Fitzgerald (6-3 ; 6-4 ; 4-6 ; 6-1) face à Stefan Edberg et Anders Jarrod, encore tout enrêlés de leur succès en finale de Masters à Londres.

Au tennis plus académique des Suédois, les Australiens ont su opposer une détermination et une rage de vaincre qui ont fait la différence chaque fois que leurs adversaires ont été en situation délicate. Ainsi ont-ils su profiter de la relative faiblesse à l'engagement d'Anders Jarrod — remarquable au demeurant sur ses retours de services, ses smashes et volées dans les pieds adverses — pour faire deux breaks au troisième jeu du premier set et au septième jeu du deuxième.

La porte de la troisième manche, alors que Fitzgerald servait à 4-5, aurait pu sembler le trouble dans leurs esprits. Ce sont, au contraire, deux joueurs « remontés » par Neale Fraser durant la pause d'un quart d'heure, qui ont entamé le quatrième set. Dans le troisième jeu, ils ont profité d'une double faute d'Edberg pour faire le break. Trop nerveux, les Suédois ne résistent plus à leurs adversaires en pleine euphorie, à l'image de John Fitzgerald, auteur, sur la balle de match, d'un retour de service décroché qui laisse ses adversaires sans réaction.

GERARD ALBOUY.

EMMANUEL CARRÈRE

La moustache

roman
186 pages - 69 F



« Nous sommes pris dans une machine infernale, jusqu'à l'honneur absolu. »
Michèle Bernstein / Libération

Le Monde

sur minitel
TeleMarket

SPECIAL FÊTES
achetez chez vous, hors de la cuisine.
36.15 TAPEZ LEMONDE

● Les négociants agricoles veulent sortir de l'anonymat. — Vert sur fond blanc, représentant un N et un O entrelacés, orné d'un épi doré, c'est le logo que les deux mille entreprises de négoce, partenaires de l'agriculture, vont apposer